PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire du 4 décembre 1958
Issy-les-Moulineaux

Sommaire

Georges Brutelle 1
Le président (Maurice Pic) 1
Georges Brutelle 2
Guimoteau (Alpes-Maritimes) 12
Leonard 15
Albert Gazier 18
Raoul Auzanneau 22
Henri David (Maine-et-Loire) 24
Huyard (Vienne) 25
Guy Mollet 26
Le président (Augustin Laurent) 36
Guibert 36
Hornung (Cantal) 38
François Tanguy-Prigent (Finistère) 39
Jean-Jacques Marzorati (Sarthe) 42
Bora (Bône, Algérie) 45
Augustin Laurent 49
Lamousse (Haute-Vienne) 51
Humberdot 54
Francis Leenhardt 57
Marcel David 60
Christian Pineau 61
Jules Moch 66
Guy Mollet 71
Georges Brutelle 75
Borra 76
Jules Moch 77

Georges Brutelle

Nous vous proposons le bureau suivant pour la séance de ce matin :
Président : Maurice Pic (Drôme)
Assesseurs : Jeanne Lods (Haute-Savoie), Viala (Ariège), Lafond (Haute-Vienne), Vallee (Orne).
Je demande à ces camarades de bien vouloir monter à la tribune.
La séance est ouverte à 9 heures 50, sous la présidence de Maurice Pic.

Le président (Maurice Pic)

Camarades, veuillez prendre place.
La parole est à Georges Brutelle.

Fondation Jean-Jaurès

Georges Brutelle

Camarades, l'ordre du jour du Congrès comporte deux questions :
- Les problèmes posés par l'élection du Président de la République,
- L'examen de la situation politique à la suite des élections législatives.

Vous vous posez peut-être une question : Pourquoi avons-nous fait un Congrès et non un Conseil national ?

Vous pouvez vous en poser une seconde :

Pourquoi avons-nous fait aussi rapidement ce Congrès ? Pourquoi immédiatement après les élections législatives, en ne vous laissant pas toujours le temps de consulter vos sections dans les conditions normales, et surtout avec le recul suffisant, pour apprécier la situation ?

Pourquoi un Congrès ?

Le Secrétariat du Parti avait d'abord pensé que l'on pourrait faire un Conseil national. Certains camarades, certes, étaient partisans d'un Congrès pour des raisons d'ordre politique.

Ce n'est pas à cause de ces raisons qu'en définitive nous nous sommes ralliés à l'idée d'un Congrès national. Nous avons choisi le Congrès national parce que nous nous trouvons devant une Constitution nouvelle qui prévoit l'élection d'un Président de la République dans des conditions qui ne sont plus celles de l'ancienne Constitution, et parce qu'aucun organisme du Parti n'est, en fait, actuellement, habilité à prendre des décisions en ce qui concerne l'éventuelle candidature du Parti à la Présidence de la République.

En attendant que soit nos statuts, soit une décision d'un Congrès national ordinaire, fixent les conditions dans lesquelles un candidat Socialiste peut être présenté, les conditions dans lesquelles le Parti fixe sa position à l'égard de ces élections, il était indispensable, du point de vue formalités, que ce soit un Congrès et non pas un Conseil national qui soit convoqué aujourd'hui.

En ce qui concerne la date, nous avons été obligés de choisir ce jeudi, parce qu'au moment où nous avons convoqué ce Congrès, il semblait que les élections à la Présidence de la République devaient avoir lieu le 14 et le 21 décembre.

Aujourd'hui, nous savons qu'elles auront lieu le 21 et le 28, mais en tout état de cause nous sommes précipités par la date prévue, la date limite prévue pour déposer les candidatures, qui est le 11 décembre, et par la nécessité de désigner les électeurs aux élections présidentielles. Dans ces conditions, nous ne pouvions même pas attendre à dimanche prochain pour discuter de cette question ; c'est la raison pour laquelle on a pris la date d'aujourd'hui, si peu commode qu'elle soit pour tous.

Ceci dit, je voudrais examiner le résultat des élections législatives, le résultat du premier tour, surtout, car nous avons peut-être trop tendance, depuis quelques jours, depuis lundi, à considérer les résultats en fonction de ce que sera notre représentation dans la prochaine assemblée parlementaire et pas suffisamment en fonction de ce qui est resté l'influence réelle du Parti dans le pays.

Je crois que seuls les résultats du premier tour peuvent nous donner la mesure de cette influence.

Congrès Jean Jaurès

Jetons un coup d'œil sur les chiffres.
Le Parti Socialiste a réuni, au premier tour, 3 167 354 suffrages, alors qu'en 1956 il en avait 3 180 656, la participation électorale étant plus importante aux élections de 1956 qu'au premier tour de scrutin de cette année.
Le pourcentage des voix recueillies par le Parti est, au premier tour des élections de cette année, de 15,5%, alors qu'il était de 14,80% aux dernières élections législatives.
Quelle est la situation du Parti Communiste au regard ?
Il est tombé de 5 532 631 suffrages à 3 882 204. C'est l'un des éléments les plus importants que nous ayons à apprécier, lorsque nous examinons les résultats de ces élections.
Son pourcentage est passé de 25,70% à 18,90%.
Dans le même temps, que sont devenues les formations classiques les plus importantes ?
Le Centre national des indépendants qui totalisait 3 086 414 suffrages, soit un pourcentage de 14,30, totalise actuellement 2 815 176 suffrages, soit 13,70%.
Le MRP tombe de 2 374 221 à 1 858 380, son pourcentage s'abaissant de 11% à 9,10%.
Les Radicaux connaissent une chute sérieuse.
Le phénomène important est la poussée UNR.
L'UNR compte près de 17,77% des suffrages, alors que les Républicains Sociaux - on ne peut pas comparer les deux choses - représentaient 4,40% ; le total des voix obtenues par l'UNR est de 3 603 958.
Je voudrais m'arrêter un instant sur le chiffre des voix obtenu par le Parti.
Nous devons constater d'abord que nous avons amélioré notre situation en pourcentage, légèrement, nous devons considérer ensuite que le Parti n'avait pas présenté des candidats dans toutes les circonscriptions ; nous avions des candidats dans 411 circonscriptions.
Dans 44 il n'y avait pas de candidat Socialiste.
C'est dans ces 411 circonscriptions que nous avons recueilli notre chiffre de 3.167.354.
Le total des voix Socialistes obtenu en 1956 dans les mêmes circonscriptions, sur la même portion de territoire, représente 3 055 484 voix.
Apparemment, nous pourrions considérer que nous avons gagné 111 870 voix, soit 3,2%.
On peut penser que si nous avions eu des candidats dans les 44 autres circonscriptions nous y aurions fort probablement conservé nos voix, puisqu'ailleurs il y a un progrès, et que nous aurions recueilli 125 000 suffrages en plus.
Ceci est, dans une certaine mesure, assez théorique.
On me dira que, bien souvent, là où il n'y avait pas de candidat Socialiste le phénomène se trouve compensé, parce que dans la circonscription voisine il n'y avait peut-être pas de candidat Radical, et donc qu'il ne faut pas s'arrêter à des chiffres qui n'ont qu'une valeur théorique.
Je voudrais cependant faire observer que tout de même ces chiffres ont une

certaine valeur, compte tenu de ce qu'en 1956, dans trois départements il y avait des coalitions Socialistes et Radicales : la Loire, l'Orne, la Vendée, représentant un total commun de 40 754 voix.
D'autre part, les camarades ont pu constater, dans la plupart des cas, que l'absence du candidat radical n'avait généralement pas permis aux Socialistes d'augmenter leurs voix en proportion de ce qu'étaient les voix Radicales en 1956.
A cela deux facteurs : l'effondrement des Radicaux là où ils étaient eux-mêmes présents dans la compétition, et autre facteur, la difficulté de faire revenir, au premier tour, la plus grande partie des voix radicales, très souvent, sur le candidat Socialiste.
Il est intéressant aussi d'examiner ce qu'aurait pu être le résultat des élections non pas en prenant le système électoral de 1956, nous n'avons pas eu le temps de faire ce calcul dans le détail, mais dans le cas où nous aurions eu la représentation proportionnelle intégrale.
Il est important de constater que s'il y avait une représentation proportionnelle intégrale, il y aurait à l'assemblée :
- 88 Communistes,
- 72 Socialistes,
- 92 UNR,
- 64 Modérés,
- 42 MRP.

Je n'examine pas les autres chiffres ; je m'arrête simplement aux grandes formations.
Des camarades se sont interrogés sur les résultats que j'ai pu donner, sur une coalition de type Front Populaire dans le cadre de la 1oi électorale actuelle.
Je pense qu'il n'est pas inutile de dire un mot à ce sujet.
La première observation que nous devons faire c'est que dans 283 circonscriptions le candidat Communiste se serait trouvé placé avant le candidat Socialiste, que dans 182 circonscriptions le candidat Socialiste se serait trouvé placé avant le candidat Communiste, voyez tout ce qu'on peut faire comme calculs partant de là. Je voudrais que l'on prenne bien conscience de ce que cela ne peut avoir qu'une valeur absolument théorique ; c'est de l'arithmétique.
On peut totaliser sur le papier des voix Communistes et des voix Socialistes, on peut même y ajouter des voix Radicales-Valoisiennes, pour tenter de trouver la figure du Front Populaire. En réalité, ces chiffres n'ont qu'une valeur rigoureusement théorique, compte tenu que très certainement les coalitions de type Front Populaire auraient été très loin de fixer les voix que l'on peut mettre sur le papier en faisant ces additions de chiffres.
Cependant, même en faisant la part belle, il faut constater que dans le cadre du système électoral actuel et dans le climat politique actuel les chiffres qui ne donnent qu'une vue théorique permettent seulement de penser que l'on aurait pu atteindre 49 Socialistes, 32 Communistes, soit un total de 80.
Je suis persuadé que nous aurions été très loin de ce chiffre et peut-être assez près, certainement plus près des résultats actuels que de ces chiffres, si nous

Fondation Jean-Jaurès

avions fait une coalition de type Front Populaire.
Dans le cas même où nous aurions étendu cette coalition aux Radicaux-Valoisiens, aux 81 que j'indiquais tout à l'heure on aurait pu ajouter 3 Communistes et 3 Socialistes ; mais c'est encore plus aléatoire cette fois.
Le simple fait que dans de nombreux cas, au second tour, des élections que nous venons de connaître, les voix des militants Communistes organisés, entraînés par leur Parti, se soient portées directement sur des candidats de la Réaction plus susceptibles de battre les candidats Socialistes que d'autres, indique assez qu'on ne peut vraiment accorder qu'une valeur théorique (et ce n'est encore que l'un des éléments du problème,) aux chiffres qui peuvent être apportés à ce sujet.
En ce qui concerne la situation au deuxième tour, les candidats Socialistes ont été maintenus dans 208 circonscriptions.
La progression des voix, à laquelle il ne faut pas attribuer plus de sens qu'il n'est dû, est d'environ 467 000 voix entre le premier et le second tour, par le jeu des désistements, mais on ne peut tirer de là aucune conclusion politique.
Le résultat en ce qui concerne la composition de notre groupe est le suivant :
Sur 71 députés sortants qui se représentaient 16 camarades seulement ont été réélus, 55 ont été battus.
Notre groupe, dans sa composition métropolitaine compte actuellement, officiellement, 39 élus.
A ces 39 élus il faut ajouter, sans discussion possible, notre camarade Verry de la Martinique.
52 fédérations avaient une représentation parlementaire dans l'ancienne assemblée ; dans l'assemblée actuelle 21 fédérations auront une représentation parlementaire.
Je m'abstiendrai de ce qui pourrait être des félicitations aux camarades réélus, des regrets à l'égard des camarades qui ne le sont pas. Je m'abstiendrai de citer des noms. Je ne veux pas faire de différence entre les camarades qui étaient tous des élus du Parti dans l'ancienne assemblée.
Il est certain que nous avons tous ressenti très cruellement, au lendemain du second tour de scrutin, la disparition d'un bon nombre de nos camarade. Nous l'avons ressentie cruellement pour nous-mêmes, mais je crois que nous la ressentons aussi en pensant à ce que sera la prochaine assemblée.
Il ne fait aucune espèce de doute que nous pouvons dire avec urne certaine fierté que la disparition d'un nombre important des nôtres est une disparition, qui touche, certes, le Partit Socialiste, mais qui touche le régime Républicain tout entier"
Par la qualité de la représentation Socialiste dans l'ancienne assemblée il ne fait aucun doute que le Parti avait pu jouer un rôle aussi important, plus important même que par son nombre.
Je suis persuadé que le nouveau groupe s'efforcera, malgré les effectifs réduits, de montrer toute la valeur de la représentation Socialiste, s'efforcera de donner au Parti l'influence que le nombre de sièges ne lui donne pas, mais que le nombre de voix, dans le pays, lui donne, que la qualité de ses élus devra démontrer au Parlement.

Collection Jean Jaurès

Mais cela ne peut pas nous empêcher de dire qu'il y a dans le départ de beaucoup des nôtres, du simple point de vue de la République, du simple point de vue de la qualité des représentants, une injustice du corps électoral, injustice qu'il nous faut respecter, que nous respectons, il est souverain, mais que nous avons bien le droit de déplorer, à l'heure où de nouvelles Institutions se mettent en place dans des conditions difficiles"

Je voudrais maintenant examiner quelle a été l'attitude, au cours de ces élections, de certaines autres formations politiques, et en particulier de l'UHR d'abord, l'UNR dont on a essayé de nous dire qu'elle serait essentiellement une formation de caractère national, dont le but proclamé au cours de la campagne électorale, pendant le premier tour de scrutin, était d'éliminer le Parti Communiste, en permettant le rassemblement des nationaux.

Nous sommes bien obligés de constater qu'au lendemain du premier tour de scrutin il y a eu une immense fièvre à l'UNR et que le premier succès a certainement créé une euphorie néfaste. On a eu le sentiment qu'il fallait affermir ce succès, qu'il fallait le plus grand nombre possible de sièges au Parlement, et pour arriver à ce résultat, on a, dans les retraits ou dans les maintiens, dans l'appréciation des situations, omis de faire des calculs politiques.

On a pensé, bien sûr, à battre les Communistes, mais dans certains cas, l'idée d'avoir un UNR de plus l'a emporté sur l'idée d'avoir un Communiste de moins.

Dans certains cas aussi on a préféré, sans doute à cause de l'ambiance locale, à cause de l'orientation personnelle des élus, bien que l'on ait voulu s'affirmer comme une formation de centre et comme on l'a proclamé, on a bien souvent préféré favoriser l'élection d'un Indépendant plutôt que l'élection d'un homme de gauche.

Il y a au moins deux cas dans lesquels l'UNR a fait élire un Communiste ; il y en a un troisième où je suppose que le candidat avait l'appui tout au moins tacite localement de l'UNR, un candidat qui a été désavoué par le Centre Républicain, qui s'est maintenu au second tour, et qui, lui aussi, bien que très national a eu les voix Communistes.

Il y a au moins sept cas dans lesquels nous avons vu, grâce à l'attitude de l'UNR, entre les deux tours, sept Indépendants élus, alors que l'on pouvait s'attendre à l'élection de 3 Radicaux, de 3 SFIO, d'un MRP, si l'UNR avait tenté de faire des coalitions s'axant sur la Gauche plutôt que sur les Indépendants.

Enfin, je pense qu'il n'est pas inutile, dans un Congrès Socialiste, de voir quelle a été la répercussion sur le plan électoral, de la Constitution du Parti Socialiste autonome.

Si, depuis le dernier Congrès, nous avons pu constater qu'en tant que formation politique le Parti Socialiste Autonome n'a pas entamé nos positions dans le pays, nous sommes bien obligés de considérer qu'en présentant des candidats dans un certain nombre de circonscriptions, il a tout simplement réussi à diminuer la position de camarades qui se trouvaient au coude à coude dans le même Parti, il y a quelques mois.

Fondation Jean Jaurès

Le PSA a présenté, je crois, 22 candidats sur l'ensemble du territoire.
Quelle a été la situation de ces candidats du PSA par rapport aux candidats Socialistes ?
D'abord, ceux qui étaient anciens parlementaires, ceux qui étaient déjà connus de l'opinion publique, qui avaient une position plus forte : Verdier, au premier tour, arrive dans la 3ème circonscription de Paris, avec 300 voix de plus que le candidat du Parti.
Depreux dans une circonscription qui le connaissait, où il était estimé, où, candidat du Parti, il faisait des chiffres de voix remarquables, Depreux a 7 111 voix, pendant que le camarade qui lui est opposé par le Parti recueille 6 298 voix.
Dessine dans les Ardennes, troisième circonscription, fait 7 219 voix, pendant que le candidat de la fédération en fait 2 998.
Mazier dans les Côtes du Nord fait 9 988 voix, pendant que le candidat avait 3 450 voix.
Binot dans la Seine-Maritime, fait 2 587 voix, n'atteignant pas 5% des suffrages.
Parmi ceux qui n'avaient pas de position acquise sur le plan parlementaire, 3 candidats du PSA seulement arrivent avant des candidats présentés par les fédérations Socialistes. C'est le cas de Bleuze, maire d'Alfortville, qui fait 5 150 voix, pendant que le candidat de la fédération avait 5 088 voix.
C'est le cas de Suan (?) 53ème circonscription de la Seine, 5 165 voix, pendant que le candidat de la fédération en avait 4 171.
La marge n'est pas grande, alors même que ces camarades occupaient des positions locales solides.
Dans la Seine-Maritime, c'est l'ancien secrétaire fédéral adjoint de la fédération, actuellement secrétaire de la fédération du PSA qui bat l'un de nos candidats, de 500 voix dans la 2ème circonscription de Rouen.
Tous les autres candidats du PSA sont distancés par les candidats Socialistes ; aucun PSA n'est élu ; l'opération a servi simplement à désunir la Gauche.
Jetons maintenant un coup d'œil sur le résultat des élections en Algérie.
Vous vous rappelez, dans quelles conditions s'est engagée la consultation électorale ; vous vous rappelez les précautions que le gouvernement a tenté de prendre, les instructions qui ont été données le 9 octobre, et selon lesquelles la consultation devait être loyale, selon lesquelles il devait y avoir une véritable compétition et par conséquent des listes concurrentes, selon lesquelles toutes les opinions devaient pouvoir s'exprimer et tous les candidats devaient pouvoir se présenter et faire campagne, et selon lesquelles enfin, les militaires ne pouvaient se présenter, devaient sans délai quitter les Organisations politiques auxquelles ils appartenaient.
Ces instructions nous ont, à l'époque, donné une incontestable satisfaction.
Ont-elles été suivies ?
Je pense que nos camarades Algériens pourront en parler, pourront nous informer de plus près sur ce qu'a été la situation, sur ce qu'ont été ces élections.
En fait, les militaires se sont généralement retirés des Comités de salut

public ; mais nous ne pouvons pas dire que l'on est arrivé à ce qu'il y eût véritablement compétition.
L'éventail politique est resté tout de même assez fermé, les Européens ont montré assez peu de zèle pour affronter le scrutin, ceux de tendance dite libérale ont généralement déclaré qu'ils n'avaient pas suffisamment de liberté d'action pour s'engager dans la compétition ; les autres sont surtout entrés en compétition en étalant des désaccords basés sur des rivalités personnelles.
Les musulmans, de leur côté, ont généralement fait montre d'une certaine répugnance à s'engager dans ces élections. Il fut toujours difficile d'obtenir leur consentement pour figurer sur des listes.
Le facteur qui a le plus joué est certainement celui de la crainte de représailles.
Un autre facteur a dû jouer d'autre part : la méfiance envers la sincérité de la compétition.
Si l'éventail politique a pu s'entrouvrir un peu plus dans six circonscriptions, il faut dire que le mérite en est revenu dans presque tous les cas à nos camarades des fédérations d'Algérie.
A Bone, à Bougie, à Sétif, à Tlemcen, à Cran, ils ont constitué des listes avec des amis musulmans, selon la proportion fixée par l'Ordonnance.
A Batna ils ont appuyé une liste d'Union Républicaine.
On a parlé aussi d'une liste d'Union Républicaine à Bone ; mais il ne faut pas faire de confusion, cette liste de Bone était une liste opposée à celle de nos camarades Socialistes.
Partout ailleurs les candidats, même lorsqu'il y a eu des listes concurrentes, se sont, peu ou prou, réclamés d'une politique d'intégration. Ils ont essayé de se différencier, mais nous avons encore, nous-mêmes, beaucoup de mal à saisir les nuances de ces oppositions.
Quelle est la proportion de gens qui représenteront, strictement, l'esprit du 13 mai ? Quelle est la proportion de gens qui représenteront un esprit nouveau par rapport au 13 mai ? Une tendance à la recherche d'une évolution plus libérale, par rapport à l'esprit du 13 mai ?
Nous ne pouvons pas encore le prévoir ; il faut attendre de voir ces gens venir au Parlement.
Nous pouvons nous féliciter, d'abord, de ce que tout de même ces élections aient pu avoir lieu, de ce qu'elles se soient déroulées dans le calme alors qu'elles paraissaient très difficiles à réaliser en Algérie, de ce que malgré les consignes d'abstention) du FLN il y ait eu un pourcentage important d'électeurs et d'électrices, et de la présence des militaires, même si parfois ils ont contribué à inciter les gens à voter, même si, dans le bled, ils sont allés au delà des consignes qui leur étaient données ; je crois que nous pouvons nous féliciter de ce que des progrès aient été accomplis dans le sens d'un effort qui nous permet des élections en Algérie.
Nous ne pouvons pas être satisfaits, certainement, et lorsque la documentation sera plus abondante nous ne serons pas satisfaits, mais nous sommes très loin de la situation que l'on pouvait redouter, il y a quelques mois.
Qu'est la situation en ce qui concerne les listes de candidats Socialistes ?

Fondation Jean Jaurès

Malgré l'insuccès, il y a pour nous un élément de satisfaction :
A Bone, la liste Bora a recueilli 21 350 voix.
A Bougie, celle de Comoli a recueilli 28 012 voix.
A Oran-ville, la liste de Rabier a recueilli 17 330 voix.
Mous ne connais sans pas encore les chiffres de la liste Gonzalès à Tlemben.
Ce qui est certain, c'est que nos camarades partout où ils ont présenté des listes, partout où ils se sont battus, ont rencontré un accueil sympathique qui est un encouragement pour nous, accueil sympathique dans une fraction de la population européenne, accueil sympathique chez les Musulmans.
Ce qui est important encore, c'est que nos camarades sont allés à la bataille avec énormément de courage, en défendant les positions du Parti face aux positions des extrémistes, clés CSP et des partisans de l'intégration.
Je crois qu'à ceux qui ont osé se présenter dans un climat qui a entraîné beaucoup d'incertitudes et de renoncements, à ceux qui ont osé se présenter au nom du Parti et faire campagne au nom du Parti, nous devons un grand merci.
(Applaudissements)
Quelle est la situation dans les départements d'Outremer ?
A la Réunion, notre fédération n'a présenté qu'un candidat, dans une des trois circonscriptions, ce candidat a été battu, les deux députés Communistes ont été également battus.
Nous avons à nous plaindre des conditions dans lesquelles la campagne électorale s'est déroulée ; une fois de plus les conditions du scrutin ne donnent pas satisfaction ; on n'a vraiment pas de chance avec les élections à la Réunion, et je ne sais quand nous pourrons arriver à des élections qui ne soient pas contestées, bien que la situation soit très différente de ce qu'elle est en Algérie.
A la Guadeloupe, nous perdons un siège, un camarade est élu : Monerville, mais il est élu dans des conditions qui ne nous permettent pas de le compter officiellement parmi les élus du Parti ; il nous faut étudier la question avec la fédération. Il y a eu un problème de discipline fédérale et Monerville est élu contre un autre candidat Socialiste.
A la Martinique, nous enregistrons l'élection de notre ami Véry, qui est élu sans contestation.
A la Guyane, il y a des difficultés, une opposition entre Robert Vignon qui se présentait comme sympathisant Socialiste, avec l'appui de la fédération Socialiste locale, qui trouvait en face de lui Catalier (?) l'ancien secrétaire de la fédération Socialiste, il y a quelques années, et qui était candidat du Parti Socialiste Guyanais ; c'est Catalier qui est élu comme Socialiste Guyanais.
Voilà ce que je pouvais dire sur l'ensemble du résultat des élections.
Je voudrais maintenant faire à ce sujet quelques réflexions :
Une première constatation s'impose à nous, c'est que nous n'avons pas récupéré les voix qui ont été perdues au premier tour par le Parti Communiste.
Ce n'est pas la première fois que nous faisons cette constatation ; nous avons déjà remarqué que, selon un phénomène de psychologie qui mérite certainement d'être étudié, les voix Communistes lorsqu'elles désertent, passent généralement par dessus notre tête et vont vers des formations de droite.

Collection Jean Jaurès

Dans les cas où nous avons réussi à fixer ces voix, deux observations sont à faire : c'est généralement dans le cas où le candidat était un notable bien installé, tenant une forte position soit dans une mairie, soit au Conseil général ; c'est aussi le cas où une organisation syndicale libre, concurrente de la CGT, avait, sur le terrain syndical, gagné des positions en face de la CGT.
Ce sont les deux observations que l'on peut faire dans le cas où l'on a réussi à fixer des voix qui, habituellement, passent par dessus notre tête.
En ce qui concerne la flambée UNR, je n'insiste pas, des camarades l'analyseront sans doute au cours des débats.
Une première constatation : on retrouve certainement là des voix de gaullistes sentimentaux, des voix de gaullistes de 1945, il y a incontestablement des gens qui ont pensé que pour voter "de Gaulle" il fallait voter UNR.
Et puis, il y a aussi cette masse flottante qui nous fait successivement la poussée du RPF, la poussée du Poujadisme, qui a même fait, pour une part, la poussée du Front Républicain sur le nom de Mendès, et qui, cette fois, sur le nom de de Gaulle, à travers l'UNR s'est fixée.
On totalise généralement, en plus des gaullistes sentimentaux qui ont cru voter "de Gaulle" en votant UNR, très certainement à la fois des voix Poujadistes, des voix Mensésistes, et des voix arrachées au Parti Communiste.
Nous avons, bien sûr, été frappés de ce que, malgré l'existence de cette poussée faite à renfort de propagande, encore jusqu'ici inconnue pour nous, non pas seulement par voie de tracts, par voie d'affiches, mais également par l'utilisation de la radio, il ne se soit pas passé de jour sans que nous entendions rectifier certaines investitures ou faire connaître par la voix de la radio, que telle personne avait effectivement l'investiture UNR.
IL y a eu là un appui dont nous pensons qu'il ne devait pas venir de la part de la radio.
Enfin, dans les réflexions qui sont le plus généralement faites au lendemain de ces élections, les camarades ont eu tendance à se plaindre du mode de scrutin, et on a eu tendance à s'en plaindre comme si le Parti ne s'était pas prononcé dans sa majorité pour le scrutin d'arrondissement.
Je voudrais que les camarades qui réagissent en ce moment violemment contre le mode de scrutin essaient de revoir quelle était la position de leur fédération lorsque nous avons pris position pour le scrutin d'arrondissement.
Certes, certains d'entre nous ont été battus dans leur fédération, en défendant la proportionnelle, mais il serait injuste de condamner le mode de scrutin sans penser que le Parti avait eu une position dans ce domaine.
Enfin, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'actuel gouvernement s'est, en définitive, prononcé pour le scrutin d'arrondissement, et quelle qu'ait été la position antérieure du Parti pour le scrutin d'arrondissement, je vous demande de ne pas perdre de vue que le choix n'était plus entre le scrutin d'arrondissement et la proportionnelle, mais qu'il était, au sein du gouvernement, entre le scrutin départemental de liste majoritaire à deux tours, soit à l'échelle du département, soit à l'échelle de la circonscription plus réduite, et le scrutin d'arrondissement, mais que, de toute façon, il s'agissait d'un mode

de scrutin ou qui exigeait des coalitions extrêmement larges dès le premier jour, ou qui nous conduisait à l'élimination totale du groupe Socialiste au Parlement,
Donc, c'est en définitive entre ce mode de scrutin départemental et le scrutin d'arrondissement que le choix s'est trouvé posé au sein du gouvernement.
Des camarades défendent encore aujourd'hui l'arrondissement. Ils évoquent des souvenirs historiques, ils rappellent la situation de 1928, et la mettent en parallèle avec celle de 1932, pour démontrer que l'on peut subir le coup aujourd'hui avec le même mode de scrutin et gagner du terrain. Pour ma part, je ne suis pas convaincu, mais c'est un problème sur lequel il faudra que le Parti délibère à nouveau ; je ne crois pas que ce soit aujourd'hui que nous puissions engager le débat sur le mode de scrutin lui-même.
En ce qui concerne la situation politique, elle découle, ou elle découlera dans quelques semaines des élections qui viennent d'avoir lieu.
Je ne veux pas allonger mon intervention, compte tenu de ce que de nombreux camarades désireront intervenir et que nous aurons certainement beaucoup de mal tout à l'heure pour répartir le temps de parole de chacun pour finir à une heure raisonnable ce soir. Mais je pense que dans les décisions que nous avons à prendre, il est nécessaire que nous fassions un certain nombre de choix.
En ce qui concerne notre position sur le plan gouvernemental, des problèmes se posent aujourd'hui à nous ; ils se posent à nous si nous avons une réaction de colère, si nous avons une réaction d'amertume, si nous disons que, compte tenu des réactions du corps électoral dimanche dernier et de la situation qui nous est faite au sein du Parlement, alors, nous posons le problème de l'existence du gouvernement actuel. Mais si nous savons considérer avec sagesse que la constitution du prochain gouvernement est pour le mois de janvier, que le gouvernement actuel a été constitué à une autre époque, dans une situation différente, qu'il vit et qu'il peut vivre en dehors des résultats de la dernière consultation électorale, nous avons deux façons de poser le problème.
Je pense que nous pouvons tenter de nous situer dans le cadre du résultat des élections, en pensant que le problème qui se pose à nous est le problème de l'attitude du Parti lorsqu'il s'agira de constituer le gouvernement, c'est-à-dire au mois de janvier.
Je pense aussi que nous pouvons avoir la sagesse, tout en fixant notre orientation, tout en définissant aujourd'hui un certain nombre de positions, de nous laisser le temps de démontrer à l'opinion publique que les positions que nous sommes susceptibles de prendre, même fermement, ne sont pas des positions prises sous le coup de la colère, ou sous le coup de l'amertume, qu'elles sont le résultat d'un examen sérieux de la situation et qu'il ne serait pas superflu que nous puissions envisager une nouvelle assise du Parti, un Conseil national pour qu'une fois la situation décantée, à la veille de la Constitution du gouvernement, nous puissions prendre une position définitive.
En ce qui concerne le problème de l'élection du Président de la République, nous devons l'envisager en fonction des candidatures possibles. Nous ne savons pas encore, à l'heure actuelle, si le général de Gaulle sera ou ne sera pas candidat aux prochaines élections.

Je crois qu'en examinant ce que doit être l'attitude du Parti, il nous faudra tenir compte de la possibilité ou non de sa candidature si nous voulons pouvoir prendre une position qui soit comprise de l'opinion publique.
En cette matière, il ne nous sera certainement pas possible de prendre une décision définitive aujourd'hui ; même si nous décidons de présenter un candidat, il ne nous sera certainement pas possible de désigner aujourd'hui ce candidat.
Comme les institutions du Parti ne prévoient pas de mode de désignation, il faudra au minimum que nous disions quel est l'Organisme du Parti qui est susceptible de faire le choix d'un candidat Socialiste ou de décider qu'il n'y aura pas de candidat Socialiste.
En période normale, si l'on n'était pas précipité par les événements, une conclusion logique s'imposerait certainement étant donné le mode même d'élection du Président de la République ; on pourrait penser que pour l'avenir, dans les périodes calmes, quand on aura le temps, les candidats Socialistes devront être désignés par le Conseil national, mais dans la période présente, où il nous faudra prendre des décisions hâtives, et même sans doute dans les jours qui viennent, il faut au minimum, si le Congrès ne prend pas de position définitive, qu'il habilite un Organisme du Parti, peut-être par une réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire, à prendre en cette matière des décisions définitives.
Voilà l'ensemble des problèmes sur lesquels nous avons à ouvrir maintenant la discussion.

Le président - Mes chers camarades, vous avez trouvé sur vos tables un petit dossier avec le règlement intérieur du Congrès. Je vous en rappelle deux points principaux : les délégués qui demandent la parole doivent passer leur nom au Bureau en indiquant la fédération qu'ils représentent, de façon que nous puissions tout à l'heure, comme vous l'a dit Georges Brutelle, répartir le temps de parole.
Vous verrez également à l'article 4 de ce règlement intérieur : afin d'être soumis à l'examen des Commissions, toutes les propositions, motions ou les ordres du jour doivent être remis au Bureau avant la fin de la séance du matin, avec indication de la fédération et des délégués qui en sont les auteurs.
J'ai actuellement quatre camarades qui se sont faits inscrire. Je vais leur donner la parole successivement.
Je donne la parole à Guimoteau (?), des Alpes-Maritimes,

Guimoteau (Alpes-Maritimes)

Camarades, je ne suis pas de ceux qui ont l'habitude d'user beaucoup de la tribune des Conseils nationaux ou des Congrès nationaux, mais j'ai pensé aujourd'hui, étant donné la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons, qu'un vieux militant qui compte bientôt cinquante-trois ans de Parti avait le devoir de venir apporter à la tribune de ce Congrès son jugement sur les événements et quelques conseils.

Fondation Jean Jaurès

Incontestablement, mes chers camarades, la déception de tous les membres du Parti est très grande ; déception et, disons-le aussi peine, peine sentimentale, déchirement de voir un nombre important de nos meilleurs camarades, les plus qualifiés, les plus valeureux, qui sont restés en dehors des résultats des élections.
Aussi, nous tenons à leur dire, à la tribune de ce Congrès, toute l'amitié, toute l'affection que nous avons pour eux, et à leur dire que pour nous, ils ne sont pas battus, au contraire, ils sortent grandis des épreuves et ils reprendront leur place à la pointe du combat dans d'autres circonstances.
Nous avons déjà vu, dans le passé, des choses semblables ; les camarades qui sont assez vieux ont vu des périodes où le Parti a eu des échecs peut-être aussi cuisants que celui-ci. Il ne faut pas nous démoraliser, il faut nous dire que tout de même, le corps électoral Socialiste n'a pas failli puisque nous avons retrouvé, dans l'ensemble du pays, sensiblement le nombre de nos voix, et même une légère amélioration.
Si, au second tour des élections, les défaites ont été si grandes, c'est parce qu'il y a eu une coalition absolument immorale entre l'extrême gauche et l'extrême droite ; nous avons vu des Communistes voter en nombre pour des éléments de l'extrême droite, pour abattre à tout prix nos camarades. Noua avons vu d'ailleurs un nombre important de nos camarades qui ont été battus par quelques voix, quelquefois 150, 200. Et si les Communistes avaient voté, comme ils le devaient, pour des éléments de gauche, nous aurions un nombre beaucoup plus important de camarades élus. Mais cela, voyez-vous, camarades, doit nous donner des leçons et doit nous donner des indications. Ce qu'il faut éviter surtout : deux positions que nous pourrions prendre à la suite de ces échecs :
- une première position, c'est de se rapprocher des Communistes. Il faut éviter cette position, parce qu'elle serait probablement plus préjudiciable qu'utile, et elle serait nocive sous tous les rapports.
- la deuxième position qu'il faut également éviter, c'est de nous rapprocher ou d'essayer de nous rapprocher de l'extrême droite, car le rapprochement avec ces éléments-là risquerait aussi de nous être très préjudiciable.
Nous serions, si nous participions à une coalition, - une coalition qui prendrait le nom probablement d'Union nationale - nous deviendrions des otages, et des Otages responsables.
Que va-t-il se produire ?
A mon avis, mes chers camarades, le groupement nouveau qui apparaît au Parlement, l'UNR, qui est un groupement qui a fait la campagne électorale sans programme, va probablement être obligé d'en établir un.
Je vous avoue que, pour ma part, je me demande quel programme il va nous sortir, ce groupement. Parce qu'il est un fait que je constate : je connais un certain nombre de ces élus, et je suis certain qu'un nombre important parmi eux sont disposés à un rapprochement avec les Socialistes, mais j'en connais un certain nombre d'autres qui sont disposés à un rapprochement avec les indépendants.
Aussi, je me demande ce que va bien pouvoir faire ce groupement comme réalisations pratiques, étant donné les oppositions certaines qu'il y aura à

l'intérieur de ce groupe au point de vue des idées et de l'orientation de la politique.
Dans ces conditions, il est peut-être en effet - comme le disait tout à l'heure Georges Brutelle - prématuré d'avoir établi ce Congrès maintenant. Car nous ne savons pas quelle va être la position de ce groupe et son programme politique.
Il est absolument certain que les responsabilités gouvernementales usent les partis et les hommes, il est certain que cette Chambre-ci marche avec un programme établi par l'UNR, qui sera obligé de demander au pays des sacrifices assez douloureux. Il est probable que ce groupe politique perdra aussitôt de son autorité dans le pays, parce que les mesures qu'il sera obligé de prendre deviendront impopulaires et que nous avons des chances de revoir un renversement des positions se produire aux élections qui pourront suivre dans quelques années et venir reprendre le pouvoir et une majorité plus grande que celle d'aujourd'hui.
Quoiqu'il en soit, quelle doit être notre programme ?
Quelle doit être aussi la position du groupe parlementaire ?
Eh bien, mes camarades, j'estime que nous n'avons rien à renier de notre programme présent ou passé.
Il nous fait rester sur nos positions. Si les fluctuations de l'opinion publique varient et changent, nous, nous restons nous-mêmes.
Nous avons une ligne de conduite, il nous faut la suivre ; seulement, je crois que nous aurions intérêt à revenir en réalité à la réalisation d'une idée exprimée au Congrès national dernier, dans cette même salle, par notre camarade Jules Moch, à savoir l'idée de réadapter le Parti Socialiste à l'évolution contemporaine.
Je crois qu'il faudrait que notre Parti constitue dans le plus court délai une Commission composée des camarades les plus qualifiés pour cela, afin d'essayer d'adapter, de réadapter notre Parti à l'évolution ; cette réadaptation s'impose parce qu'actuellement nous faisons figure de gens dépassés par les événements, et je crois que nous aurions un grand intérêt à modifier et à adapter, comme je vous le disais, ce programme de façon à être à la pointe du progrès, comme nous l'avons toujours été dans la passé.
Nous n'avons rien à renier, mais nous avons à rectifier nos positions et je crois que c'est là la mesure urgente.
Voici, mes camarades, je n'abuserai pas davantage de la tribune.
Je demande de retenir cette proposition de Jules Moch et de prendre une décision à son égard.
Quant au reste, nous pouvons faire confiance à nos camarades à la tête du Paris ; je crois que leur sagesse sera salutaire dans les jours à venir.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je rappelle que pour pouvoir organiser les débats et donner à chacun le temps de parole utile, les camarades désirant intervenir sont priés de faire passer leur fiche rose au Bureau.
Je donne la parole à Léonard, de Seine-et-Oise, et lorsqu'il aura terminé, après un dernier appel, nous prononcerons la clôture des demandes d'inscriptions pour

répartir le temps de parole.
La parole est à Léonard de Seine-et-Oise.

Leonard

Mes chers camarades, ayant depuis bientôt vingt neuf ans pris de nombreuses fois pris la parole dans des Congrès syndicaux, mais prenant pour la première fois, et à une heure tout à fait particulière, la parole dans un Congrès du Parti Socialiste, je sollicite toute votre indulgence, car bien qu'habitué à certaines tribunes, l'ambiance n'est pas tout à fait la même.
Je vous dirai que pour analyser la situation actuelle, je n'ai peut-être pas, justement, la même optique et c'est pourquoi mon intervention à la tribune risque d'être quelque peu différente, qu'un certain nombre de camarades qui se sont consacrés purement à la politique et qui ont moins fait de syndicalisme. C'est peut-être d'ailleurs une erreur et c'est peut-être ce que nous appuyons à l'heure actuelle.
Je vous dirai que je suis très optimiste malgré la situation actuelle. Je suis très optimiste, parce que, au cours de cette campagne, j'ai vu une chose magnifique pour un militant Socialiste, c'est un exemple, et je crois qu'on peut en tirer des conclusions :
Dans un endroit où jadis il n'y avait pas de section Socialiste, il s'agit de la commune de Garches, les Communistes nous avaient mis au défi de tenir une réunion publique.
Nous avons relevé le défi, la salle était pleine, et il n'y avait dans cette salle que des ouvriers en cote bleue. Nous avons pensé que c'était la cellule qui avait donné à fond et que nous allions être chahutés. Or, après un quart d'heure de réunion, la cellule Communiste, complètement écœurée, quittait la salle, et les 4/5èmes des ouvriers qui étaient dans la salle restaient présents et applaudissaient les camarades Socialistes.
(Applaudissements)
Par conséquent, une chose que nous, Socialistes, nous ignorions, c'est qu'il y avait des camarades ouvriers qui étaient là et sans que nous ayons fait le battage nécessaire, parce que nous n'en avions pas les moyens, ils étaient venus à la réunion, avaient fait comprendre aux Communistes qu'il ne fallait pas saboter, au nom de la démocratie, notre assemblée, et, au contraire, marquaient leur accord.
Alors, je me suis dit ceci : mais alors, il y a quelque chose de paradoxal, nous avons gardé nos 3 millions 100 et quelques mille voix et pourtant des gens que nous ne connaissions pas venaient à nos réunions, étaient capables de réagir, et étaient de dérivables prolos !
C'est donc qu'il y a une part de notre faute si un certain nombre de voix sont allées ailleurs qu'au Parti Socialiste, et je considère pour ma part qu'il y a tout lieu d'être optimiste, si au lieu de se mettre des œillères, et de rester à discuter sur certains problèmes théoriques, comme on a un peu trop tendance à le faire dans le Parti, on se dit : si nous n'avons pas gagné dans l'opinion publique, c'est que nous n'avons pas été cherché cette opinion publique, c'est que nous ne

sommes pas allés chercher la classe ouvrière là où elle se trouve, c'est-à-dire à l'usine, c'est-à-dire au bureau, c'est-à-dire dans les sections départementales et locales.
C'est pourquoi moi je suis très optimiste malgré la situation actuelle.
Je m'en excuse, camarades, auprès de ceux qui ont perdu leur mandat, ce n'est certainement pas quelque chose de profitable, étant donné la qualité des militants que nous avions au Parlement, mais je crois que cela aura un bénéfice c'est que cette qualité va être remise au profit des fédérations et des sections pour aller trouver les électeurs là où ils se trouvent et leur apprendre ce qu'est le Socialisme.
(Applaudissements)
Et alors, je voudrais traiter un problème qui me tient à cœur en tant que militant syndicaliste.
Le danger pour moi, ce n'est pas la situation présente. Comme l'a dit Jaurès, il vaut mieux une minorité solide basée sur certains principes qu'une majorité écrasante uniquement due à la mode, au goût du jour.
Seulement, camarades, ce que je crains le plus, et c'est là dessus que je voudrais vous mettre en garde, c'est le choc en retour, car si pour des raisons, comment dirai-je, sentimentales, on se réjouit qu'il n'y ait plus que 10 députés Communistes à la Chambre, que vont faire les autres députés Communistes qui, jusqu'ici, avaient quand même une partie de leur activité sur le plan parlementaire ?
Ils vont mettre toute la force de leur savoir tactique sur le plan de l'usine, dans le lieu du travail et vous allez avoir un problème revendicatif qui va vous être posé, vous allez avoir un courant unitaire en faveur de l'unité d'action qui vous posera un problème draconien, à vous, militants Socialistes.
C'est là-dessus qu'il va falloir envisager toute votre activité au Parlement, mais je le répète, votre activité aussi sur le plan de la base.
Eh bien, prenez y garde, il faut, je le pense, avant tout faire opposition à ce courant en faveur d'un front populaire qui n'existe pas encore, mais qui, à la faveur de la lutte revendicative, risque d'exister dans les jours à venir.
Pour cela, il faut cette masse flottante des électeurs que nous n'avons pas su conquérir, qu'elle n'aille pas encore derrière un nouveau Poujade ou un nouveau Mendès, ou un nouvel individu s'appelant X. ou T., il faut qu'elle vienne vers le Socialisme et que nous lui ayons appris ce qu'est le Socialisme.
Un certain nombre de camarades, et là je reviens à la conjoncture politique actuelle, pensent que l'UNR éclatera. C'est probable, mais ce n'est pas certain. Néanmoins, nous allons supposer que ce soit probable.
Alors, quand il va y avoir cet éclatement, où va aller cette masse de gens sincères qui ont voté pour qu'il y ait une amélioration et pour qu'il y ait plus de justice sociale sur cette terre et dans ce pays ?
Elle ne viendra à nous que dans la mesure où le Parti Socialiste l'aura amenée à lui.
Cela ne me parait pas être un problème difficile sur le plan doctrinal. Le camarade qui m'a précédé a dit une chose toute simple ; il est évident que pour

Fondation Jean Jaurès

un Socialiste, nous n'avons rien à modifier, à changer, ou peu de chose, à notre programme. Ce qu'il faut, c'est faire comprendre le programme à ceux qui sont susceptibles un jour de se chercher.
Alors, à la base, au Parlement, avec tous ceux qui sont sensibles à l'esprit républicain, qui sont capables de rejoindre lorsqu'ils auront compris ce qu'est réellement le Socialisme, notre Parti, c'est là que vous devez travailler. Mais je dis aussi qu'il y a un certain nombre d'erreurs psychologiques - et j'en reviens là, ce sera ma conclusion, à l'ordre du jour - qu'il ne faut pas commettre.
Je pense, par exemple, qu'en ce qui concerne l'élection à la présidence de la République, deux hypothèses sont possibles : De Gaulle n'est pas candidat, alors nous présentons un candidat Socialiste et nous nous battons là comme ailleurs sur tous les fronts ; mais si De Gaulle est candidat, certains camarades, au nom de la théorie, désirent présenter tout de même un candidat Socialiste, je ne crois pas que ce soit très psychologue, car si un jour l'UNR éclate, que les militants sincères et les électeurs sincères qui ont voté en vertu d'une grande espérance et sont déçus se cherchent, et que nous voulions les avoir dans nos rangs, il ne faut pas qu'alors de Gaulle soit de l'autre côté de la barricade.
Ce serait, à mon avis, une erreur psychologique que d'avoir l'air, pour une question de principe, de s'opposer à sa personne, alors qu'heureusement, et j'en félicite notre camarade Guy Mollet, nous avons su faire comprendre peut être même au général de Gaulle, je le crois, ce qu'était la valeur du Socialisme et en tout cas des militants Socialistes.
Par conséquent, je vous en supplie, sur ce point là je ne sais pas si c'est le Congrès qui en décidera ou une assemblée plus réduite, mais je pense que ce serait une erreur de psychologie - erreurs dont certaines nous ont parfois fait tant de mal - que de présenter un candidat si le général de Gaulle est candidat lui-même.
Il est bien évident qu'en ce qui concerne la position sur la participation ou la non participation, dans la mesure où nous saurons expliquer à la base pourquoi nous ne participons pas, mais pourquoi aussi nous n'avons rien renié de notre programme, c'est dans l'opposition qu'il faut être, à la tête des revendications ouvrières en montrant toujours au Parlement, comme dans nos sections, comme dans les fédérations, que pour défendre les revendications ouvrières, le Parti Socialiste n'a aucune leçon à recevoir de personne et qu'il est de cent coudées supérieur à la politique du Parti Communiste.
Si nous faisons ce travail, si les militants qui ont perdu leur mandat, peut-être parce qu'ils avaient un peu perdu le contact avec leurs électeurs, avec les cellules de base, le font, alors moi je suis optimiste, comme je vous le disais au début de mon exposé, et je pense qu'il y aura non seulement des jours meilleurs, mais des jours grandioses pour le Parti Socialiste SFIO.
(Applaudissements)

Le président - Comme je l'ai annoncé tout à l'heure, camarades, nous allons prononcer la clôture de l'inscription des orateurs.
Personne n'a plus à se faire inscrire ?

Fondation Jean Jaurès

La clôture est prononcée.
La parole est à Albert Gazier pour 30 minutes.

Albert Gazier

Camarades, comme dans beaucoup de circonscriptions, au cours de cette campagne électorale, nous avons refusé de choisir entre le Parti Communiste et la Droite, sans d'ailleurs distinguer sur le point de savoir si l'UNR devait être classée ou non à droite.
Nous l'avons fait, mais nous savons bien que sur beaucoup de points, la Droite et le Parti Communiste sont d'accord sur des points très importants.
Les uns et les autres trouvent tout à fait naturel et légitime de renverser les institutions par une double action de sabotage interne et de pression extérieure ; les uns et les autres pensent que si le coup de force réussit, il y aura toujours des démocrates pour le ratifier ; les uns et les autres sont également d'accord pour poser le problème politique sous la forme d'une alternative ou plus exactement d'un duel, eux ou nous, la Droite ou le Communisme.
Si nous laissons ainsi poser le problème politique, la Droite vient au pouvoir pour empêcher le bolchevisme et le bolchevisme succédera à la Droite après son échec.
Notre mission, au contraire, est de montrer partout par nos actes et par toutes nos attitudes qu'il existe une autre issue, que le pays n'est pas condamné à choisir entre la Droite et le Communisme, aux uns et aux autres, avec la même force, et la même intransigeance, nous devons opposer les solutions de la Gauche démocratique c'est-à-dire du Socialisme.
Il est bien évident que nous ne pouvons pas y parvenir si nous apparaissons d'une manière quelconque comme les alliés de la Droite ou comme ses complices.
On dit, je l'ai entendu hier dans mon Congrès confédéral, que dans la Droite, il existe des hésitants, des hommes sans programme, sans doctrine, et qu'il est possible de les influencer. Certains paraissent rassurés de voir qu'il existe dans cette majorité des hommes sans doctrine et sans programme, pour ma part, j'en suis plutôt inquiet, car se sont des éléments déjà précurseurs du fascisme français.
Je connais la thèse, je l'ai aussi entendue hier soir, de ceux qui voudraient entourer ces hommes de droite de sortes de conseillers techniques, Socialistes, pour essayer de les orienter dans notre sens, comme si les rapports de force actuels pouvaient être modifiés par la technicité de certains de nos camarades.
Je crois, au contraire, que la situation présente exige une modification de notre politique. Je pense que nous devons pratiquer une opposition résolue et vigoureuse,… (applaudissements).… non pas certes une opposition bestiale, mais je ne dirai pas une opposition constructive. Je crois que le temps de l'opposition constructive est maintenant dépassé. Nous devons pratiquer une opposition rigoureuse, mais intelligente, évidemment.
Cela ne sera pas facile, notamment à cause de la Constitution nouvelle dont à l'application on se rendra mieux compte qu'à une lecture de certaines de ses très

graves imperfections, mais je crois que le moment est venu de revoir complètement les points essentiels de notre programme,
Nous devons d'abord reconsidérer notre position sur la loi électorale ; je crois que nous avons eu tort, et je me range parmi ceux qui ont eu ce tort, de céder à un courant de l'opinion. Le scrutin d'arrondissement aux yeux de l'opinion avait surtout comme avantage d'être un scrutin qui n'avait pas été pratiqué depuis vingt-cinq ans et dont on avait oublié les défauts.
Je crois que nous pouvons sans trop nous renier adopter le scrutin qu'heureusement Weill-Raynal a préparé souvent défendu devant nos Congrès et qui maintenant ce qui est valable dans le scrutin d'arrondissement, ne tombe pas dans des excès absolument indéfendables, comme ce qui consiste à donner presque la majorité absolue à un parti qui est loin d'avoir réuni le plus grand nombre des suffrages.
Nous devons aussi réfléchir plus profondément sur certains aspects de la situation d'outre-mer. Je crois que nous n'avons pas, ces derniers mois, condamné d'une manière suffisamment catégorique les positions gouvernementales concernant la Guinée. Nous avons tous approuvé les dispositions constitutionnelles sur la Communauté française. Ces dispositions sont excellentes.
Mais ce qui été pratiqué en ce qui concerne la Guinée est en opposition totale avec les conceptions constitutionnelles sur la communauté française et traduit une sorte de réaction colonialiste.
Je crois aussi que nous ne devons plus considérer qu'un homme comme M. Houphouët-Boigny est qualifié pour parler au nom de l'Afrique noire tout entière, et que nous devons très nettement nous prononcer en faveur de constitutions fédérales pour l'Afrique Occidentale Française, comme pour l'Afrique Equatoriale Française, ce qui est peut-être maintenant la dernière chance de régler sans trop de catastrophes le problème guinéen.
En ce qui concerne l'Algérie, je crois que nous n'avions pas dénoncé avec assez de vigueur les élections récentes en Algérie. Nous ne pouvons considérer en aucune manière que ces élections ressemblent, même de loin, aux élections libres que nous avons si souvent demandées.
(Applaudissements)
Et nous devons constater, ce qui est plus grave encore, que la manière dont elles ont été pratiquées rendra impossible pour longtemps le retour à des élections vraiment libres en Algérie.
Nous sommes bien obligés de faire - même si c'est regrettable - de faire disparaître les élections libres de notre triptyque, parce qu'il n'est pas réaliste maintenant de penser que l'on fera croire à l'opinion algérienne, comme à l'opinion internationale qu'il sera possible, dans un délai très long d'organiser des élections sous le signe de la liberté.
D'ailleurs, nous avons commencé à le faire à notre dernier Congrès, nous devons continuer et avancer très largement dans cette direction.
Je crois également que nous devons, avec beaucoup plus de force que dans le passé, effectuer la distinction catégorique entre le cessez-le-feu que nous devons

continuer à réclamer et la reddition et la capitulation sans condition avec laquelle on a si souvent essayé de le confondre.
Nous avons été satisfaits de certains passages de la conférence du général de Gaulle, c'est vrai. Mais il n'en est pas moins exact que, dans cette conférence, de presse, une certaine équivoque régnait sur la nature réelle du cessez-le-feu que l'on proposait, et que son habillage, l'entourage de sa présentation, créaient une confusion qui a été exploitée par les ultras d'Algérie être le cessez-le-feu et la capitulation, ce qui est l'une des causes - pas la seule, il serait injuste de le dire - ce qui est une des causes de l'échec grave de cette tentative.
Nous devons aussi, et encore plus vigoureusement que nous ne l'avons jamais fait, nous opposer catégoriquement à toute tentative d'intégration de l'Algérie à la métropole, mais nous devons le faire non seulement pour des raisons pratiques, en tant que c'est impossible, que d'ailleurs ceux qui la proclament ne la veulent pas vraiment, mais aussi en la condamnant pour des raisons de principes, car l'intégration, cela veut dire l'application en Algérie de la presque totalité de la législation et de la réglementation métropolitaines.
Mais il est bien évident que des lois sont faites en fonction des caractéristiques propres à un Pays et que ce qui est bon pour une Nation peut très bien être mauvais pour un territoire ou pour des populations dont l'histoire, les coutumes, les mœurs, l'économie sont profondément différentes de la première.
En ce qui concerne la politique sociale, - je veux abréger au maximum cet exposé - nous devons bien avoir conscience que notre devoir est de prendre en charge les intérêts des ouvriers, encore trompés par le Parti Communiste mais qui ne sont plus représentés au Parlement actuel.
Nous devons donc décupler notre activité en matière sociale et montrer que ce n'est pas la disparition Parlementaire du Parti Communiste qui empêche le Parti Socialiste d'être le premier à vouloir marcher dans le sens du progrès social.
(Applaudissements)
En ce qui concerne la politique économique, il nous faut insister avec plus de force encore sur la nécessité vitale d'une organisation et d'un commandement de l'économie, organisation et commandement pour lutter contre la crise qui commence à se développer et pour lutter contre elle avec des moyens qui ne nous précipitent pas dans l'inflation ; politique de commandement et d'organisation qui est la seule manière pour la France d'entrer convenablement dans le Marché Commun.
Et cela suppose la fiscalité, le crédit, le budget, les investissements, le plan. Il est inutile d'insister dans ce Congrès longuement sur ces différents aspects de cette question.
Mais sur le plan politique, je crois que nous devons regrouper la Gauche française et, au fond, recréer une gauche française.
(Applaudissements)
Nous devons le faire d'abord sur le plan politique, regrouper tous les gens de gauche qui ne sont pas Communistes et nous devons le faire sans aucun sectarisme. Mais nous devons également savoir qu'une gauche ce n'est pas seulement une formation politique, une gauche, c'est une organisation qui

combat en même temps sur le plan politique et sur le plan économique et social.
Nous devons essayer d'intégrer le mouvement syndical, coopératif le secteur nationalisé dans une Gauche française.
Les syndicats savent bien qu'il n'existe plus actuellement aucun problème qui puisse se régler sur le simple plan des contacts entre les organisations patronales et les organisations ouvrières. Tous les problèmes, ou presque tous, dépendent aujourd'hui de l'Etat. Cela veut dire qu'il ne peut pas leur être indifférent que l'Etat soit commandé de telle ou telle manière par telle ou telle formation politique. Et il est regrettable de voir que, dans trop d'organisations syndicales, il semble qu'on soit complètement indifférent sur des solutions politiques dont tout dépend, y compris le sort de ces organisations professionnelles elles-mêmes.
(Applaudissements)
Et cela est vrai aussi pour les coopératives. Les coopératives sont encore plus attachées, si cela est possible, à leur indépendance à l'égard des partis politiques que le mouvement syndical. Mais elles ne peuvent pas traiter de la même manière des organisations politiques dont le programme comporte la disparition des coopératives et des mouvements politiques qui veulent les défendre et les voir s'épanouir.
Et cela est vrai aussi pour les sociétés nationales. Les sociétés nationales ne peuvent pas considérer de la même manière - et quand je dis : de la même manière, je fais un effort d'objectivité - ne peuvent pas considérer de la même manière ceux qui veulent les dissoudre et les faire rentrer dans le secteur privé et celles qui, au contraire, veulent les consolider.
Mais, camarades, ces conceptions ne doivent pas, selon moi, conduire à la formation d'un Parti travailliste. Je crois que le Parti travailliste ne correspond pas aux particularités de la situation française. Nous ne ferions jamais admettre à des syndicats, à des coopératives, à des sociétés nationales, qu'elles doivent entrer dans une formation politique qui pourra leur imposer contre leur gré des décisions et qui pourraient, par exemple, imposer une politique par une coalition de radicaux et de Socialistes à des syndicalistes qui n'en voudraient point.
Nous devons essayer de trouver la formule qui concilie la nécessaire cohésion de la Gauche française avec l'autonomie traditionnelle des éléments qui la composent. Et je crois que cette formule est celle de la confédération.
La confédération permet une action commune, mais ne permet cette action commune que dans la mesure où l'unanimité de ceux qui la composent sont d'accord pour l'entreprendre. Et je crois que l'idée de la confédération de la Gauche française permet, en même temps, la conjonction des efforts et le respect des personnalités des mouvements syndicaux, politiques, coopératifs ou économiques.
Voilà donc, camarades, un certain nombre de points que je voulais soumettre aujourd'hui. Tout cela pour aboutir à une conclusion : c'est qu'après les événements que nous avons vécus, il est nécessaire de procéder à un réexamen de conscience. Je me suis abstenu, autant que je l'ai pu, de revenir sur les éléments passés. Je crois qu'il est essentiel surtout de déterminer l'avenir. Je

Fondation Jean Jaurès

crois qu'il est nécessaire que, dans un délai très bref, de quelques semaines ou, au maximum, de deux mois, un Congrès du Parti après discussion en section et en fédérations, permette, comme on dit en termes de carrossiers, de "remettre sur le marbre" notre programme pour en reprendre chaque pièce et pour l'adapter à la situation présente qui nous est imposée.
Je crois ainsi que nous pourrions montrer au Pays que le jour où viendront inévitablement les déceptions et les regrets, il restera, ce jour-là, un grand espoir, celui de la démocratie Socialiste.
(Applaudissements).

Le président - Mes chers camarades, je voudrais, au nom du Congrès, saluer - parce qu'il est dans la salle - notre ami Tsiranana, président du gouvernement provisoire de la République malgache et lui demander de vouloir bien monter sur l'estrade.
(Le président Tsiranana prend place à la tribune)
La parole est à Auzanneau des Deux-Sèvres, pour cinq minutes.

Raoul Auzanneau

Camarades, ce n'est pas la première fois que je fréquente les Congrès Socialistes, étant déjà un vieux militant, mais c'est la première fois que je prends la parole à ce Congrès.
Je constate tout d'abord que ce que je craignais ne se produit pas jusqu'à présent, car je craignais, après les élections qui viennent de se dérouler, je craignais beaucoup l'amertume, je craignais beaucoup de tentatives - je ne dirai pas - de règlements de compte, mais presque. Je pense que cela est parfaitement inutile et je pense que, jusqu'à présent, cela ne s'est pas produit et que c'est très bien.
Je pense aussi que, dans l'analyse qui est faite des résultats de se scrutin, on peut mettre en cause bien entendu le mode de scrutin lui-même. Mais je voudrais dire que je considère que ce serait une erreur fondamentale, au lendemain d'un scrutin qui ne nous a pas satisfaits, d'en demander presque aussitôt la modification. Je crois que, décidément, nous n'apparaîtrions pas très sérieux au yeux du corps électoral si nous faisions cela.
(Applaudissements)
Mais il m'apparaît qu'on peut mettre en cause aussi, bien entendu, les désistements. Ils se sont produits de façon particulière, un peu au gré des circonscriptions.
J'ai été candidat aussi, et j'ai été battu ; ce n'est pas un drame. Ce qui est un drame, c'est que, chez moi, dans la circonscription où j'étais candidat, plus de 8 000 voix de gauche, traditionnellement de gauche, sont parties, dont cinq mille voix Communistes, c'est-à-dire la moitié.
Mais je crois qu'une des raisons qu'on n'a pas énoncées ici, du résultat des scrutins qui viennent de se dérouler, car ce n'est pas le premier qui se déroule ainsi, cet engouement - car ce n'est qu'un engouement qui ne repose sur aucune philosophie politique - cet engouement, nous l'avons déjà connu à propos de M.

Fondation Jean-Jaurès

Mendès-France, à propos de M. Poujade ; c'est exactement le même phénomène qui se produit. Autrement dit, c'est une espèce de mode sentimentale où la raison n'a pas grand-chose à voir.
Et je m'excuse auprès des camarades ici présentes, mais je pense que la caractéristique de ce scrutin, c'est que c'est essentiellement un vote de femmes.
(Applaudissements)
Eh oui ! Camarades, j'ai été partisan du vote des femmes, et je le suis encore, mais il faut savoir accepter les inconvénients de certaines choses et je pense que ce vote sentimental, beaucoup plus de cœur que de tête, nous en supporterons les conséquences encore un bon moment.
(Applaudissements)
C'est également un scrutin de vieux. Pourquoi ne le dit-on pas, cela aussi ?
C'est un scrutin de vieux. On sait que dans la période actuelle, il y a énormément de vieux en France et je ne sais pas si vous connaissez, vous, la manière dent certains ont fait leur campagne, mais chez moi, cela s'est fait dans les hospices, cela s'est fait un peu partout ; et vous savez que cela suffit pour faire basculer une majorité. Et c'est tout.
Alors je voudrais, ayant dit ces deux choses qui n'avaient pas été dites, je ne reprendrai pas celles qui ont été dites. Mais je voudrais que nous en tirions, non pas les conséquences, mais les enseignements et que, en tout cas, il ne faudrait pas que nous oubliions l'essentiel qui a fait ce scrutin : c'est que nous nous sommes battus sur deux fronts et que nous avons été attaqués de deux côtés à la fois. Cela aussi, c'est essentiel.
Enfin je crois que, lorsque le Parti Socialiste se présentera beaucoup plus uni devant les électeurs, lorsque nous aurons les uns et les autres davantage l'esprit de synthèse, lorsque nous ne seront pas toujours menacés d'une scission, je crois qu'à ce moment-là, nous serons beaucoup plus forts devant les électeurs.
Or, camarades, quand on a contre soi un certain Cercle Tiberval (?), contre soi des Socialistes autonomes, une espèce d'UGS qui ne représente pas grand-chose mais qui a un nom sur le papier, je dis que c'est cela qui est peut-être à l'origine - avec les causes essentielles que j'ai essayé de vous dire -je crois que c'est cela qui est à l'origine de notre défaite momentanée.
Mais je dis ceci : si nous le voulons, et sans modifier tellement de choses pour cela, en revoyant comme le disent nos camarades notre doctrine et aussi notre programme, nous pourrons demain affronter la bataille dans de bien meilleures conditions.
Je voudrais également, avant de reprendre ma place, dire simplement qu'il serait ridicule pour le Parti Socialiste, dans les conditions où nous sommes, de présenter un candidat à la présidence de la République. Je dis : ridicule, et malsain.
Je dis également que, dans les circonstances actuelles, il ne faudrait pas participer et il ne faut pas participer au gouvernement qui se formera demain.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Auzanneau qui n'a pas dépassé son temps de parole.

Fondation Jean Jaurès

La parole est à Henri David, du Maine-et-Loire, pour dix minutes.

Henri David (Maine-et-Loire)

Camarades, je ne dépasserai certainement pas mon temps de parole, car beaucoup des choses que nous voulions dire ont été déjà dites. Permettez cependant à une fédération peut-être plus difficile que toutes les autres de France, de venir vous apporter quelques réflexions sur le dernier scrutin.

Si nous nous réjouissons des résultats obtenus dans notre fédération - car nous avons augmenté très sensiblement le nombre des voix recueillies et nous avons, pour la première fois, battu les Communistes dans le département - nous regrettons que toutes les fédérations n'aient pas fait le même effort car - on nous l'a expliqué tout à l'heure - sur le plan national, nous aurions certainement eu un nombre de suffrages plus important et c'est un fait marquant dans le pays.

Qu'il me soit permis, en passant, de remercier nos camarades de la région parisienne qui sont venus se battre dans une fédération où il ne pouvait s'agir que d'un baroud d'honneur, car nous savions fort bien qu'aucun élu n'était possible.

Tout a été dit tout à l'heure. Aussi me bornerai-je à vous lire la motion que nous avons déposée et que nous entendons défendre.

"La fédération du Maine-et-Loire du Parti Socialiste constate avec amertume que le résultat des dernières élections fait ressortir l'égoïsme, l'opportunisme ou le besoin de changement du nombre d'électrices et d'électeurs privilégiés par la fortune ou par le sort, trompés par des promesses démagogiques, attirés par le clinquant d'un nouveau parti très hétéroclite réussissant à s'abriter sous l'autorité morale du général de Gaulle.

La 4ème République est morte des coups portés par la Droite fasciste, désireuse de discréditer le régime parlementaire, en s'appuyant au besoin tour à tour sur le poujadisme et sur le Communisme, grand et dangereux acteur d'une tragédie qui devait aboutir à la chute de la République, véritable démocratie, au milieu de l'indifférence populaire.

En 1956, le peuple avait mis ses espoirs dans le Front Républicain constitué à tort ou à raison, mais voué à un échec certain sur le plan gouvernemental, par suite du nombre insuffisant de ses députés, de l'attitude intransigeante et instable des mendésistes, de l'extrême division de la Gauche républicaine et radicale, toujours attachée à un système de bourgeoisie libérale, condamné par l'économie moderne.

Il était, d'autre part, impossible de gouverner avec l'alliance, l'appui ou la complicité du centre droite. On ne sauve pas un régime en travaillant avec ceux qui désirent sa chute.

La fédération Socialiste du Maine-et-Loire estime qu'il faut rechercher consciencieusement nos erreurs, pour en tirer très nettement et honnêtement les leçons de l'avenir et revenir à une application loyale et stricte de nos motions de Congrès, sans interprétation, sans maladresse et sans faiblesse.

En conséquence, elle demande au Congrès de tout faire pour rassembler à nouveau et immédiatement tous les Socialistes français, même si leur position

ou leurs conceptions ont été différentes durant les dernières législatures, les événements donnant raison aux uns et aux autres.
De poursuivre une campagne d'information complète et sincère dans les sections, les fédérations et à travers le pays,
De veiller sans découragement à une application loyale et démocratique de la Constitution, au règlement rapide et pacifique de la question algérienne, ainsi qu'au respect de la laïcité de l'école et de l'Etat.
De chercher par la suite à regrouper dans un grand parti travailliste français tous les démocrates soucieux de défense républicaine et de progrès social.
Guidé par le véritable esprit de la résistance, attaché à la République sociale et démocratique notre Parti restera grand par son action et son courage."
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Huyard, de la Vienne, pour 5 minutes. Ensuite, Guy Mollet.

Huyard (Vienne)

Camarades, j'en aurai à peine pour 5 minutes.
Je veux simplement vous donner le point de vue d'une toute petite fédération, celle de la Vienne.
Les résultats des élections, vous les connaissez : nous avons gagné 1 000 voix. Nous nous sommes battus sans espoir, il faut bien le dire, mais vous me direz que si nous en avions perdu, alors, il ne serait pas resté grand-chose !
Je ne suis pas un partisan acharné du scrutin d'arrondissement, mais les conséquences du scrutin d'arrondissement, on peut les prévoir. Le vent qui souffle d'un côté est amplifié et chez moi, les Communistes protestent comme partout ailleurs, en disant que c'est un scrutin de voleurs. Je leur ai fait remarquer que lorsqu'ils avaient, comme dans la Vienne, avec 20% des voix, deux élus, c'est-à-dire la moitié des élus, ils ne protestaient pas du tout.
Je suis de l'avis d'Auzanneau. Il ne faut peut-être pas tout de suite réviser notre position et être automatiquement contre le scrutin d'arrondissement, parce que nous avons été battus cette fois-ci. Je voudrais surtout vous dire que notre attitude future doit être dictée par le résultat de ces élections.
Dans ma fédération, on estime que nous ne saurions en aucun cas participer. Nous ne demandons pas le retrait immédiat des Ministres Socialistes, mais dans la constitution du futur gouvernement, nous pensons qu'il ne peut pas y avoir de délégués Socialistes, même à titre individuel.
C'est cousu de fil blanc de dire : "Un tel a été appelé par le Président de la République. Il a été demandé simplement parce que c'est un nom." Il n'empêche que cela engage, qu'on le veuille ou non, le Parti.
Donc, pas de participation, même à titre individuel.
On nous a assez dit que, dans le passé, nous avions participé avec des formations très éloignées de nous, du point de vue doctrinal. Nous le faisions pour préserver les institutions républicaines. C'était peut-être valable et je ne m'inscris pas en faux contre cela. Seulement, à l'heure actuelle, cela ne joue plus, cela ne saurait

Fondation Jean-Jaurès

jouer.
Il est certain que la Droite a la majorité. Eh bien ! Qu'elle gouverne !
Constituer une opposition, constructive ou non ? Nous disons, nous, que l'opposition soit ce quelle voudra, mais nous pensons qu'avec le futur gouvernement, qu'avec cette future Chambre, nous devons, sur chaque problème, faire connaître les positions Socialistes. Nous ne devons pas voter systématiquement "non", mais nous devons dire, chaque fois, quelle est la position du Parti sur tous les problèmes.
Je pense que nos militants, les grands noms du Parti qui ne siégeront plus, peuvent être employés justement dans les petites fédérations pour une propagande à travers le pays.
Cette tournée de propagande serait payante. H est certain que des réunions avec des noms comme ceux de Gazier, de Jules Moch, de Guy Mollet, seraient suivies et feraient ainsi connaître les positions du Parti. Dans l'avertir, ce serait payant.
Il est certain qu'il faut continuer à se battre, qu'il ne faut pas désespérer parce que nous avons été battus aux élections.
Dans des départements comme la Vendée ou la Vienne, je vous assure qu'il faut avoir le cœur bien accroché pour se présenter. On est certain du résultat d'avance, mais nous sommes contents lorsque nous avons pu faire connaître les positions Socialistes et lorsque nous avons pu gagner quelques voix. Il faut continuer dans cette voie et, demain, il y aura sans doute encore des victoires Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, contrairement à ce que je fais souvent, je n'attends pas la fin du Congrès pour vous donner mon appréciation sur les faits. Ceci permettra peut-être aux camarades qui prendront la parole cet après-midi, de se servir de ce que j'ai dit comme base, pour le mieux critiquer au besoin ou en tous cas, pour s'y référer.
Premier point :
Les résultats
Je n'insiste pas quant au fait. J'entends à plusieurs reprises parler d'échec. Je voudrais qu'on s'entende bien. Au point de vue voix, nous avons gagné des voix. Le chiffre actuel officiel du ministère de l'Intérieur fait ressortir une différence de 13 000 voix en tout et en moins, par rapport au chiffre de 1955, qui était notre meilleur chiffre. Or, nous n'avions pas de candidats dans un certain nombre de circonscriptions et nous réunissions, la fois d'avant, 100 000 voix de plus. Si nous comparons les chiffres obtenus dans les circonscriptions où nous sommes candidats, aux chiffres dans les mêmes circonscriptions la fois passée, c'est plus de 150 000 voix gagnées.
Au point de vue des voix, je souhaite au Parti souvent des échecs de cet ordre.

Fondation Jean-Jaurès

Où est l'échec ? Il est dans la représentation parlementaire. Il est d'abord en quantité et en qualité dans la représentation parlementaire. Nous perdons souvent les meilleurs des nôtres et nous en perdons beaucoup.
Je voudrais, après d'autres, essayer d'analyser les causes, puis d'envisager les conséquences.
Les causes
Les causes ne sont pas les mêmes tout à fait au premier tour et au second tour. Certaines sont communes aux deux tours, mais pas toutes.
Au premier tour, il y a eu manifestement la volonté chez les électeurs de poursuivre le vote qu'ils avaient émis au Référendum, de chercher à voter pour de Gaulle. Les électeurs le croyaient. Je le dis sans ambages. Il y a au moins la moitié des élus qui se sont revendiqués du nom de de Gaulle qui n'ont pas été élus, qui, s'ils avaient été candidats sur leur nom et sans se couvrir de l'ombre de de Gaulle, n'auraient jamais connu les joies - s'il en est - de l'élection.
En fait, il y a eu quelque chose qui ressemble un peu à une escroquerie. Nous avons connu un certain nombre de candidatures pour lesquelles les candidats n'ont fait aucune campagne électorale, pour lesquelles les candidats n'ont présenté aucun programme, se sont en tout et pour tout cachés derrière le nom du général de Gaulle. C'est la première des raisons.
La seconde, ce sont les deux slogans antérieurs entendus au cours de chaque élection : "Il faut que çà change" et "Sortez les sortants", qui cette fois, ont été payants.
C'est quelque chose de très caractéristique que ce sont - je m'en excuse auprès des camarades élus, ils sont en bonne compagnie puisque c'est mon cas - ce sont souvent les camarades qui étaient les plus connus et aussi les candidats d'autres partis qui avaient un nom le plus connu, qui ont été les plus visés, comme s'il y avait eu dans l'opinion publique la volonté de transférer leurs responsabilités sur les élus. Il y a là quelque chose d'un peu triste, mais sur lequel nous aurions à nous pencher, le fait que, dans l'opinion, une opinion qui, cependant, n'avait pas toujours soutenu les démocrates pendant les années passées, ils se soient vengés sur les élus de la démocratie des erreurs qui, souvent, étaient les leurs, à eux !
(Applaudissements)
Troisième phénomène, prévu pour certains d'entre nous - je m'étais même permis, en ce qui me concernait, de l'annoncer et de l'écrire - phénomène qui n'est pas français particulièrement, que l'on constate partout : les voix qui quittent le Parti Communiste viennent rarement au Parti Socialiste au cours de la première étape.
On a tant répété à ces braves bougres que l'ennemi numéro 1, que le traître numéro 1, que le social-fasciste, c'était nous, on nous a tant habitués à la thèse des minorités agissantes, tant habitués à ne plus croire à la liberté, que la première fois où ils quittent le Parti Communiste, ils s'en vont presque toujours vers des formations totalitaires. Cette fois-ci encore, le phénomène est net au premier tour.
Quelquefois, quand la démocratie continue - ce qui, j'espère, sera le sort de la France - on les voit revenir dans des étapes ultérieures vers la vraie gauche, mais

Fondation Jean Jaurès

la première fois, le phénomène que je dis est fréquent.
Au deuxième tour, nous retrouvons certains de ces critères : 1- le vote pour de Gaulle, 2-, le vote contre les sortants.
D'autres phénomènes se font jour. La disparition du risque de succès Communiste, l'amenuisement du danger Communiste à cause de ces voix qui l'ont quitté au premier tour, va faire jouer de nombreuses coalitions contre nous, et selon la tactique qui avait été préconisée par tel leader des Indépendants, M. Duchet - qui, dans toute sa carrière politique, a manifesté beaucoup de constance - selon la tactique, dis-je, préconisée par lui, on a vu les coalitions se faire presque toujours contre nous et la volonté de nous isoler manifeste à travers toute la France.
On peut citer, multiplier les cas. Chacun d'entre nous en a dans son département. Je crois même que c'est à peu près la règle générale.
Quatrième phénomène, au deuxième tour. Un scrutin majoritaire, quel qu'il soit - et c'est d'ailleurs sa raison d'être - accentue et à l'occasion exagère les effets des mouvements d'opinion. C'est quelque chose de tout à fait caractéristique que de constater que ce sont seulement quelques centaines de milliers de voix qui se déplacent, mais cela se traduit cette fois par des centaines d'élus que l'on déplace d'un sens à l'autre.
Camarades, il me serait trop facile à la tribune de ce Congrès de vous dire, à mon tour, après tant d'autres, que vous l'avez voulu, que je ne suis pas de ceux qui ont jamais cru que c'était là une panacée. J'ai respecté les consignes que vous m'aviez données. Je ne souhaite pas qu'aujourd'hui, on s'en aille condamner définitivement tel ou tel mode de scrutin. J'espère simplement que l'on renoncera dans nos rangs à prétendre que les modes de scrutin sont des solutions définitives pour régler les problèmes politiques et que l'on cherchera ensemble quelque chose de plus tempéré que ce que nous avons cette fois réussi nous-mêmes à imposer.
(Applaudissements)
Cinquième considération et ce n'est pas la moindre, c'est probablement celle qui devrait le plus retenir notre attention, c'est qu'au deuxième tour et dans de très nombreux cas en France - parfois même, j'en suis sûr, là où des camarades ne l'ont pas décelé - le Parti Communiste a joué sa tactique 1932, la politique du pire, classe contre classe.

Dans la salle - 1928.

Guy Mollet - 1928. Avec un espoir évident, avec l'espoir qu'il y aura un 36 à la suite, avec l'espoir que le balancier reviendra. Mais c'est manifeste ! C'est déjà - dans les études que j'ai faites - plus de 40 camarades qui ont vu reporter sur leur adversaire, quel qu'il fut, UNR dans le cas de Gaston Defferre, MRP dans mon cas, Radical dans d'autres cas, par milliers les voix des militants Communistes. Je ne dis pas des électeurs Communistes. On a assisté - j'ai vu le cas dans ma circonscription - à ce phénomène : jusqu'à la veille, on disait : "ne vous laissez pas prendre. Il faut voter pour le candidat Communiste" et c'est seulement le

dimanche matin, quand il était trop tard, c'est connu, qu'on lançait officiellement l'ordre, qui courait dans toutes les cellules Communistes depuis cinq jours : "Il faut voter pour celui qui peut battre le Socialiste". Tactique facile à comprendre. Tactique amorale, mais je vous prie de ne pas dire anormale !
(Applaudissements)
Après les causes, les conséquences, ou plus exactement, avant de passer exactement aux conséquences, les craintes, les craintes que l'on peut avoir.
Commençons par le vainqueur, le grand vainqueur, l'UNR.
Or, nul ne sait ce qu'est l'UNR. Les dirigeants de l'UNR eux-mêmes ne savent pas ce qu'ils sont et ne connaissent pas l'outil qu'ils ont dans les mains. C'était jusqu'à cette heure une Confédération. Ils parlent d'en faire une organisation. Or, il y a là-dedans beaucoup d'hommes nouveaux, différents entre eux d'une manière absolument extraordinaire. Cela va du gaulliste 1940 au gaulliste 1951, au gaulliste 1958. Il y a au moins trois générations de gaullistes et pas forcément les mêmes. Cela va du résistant au vichyste. Cela va du républicain qui voulait que ça change, au fasciste qui s'avoue. Cela va du fidèle fanatique à de Gaulle, à l'homme qui se réclame de l'esprit du 13 mai et qui n'hésite pas à dire qu'il est tout prêt à abattre "le Vieux" - c'est comme ça qu'ils en parlent et encore, c'est quelquefois moins poli ! - s'il les gêne dans leur volonté de rénovation. C'est quelque chose d'extraordinaire comme conglomérat.
Pas de programme commun. Pas de programme du tout, sauf l'utilisation du nom du général de Gaulle.
Alors, voici les questions qui se posent :
Ce mouvement décantera-t-il ?
Ses dirigeants se rendront-ils compte que leur représentation parlementaire est absolument exagérée et ne correspond pas à leur force réelle ?
Seront-ils capables de songer au lendemain ?
Est-ce qu'ils sauront apporter au général de Gaulle l'appui dont il a besoin ?
Ou est-ce qu'au contraire, certains prétendront faire du gaullisme sans de Gaulle, voire un jour du gaullisme contre de Gaulle ? C'est-à-dire iront-ils dans certains cas vers la rupture ? Vers le coup de force ?
IL y a là autant de questions auxquelles l'UNR va devoir répondre, très vite, parce que la paix civile, l'unité de la nation et l'avenir de la nation en dépendent.
En tous cas, nous savons, nous, d'ores et déjà, que nombreux sont les électeurs qui avaient cru aider le général de Gaulle dans la mission qu'ils avaient voulu lui confier et qui, en fait, ont compliqué dangereusement sa tâche.
Deuxième conséquence. La Droite, la Droite classique, a été la deuxième bénéficiaire de ce mouvement d'opinion. Elle n'a pas perdu de voix ; elle a même récupéré des poujadistes en grande partie. C'était un phénomène prévu, connu. Mais surtout elle a pénétré l'UNR. Elle a noué avec celle-ci de multiples alliances électorales. Elle a même réussi très souvent à faire couvrir de l'étiquette UNR des gens qui étaient de parfaits réactionnaires et souvent d'anciens vichystes.
Le MRP qui, grâce à l'indépendance que lui conférait le scrutin proportionnel autrefois, se voulait à gauche, parmi lequel on entendait souvent parler

d'hommes se réclamant du travaillisme plus ou moins vaguement, que dis-je, voire de Socialisme chrétien. Là, il a très généralement bloqué à droite et il n'a pas hésité, chaque fois que l'occasion lui en était fournie, à être le porte-parole de toutes les droites.
Les Radicaux, dans la mesure où ils étaient encore représentés dans la compétition, ont trop souvent, hélas, adopté la même attitude.
Quant à nous, nous nous sommes trouvés isolés. On a vu alors la campagne la plus étonnante depuis de nombreuses années, car on a retrouvé contre nous toutes les accusations classiques, toutes les calomnies possibles. On a tout revu.
Selon ces circonscriptions, l'accusation d'être internationalistes, donc de mauvais Français, dans d'autres, d'être des bradeurs de l'Union française, des bradeurs d'empire, donc des mauvais nationaux.
La plus fréquente accusation : d'être des Marxistes. Ils ignorent totalement que l'unité Socialiste a permis à tous les courants de l'opinion Socialiste de se fondre depuis quelques cinquante ans, et que l'on peut trouver chez nous, aussi bien ceux qui se réclament de la philosophie marxiste que tous les autres, des gens qui ignorent - quelques-uns qui le savent feignent de l'ignorer parce que cela sert mieux leurs intérêts - ce qu'est la pensée marxiste. Ils n'ont jamais lu 15 lignes de Marx, mais cela ne les rend que plus audacieux pour en parler ! Et l'on voit quelques commis voyageurs en politique qui n'ont jamais lu une analyse de la pensée marxiste ni tenté de lire telle ou telle œuvre, et qui s'en vont faire campagne à travers la France pour l'union anti-marxiste !
On nous reproche encore d'être dirigistes, à une heure où n'importe lequel des responsables valables, même de la Droite, quand il se trouve face à des responsabilités gouvernementales, est bien obligé de se rendre compte que si on ne pratique pas une politique d'expansion organisée, on va condamner ce pays à la mort, et une mort qui peut être prochaine sur le plan économique.
On nous a traités de sectaires, alors que partout nous avons été les meilleurs champions de la tolérance !
Dans le même temps, on voit réapparaître les vieux thèmes : il en est qui nous parlent de ségrégation scolaire, et quand nous parlons de tolérance, quand nous proposons une appréciation moderne des problèmes, ils nous répondent : revanche, retour au passé...
Toutes ces attitudes peuvent entraîner le pays au pire. En effet, cette volonté de ne pas être internationalistes peut les amener à rechercher l'isolement, à renoncer en particulier à la construction européenne, qui peut demain, avec la Chambre actuelle, être assez sérieusement menacée.
La volonté de ne pas être des bradeurs, la peur des ultra, à leur extrême droite, peuvent les faire prisonniers de ceux-ci, aussi bien en Afrique noire que, plus gravement encore, en Algérie.
La volonté de ne pas être des dirigistes : cela peut les amener à cette politique de laissez-aller et de laissez-faire, dont je disais tout à l'heure qu'elle peut condamner le pays, dans un avenir proche, à la récession économique et au recul social.
La volonté d'isoler, de battre les démocrates, les Socialistes en particulier, la

volonté de revanche sur 1936, souvent réaffirmée au cours des campagnes électorales, ou sur 1945, peuvent, je le répète, nous mener au pire.
Mais ce n'est pas cela qui est, à mon avis, le risque le plus grand, pour grand qu'il soit.
Ce que je crois le plus grave comme conséquences possibles, ce n'est pas en effet la conséquence à court terme, c'est la conséquence à long ou à moyen terme.
Le 25 mai dernier, je me permets de me citer, j'écrivais au général de Gaulle :
"J'ai cru comprendre le jeu (terrible des bolchéviks, et je parle de ceux qui, de Russie, dirigent l'action, non pas des pions qu'on agite en France, et que l'on peut sacrifier au besoin, pas non plus les centaines de milliers de braves gens qui les suivent sans être des leurs ; la différence essentielle entre eux et vous est que vous, vous vous savez temporaire, mortel, eux, qu'ils se croient éternels, que vous voulez agir directement sur le présent, quand ils ne pensent qu'il ce qu'ils appellent l'histoire, le sens de l'histoire, la marche fatale du temps. Alors, s'ils peuvent apparaître comme étant les seuls défenseurs de la liberté, de la République qu'ils méprisent, que vous ne menacez pas, mais que vos nouveaux supporters mettent en cause, si, ensuite, dans l'hypothèse de votre succès, ils savent attendre l'heure des désillusions, des difficultés, que la situation rend inévitables, ils pensent bien être vos successeurs.
Quand ? Dans dix semaines, dix mois ou dix ans, que leur importe.
"Et nous, les démocrates Socialistes, nous sommes obligés de tous crier : pensez à l'avenir des libertés que vous avez tant aidé à reconquérir !"
Camarades, je voudrais bien ne pas être un prophète. Je voudrais de toutes mes forces, me tromper, mais l'avertissement que je lançais le 25 mai, je le crois aujourd'hui plus valable que jamais.
Je veux espérer que le général de Gaulle ne permettra pas qu'en son nom, on entraîne le pays à une politique absolument contraire à celle qu'il a lui-même définie et voulue.
Il est temps de nous attacher à la défense de la liberté, je le sais. Or, une partie de la Droite française tient davantage à ses privilèges qu'à la liberté.
Aujourd'hui, l'un des drames du monde, c'est qu'une grande partie des capitalistes dans le monde ne sont plus prêts à payer le prix de la liberté.
Qu'il s'agisse des problèmes d'Outremer, où il faut maintenant permettre à ces pays d'évoluer vers la liberté, vers la démocratie, grâce à des investissements cessant d'être rentables pour les capitalistes, qu'il s'agisse des problèmes d'Algérie, où il faut permettre au peuple algérien de vivre dans un mieux-être, grâce à des investissement non rentables prévus par le plan de Constantine, qu'il s'agisse des problèmes intérieurs à notre pays, ou il faut penser encore à des investissements non immédiatement rentables, écoles, maisons, usines, pour fournir des emplois aux jeunes qui poussent et à qui nous devons donner du travail dans les quatre ou cinq ans qui viennent, qu'il s'agisse de tout cela, notre bourgeoisie et une grande partie de la bourgeoisie internationale ne sont plus prête à payer le prix de la liberté. C'est là le drame de notre époque. C'est que l'en croit peu, on croit moins dans l'efficacité de la démocratie. Nous avions

pensé que seul le début du siècle avait connu les menaces fascistes, la montée des Bolchevicks, ce qui est synonyme, c'est-à-dire le renoncement aux méthodes démocratiques ; faut-il craindre que la deuxième moitié du siècle soit à son tour marquée des mêmes menaces ?
Dans le pays, il faut bien le dire, il y a un manque certain d'esprit civique. Prenons notre part de responsabilité, car nous en avons une : nous sommes, chaque fois, trop préoccupés de l'actualité immédiate, nous n'avons pas fait assez d'éducation. Ne critiquons pas les camarades qui sont dans l'enseignement ; critiquons les méthodes de notre enseignement et disons que l'esprit civique n'existe plus, que l'enseignement civique n'existe plus.
(Applaudissements)
Ma crainte, c'est que, soit accélérée par un mouvement fascisant, soit simplement par le retour du balancier, nous n'allions demain, s'il n'y a pas une réaction, donc une action de notre part, vers la démocratie populaire... et je dis cette fois la démocratie populaire, je ne dis même plus le Front populaire, c'est une étape d'ores et déjà dépassée. C'est là, je crois, le vrai problème. Je sais bien que sa solution ne dépend pas que de nous. La droite sera-t-elle, en France, aussi comme elle l'a été un peu trop souvent partout ailleurs ? C'est-à-dire le fourrier du bolchévisme ?
Les forces spirituelles, l'Église en particulier, se feront-elles, comme elles l'ont été en Pologne ou ailleurs, elles aussi le fourrier du bolchevisme ?... Qui met fin à leurs libertés comme aux nôtres.
(Applaudissements)
L'UNR jouera-t-elle ce même jeu ?
Les Partis Radicaux, MRP et autres, sacrifieront-ils à quelques satisfactions immédiates un avenir dangereux ?
Mais nous-mêmes, qu'allons-nous faire ? J'ai entendu parler de modifier notre programme. Pourquoi ?
Est-ce que ce que nous disions n'est plus vrai ?
Pourquoi ?
Ce que nous disions sur l'Afrique noire n'est plus vrai ?
Ce que nous disions sur l'Algérie n'est plus vrai ? Pourquoi prétendre que l'on ne peut pas, demain, faire des élections libres ? Nous avons été, dans les campagnes électorales, à dire que nous considérions ces élections comme insuffisantes, comme non encore valables. Nous avions le droit de le dire, nous, parce que nous sommes des démocrates, droit que je dénie aux Bolchevicks et à tous ces qui ont des élections à liste unique ou à 99% des suffrages.
Pourquoi nier que demain, nous ne pourrons pas faire des élections plus valables que celles-ci et chaque jour plus valables ?
Cessez-le-feu ? A-t-on changé d'avis ? Ou est-il donc, le camarade du Parti qui n'a pas osé, dans sa campagne électorale, défendre nos positions, celles du Parti ? Pourquoi les modifier, prétendre affirmer que l'intégration n'est pas la solution, que telle solution qui vaut pour la métropole ne vaut pas pour l'Algérie ?
Pourquoi dire que ceci suppose une modification de notre programme ? N'est-ce

Fondation Jean Jaurès

pas au nom du Parti qu'il y a plus d'un an et demi, nous avons affirmé la personnalité algérienne ? Nous avons dit qu'il y avait un aspect particulier à l'Algérie personnel à l'Algérie.
Sur le plan économique et social, qu'y a-t-il donc encore à modifier ?
Non, camarades, ce n'est pas comme cela que le problème se pose pour moi.
Modifier la tactique, je vais y venir ; modifier le programme, l'adapter, peut-être, le moderniser, peut-être, en changer les grandes lignes, je n'en vois pas les raisons.
La tactique, j'y viens, encore qu'elle soit connue depuis longtemps. Nous envisageons la participation à des gouvernements, dans des cas très précis, ou bien rester sur la défensive quand il s'agit de sauver la République ou de sauver la patrie. Nous l'avons fait. C'est même la justification de la présence actuelle de quatre des nôtres dans le gouvernement présent.
Dans les autres cas, lorsqu'on est sur l'offensive, c'est pour sauver quelque chose, c'est pour apporter quelque chose. Nous avons une tactique permanente et je propose de ne pas la modifier, c'est qu'on ne prend de responsabilité que lorsqu'il y a des chances, pour nous, de faire progresser l'action, dans le sens de la démocratie Socialiste. C'est ce qu'il nous faut absolument apprécier à l'heure actuelle.
Est-ce que ce sera le cas demain ? Je vais répondre dans un instant à cette question, et d'une manière précise, mais je veux, pour l'instant, m'arrêter à une autre idée, à une idée essentielle.
Quelle que soit la réponse apportée par le Parti à cette idée de l'action gouvernementale, il est une autre action qu'il faut mener, sans tenir compte ni du gouvernement, ni même seulement du Parlement - et là, je rejoins complètement ce que disait tout à l'heure Albert Gazier - c'est regrouper la Gauche française.
J'ai été très agréablement impressionné en retrouvant les mêmes formules, les mêmes mots - je le montrais à mon voisin au fur et à mesure qu'Albert Gazier parlait. C'est avec le même vocabulaire qu'on arrive aux mêmes conclusions.
Je disais qu'il fallait, avec le Parti Socialiste - avec et je ne dis pas obligatoirement derrière - bâtir une très large, une très grande union.
J'aurais aimé, moi aussi, une confédération que j'aurais aimé pouvoir appeler travailliste, si ce mot-là n'avait pas été en France assez galvaudé.
Mais j'en viens maintenant au problème précis posé. Il y avait trois raisons à notre réunion. Tout d'abord, la candidature à la Présidence de la République.
J'ai entendu évoquer deux cas. Le cas où le général de Gaulle serait candidat et l'autre cas ; je ne voudrais pas qu'on se quitte sans avoir envisagé, non pas deux hypothèses, mais trois.
Le cas où le général de Gaulle est candidat, ma réponse est simple, ma réponse personnelle : je souhaite de toutes mes forces que le Parti, et je le voudrais là unanime et pas avec je ne sais quelle majorité, quelle minorité car j'ai trop l'impression que certaines majorités, certaines minorités s'opposant nous ont fait quelque mal dans les semaines que nous venons de vivre… (applaudissements)… dise que dans ce cas, non seulement nous n'opposerons

Fondation Jean Jaurès

pas de candidat au général, mais que nous ferons la campagne pour que le 1er arbitre de la Vème République soit le général de Gaulle, car je considérerais comme une faute étonnante au lendemain d'une victoire de l'UNR que de prétendre que le général de Gaulle et l'UNR, c'est pareil, alors qu'en fait, ce ne l'est pas, alors qu'en fait, il n'est à personne.
(Applaudissements)
Deuxième hypothèse : le cas où le général de Gaulle ne serait pas candidat. Je sais que c'est une hypothèse assez peu vraisemblable, je sais que la presse a écrit que il n'en saurait être question, mais au cas où, tout de même, il ne serait pas candidat, au cas où il estimerait que les circonstances actuelles sont telles qu'il peut rendre de plus grands services comme 1er Ministre que comme Président de la République, dans ce cas là, on estimerait que le Président titulaire actuel de la Présidence de la République continuerait sa tâche, et dans ce cas ma réponse est que, comme dans le premier, nous devrions demander que l'homme qui avait été élu pour sept ans bénéficie de nos voix exactement dans les mêmes conditions que l'autre.
(Applaudissements)
Et, enfin, troisième hypothèse : celle où ni l'un ni l'autre ne serait candidat, celle où il nous faudrait politiquement choisir.
Dans ce cas, comme vous l'a dit Georges Brutelle, il y a un problème nouveau pour nous, c'est que nous avons toujours bien prévu depuis toujours comment on désigne les candidats à l'élection municipale, cantonale, départementale, d'arrondissement ou autre, mais on n'a jamais prévu encore car nous vivions sous un certain régime constitutionnel, comment on désignait le candidat à la Présidence de la République, je suggère alors que dans ce cas, ce soit pour l'avenir le même mode de désignation, dans le Congrès, que celui qui est utilisé pour désigner les membres du Comité directeur, car vous devez penser à l'hypothèse où il y aurait plusieurs candidats, même si ce n'est pas une hypothèse d'actualité.
Deuxième série de problèmes, cela a été évoqué un peu, peu heureusement et je m'en félicite, est-ce qu'il faut tirer comme conclusion du vote de dimanche dernier que les ministres actuellement présents dans le gouvernement doivent quitter ce gouvernement ?
Ma réponse est claire, et je suppose que vous me connaissez assez pour penser qu'il ne s'agit pas là d'un problème personnel : ce serait une faute politique extraordinaire, la même que d'opposer un candidat au général de Gaulle, ce serait dire que nous tirons comme conclusion que le général et l'UNR, c'est la même chose. Or, je le répète, il n'appartient à personne.
On nous a donné un mandat, on nous a demandé de faire un certain nombre de choses jusqu'aux premiers jours de janvier, ce mandat, autour du général de Gaulle, nous devons le continuer.
Troisième problème, celui de l'attitude du Parti Socialiste à l'égard du prochain gouvernement.
Une première réponse formelle, pas sur le fond : c'est qu'il faudra qu'un Conseil national en décidé, spécialement convoqué, quand nous connaîtrons l'homme

désigné, comme 1er Ministre, nommé dans ce cas là comme 1er Ministre, ses intentions, son programme,
IL est bien évident que nous ne pouvons pas répondre aujourd'hui à une question qui ne nous est pas posée et dont nous ignorons tous les éléments, mais ceci dit, nous avons le devoir entre nous d'aborder le fond, nous avons aussi le devoir, par rapport aux autres, et même peut-être par rapport à cette personnalité, à cet homme désigné demain, de le faire.
Je crois honnête qu'en face de nous on sache où nous en sommes et il faudra que dès ce soir, ce soit assez nettement ressenti,
Il y a maintenant une majorité possible ; j 'ai dit tout à l'heure qu'évidemment on ne connait pas le programme, mais enfin, si ce programme est indéfini, si on en croit les propos qu'on a entendus pendant la campagne électorale, il a fort peu de chances de ressembler au nôtre. Il faut donc que l'on sache qu'il n'y a pas une chance.. je ne sais pas sur combien, je ne sais pas s'il me faut dire sur 100 ou sur 1 000, mais il y a vraiment très peu de chances pour que nous soyons associés demain, sous quelque forme que ce soit, sous quelque forme permanente, que ce soit participation ou soutien permanent, à la future formation gouvernementale.
Je crois qu'il faut que ce soit clair dès aujourd'hui.
Mais certes notre attitude ne doit pas être d'opposition systématique. Albert Grazier disait tout à l'heure qu'il ne retenait pas le mot "constructive", et qu'il aimait mieux le mot "intelligente", je souscris volontiers à la définition, cela ne me gène pas. Cela ne nous sera, ni dans un cas, ni dans l'autre, difficile, d'ailleurs, j'espère !
(Rires)
Ce que nous voulons simplement entendre dire, quelque soit le vocabulaire adopté, c'est que nous n'adopterons pas l'attitude que le Parti Communiste ou les poujadistes avaient adopté lors de la législature précédente, c'est-à-dire que nous n'avons pas d'ores et déjà décidé qu'en toutes circonstances et toujours, quelle que soit la proposition, on émettra un vote hostile.
Non, non, sûrement pas.
Ce que nous avons décidé, c'est que chaque fois qu'un vote pourra manifester notre volonté, infléchir dans notre sens une décision, ce vote nous l'émettrons.
Eh bien, camarades, je vais conclure : je me félicite qu'aujourd'hui, on n'ait pas senti, contrairement à ce qu'on avait annoncé dans certains journaux, une vague de rancœur, une vague d'amertume.
Nous sommes des hommes politiques. Nous sommes des hommes politiques confrontés à des problèmes politiques. Nous ne sommes pas que cela, nous sommes aussi une famille qui lorsqu'elle voit tomber les meilleurs des siens est affligée, qui lorsqu'elle voit frappés d'une injustice incroyable des hommes qui pendant des années ont milité pour sa cause, est malheureuse, qui participe à cela, mais qui en même temps se redresse pour faire front, fière et forte d'un appui populaire extraordinaire, maintenu, 3 millions et quelques centaines de milliers d'hommes et de femmes, en France, ont, malgré la campagne démagogique faite contre nous, maintenu dès le premier tour leur confiance à

nos hommes.
En mai, en juin, on pouvait craindre le pire, nul en tout cas ne pouvait croire que les lendemains seraient faciles. Aujourd'hui, nul n'a le droit de perdre confiance, sous le prétexte que le redressement n'est pas complet, qu'il est moins rapide que nous le pensions, que les embûches, même certaines nouvelles, se trouvent sur nos pas.
Nous étions hier, le dos au mur, nous sommes aujourd'hui face à des difficultés graves, même à des menaces, la République oui probablement est encore menacée, l'unité nationale peut l'être à son tour, mais dans un combat comme celui-là, la victoire de demain, comme hier, ne peut être qu'à ceux qui se battent. (Applaudissements)

Le président - Camarades, nous allons, si vous voulez bien lever la séance de ce matin, mais comme elle se termine un peu plus tôt que d'ordinaire, la séance de cet après-midi reprendra à 14 h 30 sous la présidence d'Augustin Laurent, Nord.
La séance est levée.

Séance du jeudi 4 décembre 1958 après-midi

La séance est ouverte à 15 h, sous la présidence d'Augustin Laurent, assesseurs, Marcheix, Huin, Benêt et Peeters.

Le président (Augustin Laurent)

Camarades, dans la discussion générale, la parole est au camarade Guibert pour dix minutes, Hornung pour cinq minutes.
J'appelle le camarade Guibert à la tribune.

Guibert

Camarades, c'est sur un point très particulier de la politique générale que j'ai l'intention d'intervenir et je serai bref. Je m'excuse à l'avance, parce que c'est un problème idiot dont je veux parler.
Vous avez tous compris que je faisais allusion à certaines paroles de Guy Mollet, prononcées en diverses occasions, paroles qui ont eu un retentissement assez grand dans le pays. Elles ont sans doute été déformées par nos adversaires, mais il n'en reste pas moins vrai qu'il faut absolument que le Congrès précise sa position, sur ce point comme sur les autres.
Ses paroles sur la laïcité ont été interprétées différemment. Personnellement, j'ai compris Mollet, tout au moins j'ai voulu le comprendre, mais cela n'a pas été la même chose pour tout le monde. Et c'est presque un reproche que je faire à Guy Mollet de parler en employant des expressions qui heurtent un grand nombre de nos camarades Socialistes. Je le ferai avec d'autant plus d'aisance et de franchise que j'ai toujours été de ceux qui ont soutenu la politique de notre camarade Guy Mollet.
Je répète ses paroles : "la laïcité est un problème idiot, en tout cas dépassé"... à

Fondation Jean Jaurès

un autre endroit : "ce faux problème auquel il convient de mettre un terme"…"je verrais très bien un prêtre secrétaire d'une de nos sections".
D'accord avec Guy Mollet s'il a voulu exprimer cette pensée que l'idéal généreux Socialiste n'exclue pas l'idéal généreux de l'esprit chrétien, puisque nous sommes un parti de tolérance.
Malheureusement, cela n'a pas été interprété ainsi. Fauvet, dans "Le Monde", traduit, tout simplement : "la laïcité est abandonnée par les Socialistes eux-mêmes". De l'autre côté de la barricade, on met en liesse ces paroles de Guy Mollet pour laisser prévoir que bientôt il y aura des arrangements et que nous sauterons cette barrière laïque - qui, à mon avis, ne doit pas être franchie par des Socialistes -, des fonds publics allant à des organisations privées.
Je rappelle que, pour nous, les fonds publics doivent aller aux écoles publiques ; les écoles privées doivent faire appel à des hommes privés et à de l'argent privé !
(Applaudissements)
Je veux bien admettre que le problème est dépassé, mais je dirai alors ce qu'on peut dire quand on parle de la suppression de la peine de mort : "Que messieurs les assassins commencent !", "Que messieurs les cléricaux commencent !".
Car nous sommes nombreux, ici, à être battus – non pas abattus, ne confondez pas - sous les feux croisés des Communistes et des cléricaux… (quelques applaudissements)… qui n'oublient pas, eux, que le problème est toujours vivant, qui ne le considèrent pas comme dépassé.
La meilleure preuve, je l'ai sous les yeux : voici, d'un côté, le journal Communiste, qui peut être l'anthologie de l'injure ; ici, "La Voix du Cantal" autrefois "La Croix" ; et, évidemment, le refus conjugué des mollistes : le Parti Socialiste est tout ce qu'il y a de républicain dans ce pays, il ne faut pas l'oublier.
On a beaucoup parlé ce matin d'un parti travailliste. Il est certain que le Parti travailliste a une limite à gauche. Pour faire l'union de toutes les Gauches, il faut être arrivé à ceci : qu'une partie de ces Gauches cesse d'utiliser la noblesse de l'idéal Socialiste, au camouflage d'une cinquième colonne d'un pays étranger. Cela, c'est bien une limite.
Mais nous avons aussi une limite d'un autre côté. Il faudrait aussi que les cléricaux cessent d'utiliser la noblesse de l'idéal chrétien à de basses besognes électorales !
(Applaudissements)
Ces deux moyens d'action existeront en France on aura beau faire des partis nouveaux, on aura beau faire l'Union pour la nouvelle République ou pour d'autres nouvelles Républiques, il n'y aura jamais ni union, ni nouveauté, ni République : le combat reste toujours le combat laïc qui n'est pas dépassé mais toujours dans l'ordre du jour.
Et, pour reprendre une phrase de notre ami Guy Mollet ce matin, "il faut aussi, là-dessus, affirmer notre position", il faut que nos adversaires sachent ce que nous pensons sur ce point-là, que nous sommes tolérants mais que nous ne sommes ni des vaincus, ni des résignés et que, partout où le cléricalisme

Fondation Jean-Jaurès

continuera à soutenir la Droite nous serons, nous, opposés à ce cléricalisme.
Et, si nous ne faisons pas cela, nous allons aux perspectives évoquées ce matin par notre ami Gazier : ou la vague fasciste, ou la vague Communiste.
Il faut donc que de ce Congrès sorte une solution très claire et que notre ami Guy Mollet précise et explique les paroles d'Arras et les paroles de sa conférence de presse.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Hornung.

Hornung (Cantal)

Camarades, avant d'examiner les résultats des élections de notre département, je voudrais - car je crois que personne ne l'a encore fait -, remercier le Centre pour l'effort accompli en vue de soutenir tous les camarades du Parti dans la bataille électorale.
(Applaudissements)
En effet, nous félicitons nos camarades du Comité directeur pour l'appui qu'ils nous ont apporté et nous pensons que, cette fois, nous avons eu une magnifique affiche qui a fait impression sur les murs.
Camarades, nous avons cette particularité d'être le département où se trouvait M. Jacques Soustelle, ministre de l'information. Lorsque vous examinez les résultats du Rhône, vous constatez, chose surprenante, que sur dix députés d'un département à majorité ouvrière, il n'y a pas un seul député situé à gauche : tous les députés sont UNR, Indépendants et il y a un MRP. Seul, notre camarade Pic, de la Drôme, portera le drapeau du Parti Socialiste dans la région entière du Sud-Est !
Mais c'est néanmoins sans amertume que j'aborde cette tribune car, si nous avons eu la douleur de perdre notre représentant Etienne Gagnaire, nous avons la fierté de voir que, depuis 1951, nous sommes en progression constante dans le secteur où il s'est battu : 14 000 voix en 1951, 36 000 en 1958 ! Et, dans la circonscription de Gagnaire, pour la première fois dans sa commune depuis la libération, il arrive, avant le Parti Communiste et avant tous les autres Partis, en tête !
(Applaudissements)
On a analysé tout à l'heure les raisons de notre échec. Certains se sont plaints du mode de scrutin. C'est un problème qu'il nous faudra revoir peut-être plus tard. Mais je crois qu'il y a une question qui n'a pas été abordée à cette tribune : c'est le découpage électoral, le découpage des circonscriptions.
Nous avons, dans notre département, cette particularité que la circonscription où se présentait Gagnaire comptait 150 000 habitants, et que d'autres circonscriptions du département en comptaient environ 70 000 à 75 000, c'est-à-dire la moitié.
Je sais bien qu'on a étudié soigneusement les circonscriptions pour éviter qu'un Communiste soit élu mais, trop souvent, on les a étudiées aussi pour permettre aux réactionnaires de passer. Il y a eu aussi, je crois que cela s'est produit dans

Fondation Jean-Jaurès

d’autres départements, mais nous l’avons constaté dans le nôtre, ce phénomène que les instructions du général de Gaulle n’ont pas été suivies, en ce sens que le ministre de l’information a envoyé des lettres hors de sa circonscription pour soutenir les candidats de l’UNR, des lettres polycopiées, envoyées à 20 fr., à toutes les électrices et à tous les électeurs des circonscriptions où se présentait un UNR, avec ce titre : "Jacques Soustelle, ministre de l’information".
Eh bien, nous pensons que cela a été un moyen de pression sur les électrices et les électeurs. Il n’est pas question pour moi, - comme cela a été le cas, paraît il, de candidats de la Seine - de provoquer le ministre de l’information en duel ! Mais il est simplement question de souligner que les instructions du Président de Gaulle n’ont pas été respectées.
Et je voudrais, en terminant, dire que l’augmentation de nos voix, nous crée un devoir supplémentaire, c’est de continuer à nous battre pour faire triompher notre idéal !
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Tanguy Prigent pour vingt minutes, notre camarade Pupille, inscrit pour quinze minutes ayant renoncé à la parole.

François Tanguy-Prigent (Finistère)

Chers camarades, évidemment, je n’ai pas d’excuse, j’aurais dû arriver à l’heure, mais je me trouve entraîné à parler un peu à l’improviste.
Je vais d’ailleurs être bref, étant donné que je suis, à quelques nuances près, d’accord avec notre camarade Albert Gazier quant à ce qu’il a dit ce matin devant le Congrès.
La fédération Socialiste du Finistère n’est pas unanime sur les grands problèmes. Je pense d’ailleurs que lorsque, sur des problèmes graves, une fédération est unanime, c’est qu’elle triche et qu’elle n’applique pas profondément et totalement la démocratie intérieure.
Mais il se trouve que notre comité fédéral a été unanime mardi sur une chose, c’est pour dire que le Congrès d’aujourd’hui était un Congrès précipité ! Le Congrès se tenant quatre jours après le deuxième tour des élections législatives, dont personne ne peut nier l’importance, il était évident que les sections n’avaient pas pu réfléchir d’abord et délibérer, pas plus que les fédérations.
Par conséquent, je rejoins Albert Gazier quand il dit qu’il est indispensable que notre Congrès se tienne, et que celui-ci ne soit pas un Congrès appelé à prendre des décisions.
Il y a évidemment la question de l’élection à la présidence de la République. Là, nous sommes tenus par la date du calendrier, fixée par une constitution que l’on peut apprécier diversement, que je continue à estimer terriblement dangereuse pour la démocratie. Je ne dirai qu’un mot à ce sujet, dans cette affaire sera soulignée aussi l’absence d’un parti qui aurait dû être le grand Parti de la classe ouvrière.
La fédération du Finistère est donc unanime pour demander qu’un Congrès ait lieu aussi rapidement que possible, et qu’il soit annoncé d’avance pour que les

sections puissent délibérer et que, par conséquent, les décisions qui seront alors prises par le Congrès soient parfaitement valables. Et j'insiste, lorsque je parle d'une date aussi rapprochée que possible, pour qu'elle se place avant la constitution du nouveau gouvernement.

Et j'ajoute, étant donné que depuis quelques mois on est quelquefois soumis au régime de l'équivoque, que ceci est également valable au cas où l'actuel président du gouvernement n'étant pas candidat à la Présidence de la République, il resterait à la tête du gouvernement. Même dans ce cas-là, il faut absolument qu'un Congrès délibérant valablement ait pris position pour que le Parti puisse, après consultation des militants, déterminer sa ligne politique.

Et je dis qu'il faudrait que ce soit un grand Congrès. IL est certain, et là je rejoins Guy Mollet qui semblait répondre à Albert Gazier un peu sur le plan polémique, que pour nous, il n'est pas question de changer les grandes lignes générales du programme, de l'action et de la mission du Socialisme, mais il est évident aussi que les événements sont tellement importants qu'il y a des études profondes à faire et qu'il y a de graves décisions à prendre.

Donc, - je m'excuse de me répéter mais cela vaut peut-être mieux -, ce Congrès doit avoir lieu avant qu'il y ait un nouveau gouvernement, même si le Président du Conseil ne change pas. Ce Congrès devra aborder les grands problèmes économiques et sociaux, les problèmes politiques, celui de la participation, du soutien, celui de l'Algérie, et là, je dis en passant que, dans la vie, il ne suffit pas d'avoir raison pour réussir à coup sûr, qu'il faut être réaliste et, qu'en ce moment, sans rien désavouer de ce que nous avons fait ou proposé dans le passé, il faut faire un pas en avant, parler des perspectives d'avenir, de l'orientation du Parti et, bien entendu, de la direction générale du Parti Socialiste.

Si le Congrès d'aujourd'hui est de notre avis, et si le grand Congrès dont a parlé Albert Gazier, dont je vous parle, a lieu, s'il est bien préparé alors, je ne reprendrai pas la parole et je n'aborderai pas le fond étant donné, je le répète, que je partage les observations et les conclusions exprimées ici, ce matin, par Albert Grazier. Et, pour ne pas allonger, sur un autre plan bien plus mesquin, cette intervention, j'éviterai de parler des problèmes locaux, des problèmes de circonscriptions ou même de départements. La situation générale me semble trop grave pour qu'on se livre à ce petit jeu. Je ne me sens aucun goût pour réfuter les arguments de ceux qui prétendent que le Parti Socialiste SFIO, vient de remporter un succès... je n'ai même pas le goût d'ironiser.

Je pense aussi que nous serons appelés à examiner à nouveau le problème du scrutin. Mais je ne voudrais pas que dans les circonstances graves que nous traversons, on vienne s'abriter derrière le mot "scrutin" pour expliquer le drame que vit en ce moment la France républicaine et démocratique.

Et je ne veux pas non plus, bien sûr, répondre à un camarade qui a parlé ce matin du vote des femmes car ce qu'il a dit était non seulement injuste, mais absurde, car il est absurde d'imaginer qu'au moment où tous les pays qui évoluent accordent aux femmes le droit de vote, nous devrions, nous, marcher en arrière !

(Applaudissements)

Dans la salle - Je demande une réponse. Ou bien Tanguy-Prigent n'a rien compris à ce que j'ai dit, et je le regrette, ou bien alors... Je n'ai jamais dit qu'il fallait revenir sur le vote des femmes !
(Applaudissements)

François Tanguy-Prigent - Je ne suis pas très intelligent mais je crois tout de même avoir compris que tu ne demandais pas à revenir là-dessus. Mais, dans un grand Congrès qui est placé devant des problèmes dramatiques, qui intéressent la France, la démocratie, la paix (dans la salle : "Et l'Europe !"), et l'Europe, bien sûr, l'Union Française, et tout le reste, précisément parce que tu penses qu'il ne faut pas revenir là-dessus, je ne vois pas pourquoi on utilise cet argument pour expliquer une défaite alors qu'il n'a rien à voir dans la défaite !
En réalité, je le dis avec gravité, c'est le peuple, c'est la démocratie, c'est le suffrage universel qui viennent d'essuyer un échec. Et alors, je m'en excuse, - je suis celui qui mets les pieds dans le plat facilement - mais je suis plus convaincu que jamais que l'une des causes graves de la défaite de la démocratie, de nos inquiétudes pour demain, c'est que depuis le 13 mai, ou en tout cas depuis le 16 mai, le Parti Socialiste a tourné le dos, involontairement j'en suis sûr, à ses devoirs et à sa mission,… (protestations)… et qu'il a fait la courte échelle, je le répète : involontairement, à ceux qui sont non seulement réactionnaires mais peut-être, dans leur majorité, fascistes.
(Applaudissements)
Je répète ce que j'ai dit à cette tribune lors du précédent Congrès. Quand viendra la colère, lorsque les naïfs qui ont cru au miracle crieront plus fort que les autres, car c'est cela qui arrivera, si nous voulons alors regrouper les travailleurs, si nous ne voulons pas qu'ils retournent chez les Communistes, si nous voulons faire des jeunes des Socialistes et des vrais Socialistes, si nous voulons sauver ce à quoi nous tenons par-dessus tout, conserver nos conquêtes économiques et sociales, les améliorer, mais surtout conserver les libertés essentielles, aussi bien sur le plan spirituel que sur le plan temporel, il faudra que nous ayons refait entre temps, très vite, un grand parti révolutionnaire, en même temps démocratique qui, avec le peuple, sera cette fois fidèle et efficace !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, avant de donner la parole à Marzorati, je voudrais vous faire la communication et la proposition suivantes :
"Dans les pays où les libertés démocratiques n'existent plus, les hommes luttent avec courage contre l'absolutisme et le totalitarisme. Parmi ces hommes courageux se trouvent des Socialistes. Actuellement, c'est en Espagne que la régression s'abat sur eux.
Le Congrès national du Parti Socialiste, Section française de l'internationale ouvrière, unanime, leur adresse l'expression de leur solidarité fraternelle".
(Applaudissements)
Le Congrès est-il unanime pour adresser cette communication ?..

Coll. Fondation Jean Jaurès

Bien.
La parole est à Jean-Jacques Marzorati pour quinze minutes.

Jean-Jacques Marzorati (Sarthe)

Mes chers camarades, je tiens tout d'abord à préciser que j'interviens ici en mon nom personnel et que les propos que je puis prononcer à cette tribune n'engagent absolument en rien la fédération de la Sarthe à laquelle j'appartiens toujours administrativement si, depuis quelque deux ans, je milite peut-être ailleurs que dans ce cadre régional.
J'aurais peut-être renoncé à prendre la parole cette après-midi après l'exposé de notre camarade Guy Mollet clôturant la séance de ce matin, si certains propos qui viennent d'être tenus à cette tribune ne m'avaient pas incité quand même à demander à certains d'entre vous s'ils se rendent bien compte de la situation dans laquelle nous nous trouvons.
Nous sommes au lendemain d'une consultation électorale. Mais pensez-vous que nous avons le droit de considérer la situation comme au lendemain d'une consultation électorale dans le cadre de la IIIème République ou même de la IVème République ? Ne vous rendez-vous pas compte que malgré la certaine euphorie de quelques-uns et l'atonie des autres, nous nous trouvons toujours dans une situation révolutionnaire ? Peut-être pas révolutionnaire dans le sens où nous le souhaiterions, mais révolutionnaire tout de même car il y a toujours un certain nombre d'hommes qui, ayant tenté le 13 mai, et ayant échoué le 13 mai, n'ont pas renoncé à poursuivre leur objectif.
J'entendais tout à l'heure un camarade venir regretter ce qu'avait été l'attitude Socialiste depuis le mois de mai. Pour ma part, je ne regrette rien de ce qu'a été l'attitude de mon Parti depuis cette date et je considère qu'il est profondément injuste de dire le contraire, même de le penser, car je suis bien certain que s'il n'y avait pas eu un certain nombre d'entre nous pour accepter des postes de responsabilités, pour se battre dans les conditions difficiles qu'ils ont pu connaître depuis le 13 mai, nous ne serions peut-être pas aujourd'hui réunis ici, dans cette salle des fêtes, pour délibérer.
(Applaudissements)
Voyez-vous, camarades, nous avons un peu trop tendance à oublier l'atmosphère qui existait il y a quelques mois, lorsque, descendant du populaire ou de la cité Malesherbes pour aller assister à une réunion, aux communes, du groupe parlementaire et du Comité directeur, nous arrivions place de la Concorde, au milieu d'un carrousel de voitures klaxonnant sur un rythme qui signifiait : "Algérie française !" ou : "De Gaulle au pouvoir !", et où les forces de police marchaient avec ceux qui klaxonnaient ! Il y a, dans cette salle, un certain nombre de camarades, des parlementaires avec lesquels nous avons circulé place de la Concorde, boulevard Saint-Germain, ce soir-là ; nous avons vu l'attitude des forces de police, nous avons vu des barrages de police qui saluaient en faisant le "V", lorsque nous leur demandions d'empêcher les gens de continuer ces manifestations faites en contravention avec toutes les lois existantes ! Nous avons aussi ici, dans cette salle, je crois, un certain nombre de camarades qui ont

eu des entretiens avec les chefs du service d'ordre, ce jour-là, et qui se souviennent parfaitement de l'atmosphère, Avez-vous oublié tout cela ? Avez-vous oublié la réaction de ces gens qui n'étaient même pas saisis par la colère en présence d'un tel spectacle, qui étaient prêts à tout laisser faire ? S'il y a, aujourd'hui encore, des possibilités d'une République qui peut être démocratique, qui peut être aussi laïque, et surtout une République sociale, à qui le devons-nous ? Enfin, il est tout de même intolérable de voir que vous ne voulez pas reconnaître qu'au sein du gouvernement actuel, nous avons des hommes qui se sont battus, un homme en particulier… (applaudissements)… qui s'est battu pour obtenir que le projet de Constitution soit ce qu'il a été en fait, c'est-à-dire acceptable pour le Parti et accepté par notre Parti.

Camarades, bien sûr nous souffrons tous aujourd'hui d'un certain nombre d'échecs. Je ne dirais pas que ces échecs sont particulièrement imputables au mode de scrutin, encore qu'il faille retenir que l'immense majorité du corps électoral votait pour la première fois au scrutin d'arrondissement, encore qu'il faille retenir que non seulement les femmes, mais un certain nombre d'hommes qui n'avaient jamais voté avant 1939, votaient pour la première fois, avec un mode de scrutin qui, contrairement à ce que supposaient certains, n'est pas capable d'empêcher les élans passionnels.

Devons-nous avoir le complexe de battus, même lorsque nous avons mené, comme c'est le cas pour un certain nombre d'entre nous, des combats sans espoir, tout en sachant que nous recevions à ce moment-là, même de ceux dont nous n'aurions pas dû les recevoir, les coups les plus odieux, que nous recevions les plus basses injures et que nous étions l'objet de toutes les calomnies ?

Enfin, prenez les chiffres ! Ce que vous disait Guy Mollet ce matin, ce que vous disait Georges Brutelle, n'est-ce pas la vérité ? N'est-il pas démontré, et Ernest Cazelles le disait le soir du second tour à la télévision, que nous avons maintenu notre influence sur le corps électoral, malgré toutes les pressions, malgré tous les moyens dont disposaient certains de nos adversaires qui n'hésitaient devant l'utilisation d'aucune arme ?

Camarades, est-ce parce que nous souffrons, évidemment, de l'absence d'un certain nombre d'entre nous dans la prochaine assemblée parlementaire que nous devons avoir cette attitude, alors que se préparent des combats qui seront particulièrement durs ?

Certains d'entre vous, oubliant que nous vivons, dans le cadre de la 5ème République, dans cette situation révolutionnaire, envisagent déjà des positions qui seraient peut-être défendables dans une situation normale, au sein de la 3ème République, ou même de la 4ème, pensent qu'il faudrait opposer une candidature à celle du général de Gaulle si demain il sollicitait la charge suprême dans notre nouvel État.

Voyons... Ne croyez-vous pas que non seulement l'intelligence mais aussi le cœur, qui sont toujours présents chez tous les Socialistes, devraient nous dicter cette attitude : que nous soyons présents parmi les cinquante qui présenteront la candidature du général de Gaulle à la Présidence de la République ?

Un certain nombre d'entre vous pensent aussi déjà à l'opposition. Il est

prématuré d'aborder ce débat, mais réfléchissez, je vous en supplie, mes camarades, réfléchissez à ce qu'aurait pour conséquences une décision prématurée en ce qui concerne l'opposition, même constructive, même intelligente. Ne vous rendez-vous pas compte qu'il y en a d'autres qui, comme ils avaient décidé, avant de lire la Constitution, de voter "non", ont déjà décidé d'être dans une opposition qui, elle, ne sera ni constructive, ni intelligente, qui sera une opposition démagogique, qui sera une opposition systématique ?
Croyez-vous pouvoir rivaliser avec ceux-là ? N'avez-vous pas compris ce que l'on pouvait lire à travers les déclarations de M. Jacques Duclos ces derniers jours ? N'avez-vous pas compris qu'il était magnifiquement imprégné de la doctrine léniniste qui veut qu'à chaque situation corresponde une tactique particulière ?
Pour les Communistes, nous ne sommes plus dans le cadre de la tactique applicable à une démocratie parlementaire, nous sommes dans le cadre de la tactique applicable à une situation qu'ils prétendent préfasciste et qu'ils ont intérêt à rendre préfasciste.
Croyez-vous rivaliser avec eux dans ce domaine ? Voyons, camarades, pour nous la démocratie cela n'a jamais été la loi, toutes nos traditions sont anti démagogiques. Vous savez fort bien que, si demain, le gouvernement, quel qu'il soit, même si ne nous sommes pas en son sein, présente des textes de loi qui nous semblent raisonnables, qui correspondent à notre désir d'introduire davantage de justice dans les institutions de notre pays, nous les voterons et, à ce moment-là, vous n'empêcherez pas les Communistes de venir faire des propositions plus brillantes, qui aient l'air plus généreuses, dont ils sauront d'avance qu'elles sont inacceptables et dont ensuite, leur propagande consistera à dire que nous avons refusé les mesures généreuses qu'ils proposaient pour améliorer la condition des travailleurs, que nous nous sommes fait les complices de la réaction ! C'est ce qu'ils écrivent actuellement dans leurs journaux, Communistes avoués et Communistes camouflés ! C'est ce qu'ils écrivent tous les jours en insultant Guy Mollet, en insultant les camarades que nous avons placés à des postes de responsabilités extrêmement difficiles. Croyez-vous que demain ils changeront ?
Nous aurons à nouveau l'occasion de discuter ce problème, je n'insiste pas, mais ce que je vous demande surtout, camarades, dans les jours qui vont venir, c'est de faire un effort non pas pour ne pas manifester de rancœur -vous avez donné aujourd'hui la preuve que vous n'aviez aucune rancœur, aucun désir de vous montrer désagréables - à l'égard de ceux des membres du corps électoral qui ont été si injustes envers les meilleurs d'entre nous, mais pour ne pas vous montrer injustes à l'égard de ceux de nos camarades qui se battent dans des conditions extrêmement difficiles, car nous n'avons pas le droit de l'oublier.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bora pour vingt minutes.

Bora (Bône, Algérie)

Chers camarades, tout ce qui touche à l'Algérie pèse d'un poids si lourd sur le pays et sur celui du régime - nous sommes payés pour le savoir -, que les camarades de ma fédération, après une campagne électorale particulièrement dure, difficile, m'ont demandé de venir vous rendre compte de notre expérience, d'autant plus que le Parti qui ne nous a pas marchandé son aide, ses encouragements, pendant cette campagne, en avait fait une sorte de test. Il faut donc que nous vous apportions notre impression et que nous vous demandions également votre jugement sur ce qui vient de se passer durant cette consultation électorale.

D'abord, on pouvait considérer comme une aberration le fait d'appeler les électeurs aux urnes en temps de guerre alors que malheureusement, en Algérie, l'insécurité règne encore, que la mise en condition - pour employer l'expression des spécialistes - de la population se poursuit jour après jour, sous les auspices de l'action psychologique, que les comités de salut public demeurent des organismes officiels, sous le patronage de l'armée, détentrice, vous le savez, des pouvoirs civils et militaires, et qu'enfin, un mode de scrutin inique, antidémocratique, le scrutin de liste à un seul tour, nous était imposé, scrutin qui, si les élections avaient été libres, aurait fatalement fait des élus des représentants de la minorité.

Voilà donc les handicaps qui pesaient sur cette période électorale. Et c'est pourquoi, voulant, si j'ose dire, limiter les dégâts, nous avions dans une motion, modestement, indiqué les préalables qui nous apparaissaient comme indispensables pour garantir un minimum de sincérité et de loyauté à la consultation électorale.

Nous avions demandé d'abord que l'administration civile reprenne l'intégralité de ses prérogatives car il est tout de même inouï que, ni les préfets, ni les sous-préfets n'aient été en place dans la plupart des départements et des circonscriptions en Algérie, avant la campagne électorale !

Nous avions demandé aussi que les citoyens frappés uniquement pour leurs opinions politiques, qui votent mais sont encore détenus dans les camps dits "d'hébergement", puissent remplir leur devoir de citoyen en toute liberté et, par conséquent, quittent les barbelés derrière lesquels on les avait enfermés.

Et enfin, nous demandions que les fameux comités de salut public, organismes officiels, je le répète, soient purement et simplement dissous, eux qui ont été inventés par l'armée, et qui tirent évidemment leur influence uniquement du patronage que leur accorde l'armée.

Cette motion, relativement anodine, en ce qui nous concerne tout au moins, nous a valu littéralement la déclaration de guerre du général Vanungstein (?), commandant de la zone opérationnelle de l'Est Constantinois, exerçant naturellement les pouvoirs civils et militaires. Dans une mise au point, qui a eu les honneurs de la radio en Algérie comme dans la Métropole, largement reconduite par la presse, tout au moins en Algérie, le Général - je ne veux pas abuser de vos instants - déclarait entre autres : "j'adresse officiellement le témoignage de ma reconnaissance aux comités de salut public de Bône et de la

zone de l'Est Constantinois, entraînant la population derrière l'armée dans un mouvement extraordinaire de fraternisation, ils ont aidé à sauver la patrie". Tout hommage au chef du gouvernement suppose d'abord l'hommage à ceux qui l'ont appelé.

Voilà donc le départ. Et, tout de même, sachant bien tous les traquenards dont on avait semé notre route, nous avons engagé notre campagne électorale. Il a d'abord fallu constituer notre liste, composée, vous le savez, d'un citoyen d'origine européenne et de trois citoyens d'origine musulmane. Cette liste, nous l'avons voulue aussi représentative que possible. Je dois dire, avec un tout petit mouvement d'orgueil, que nous en avons fait, pour employer un terme souvent utilisé à cette tribune, une liste "travailliste", en ce sens qu'indépendamment des Socialistes de stricte obédience, nous avons voulu à nos côtés des représentants authentiques de la classe ouvrière, responsables syndicalistes de cette classe ouvrière.

Mais, voilà le hic, nous faisons chez nous les choses au grand jour, démocratiquement et, peu avant la fin du Congrès fédéral qui avait essayé précisément de constituer cette liste, dans les sphères officielles on savait qu'un authentique leader syndicaliste de Tébessa, Bouchma (?) pour ne pas le nommer, qui avait eu maille à partir avec les autorités, figurerait à nos côtés. Les choses n'ont pas traîné : Bouchma a reçu des émissaires qui lui ont dit :"tu t'engages dans une mauvaise voie, tu as déjà eu quelques difficultés, tu es père de famille, tu devrais réfléchir…" Et, en effet, ce citoyen, qui n'est pas Socialiste, qui est un leader prolétarien, avec tristesse et même écœurement nous a dit : "je ne puis figurer sur votre liste, je m'en retire le cœur serré, mais vous pouvez compter sur moi, ma solidarité est totale, je serai à vos côtés, je lutterai pour votre cause". Ces paroles imprudentes ont eu, si j'ose dire, un effet immédiat. Quelques heures plus tard, j'apprenais que Bouchma était emprisonné.

Et si je fais état à cette tribune de ces faits révoltants, c'est pour vous dire qu'immédiatement, la Commission de contrôle qui siège à Bône, quelques heures plus tard obtenait la libération de Bouchma à qui on déclarait : "Mon ami, tu n'as pas du tout été emprisonné, tu ne le savais pas : tu avais été condamné à mort par le FLN, on t'a mis purement et simplement à l'abri".

(Rires)

Vous pensez bien que le traquenard avait pour but de nous faire dépasser les délais légaux. Nous étions à la veille de la limite du dépôt des listes et, ce qui est remarquable, c'est le point sur lequel je voudrais attirer votre attention, c'est que Bouchma, retrouvant sa liberté, grâce à nous d'abord, grâce à la Commission de contrôle, avait eu immédiatement un successeur, autre militant ouvrier, qui n'appartient pas au Parti Socialiste, musulman, comme Bouchma qui avait dit : "un militant tombe, un autre le remplace".

Camarades, cela est extrêmement réconfortant, d'une immense importance, ces gens qui risquent leur liberté, qui ne partagent pas absolument notre idéal mais qui sont des syndicalistes, qui ont notre foi au cœur, qui nous disent : "nous serons avec vous quoi qu'il arrive parce que, précisément, vous défendez le peuple algérien, vous défendez la liberté".

(Applaudissements)
Je voudrais, et c'est surtout ce pourquoi j'ai traversé la mer, que ce Congrès adresse un solennel hommage de gratitude à ces vaillants porteurs de l'espérance et leur dise : "si vous vous êtes battus à nos côtés coude à coude, demain nous lutterons pour notre cause sacrée, celle de l'émancipation de l'Algérie sous l'égide de la République française".
(Applaudissements)
Ce qu'a été notre campagne ? Les camarades ont bien voulu nous dire qu'elle fut belle et je crois, sans fausse modestie, qu'elle le fut. Nous avons défendu le Parti, nous avons indiqué que notre première aspiration était la paix, et surtout, nous avons voulu convaincre, car c'est dans un esprit patriotique que nous nous sommes battus. Aux masses musulmanes qui venaient nous entendre, - car elles étaient nombreuses, je vous assure, et tout particulièrement dans le bled - nous disions que la paix ne serait faite ni par de Gaulle, ni par Ferhat Abbas, mais par elles-mêmes, qu'en venant nous entendre elles étaient les défenseurs de la paix qu'elles ont au cœur, qu'elles se concrétiseraient et s'imposeraient, en quelque sorte, aux forces mauvaises qui se sont déchaînées sur l'Algérie. Et, j'ai ajouté que les candidats qui parcouraient le bled, risquant un peu - car nous sommes allés partout, par des pistes souvent boueuses et sans grande escorte -, étaient aussi les porteurs de la paix et menaient leur combat pour persuader les masses algériennes que ce sont elles-mêmes qui forgeront leur destin.
Le plan quinquennal, qui est la suite du plan de Guy Mollet, nous l'avons naturellement magnifié en disant que nous le réaliserions dans la mesure où nous imposerions la paix.
Enfin, faisant non pas le procès de l'intégration, mais montrant qu'elle était une chimère, nous avons au contraire attesté que la personnalité algérienne, elle, se faisait jour après jour, et que le rôle de la France était de lui donner toutes ses chances.
Je veux encore ouvrir une parenthèse pour rendre hommage aux officiers SAS dont on a fait souvent des pourvoyeurs de bulletins de nos adversaires. Il y a parmi eux, évidemment, des hommes admirables et d'autres qui le sont moins, mais c'est souvent, surgissant à l'improviste, en plein bled, que l'officier SAS appelait les hommes, les femmes à nous entendre. Car, je l'indiquais au cours de ma campagne électorale, moi qui suis déjà un vieux militant, l'émotion, peut-être la plus profonde de ma vie, je l'ai éprouvée en parlant pour la première fois à des femmes musulmanes dévoilées qui m'écoutaient parce qu'un jeune traducteur reflétait mes paroles. Ce jeune traducteur, l'officier m'indiquait qu'il était hier encore un goumier qui, sa tâche terminée, avait repris ses livres, avait réussi au brevet élémentaire et était devenu l'éducateur et l'instructeur de ces populations.
C'était très beau, c'était très touchant et, sans faire d'éloquence, je disais à ces femmes, dans la mesure où je pouvais me faire comprendre que de même qu'elles avaient enfanté dans la douleur les gosses qui étaient à leurs côtés, l'Algérie elle-même, dans la souffrance, jour après jour s'est créée.
Cette campagne électorale a été marquée par de véritables provocations, des

brimades odieuses. Ainsi, à Guelma, arrivés dans une ambiance, disons favorable, la cité fut tout à coup plongée dans la stupeur, une rafle surgit deux heures avant notre réunion publique, on coffra sans discrimination les hommes qui étaient dans la rue, les hommes qui étaient au café maure, qui étaient dans les magasins. A Guelma, évidemment, les mitraillettes et les revolvers claquent souvent. Le prétexte, par conséquent, peut avoir ses alibis. Mais, en fait, on a lâché ces malheureux, la rage au cœur, quelques moments avant la réunion. Vous imaginez facilement que cette réunion n'a eu comme auditeurs que les citoyens d'origine européenne, les musulmans étant rentré chez eux en disant : "nous avons compris".

Nous sommes arrivés au scrutin : 400 et quelques bureaux dans le département de Bône, les uns perdus dans la nature, si je puis dire, et les autres le plus souvent aux mains des fameux comités de salut public qui, vous le savez, siègent non seulement dans chaque ville mais dans chaque quartier, dans chaque rue, et je vous assure que les dames patronnesses que nous avons reconnues comme étant souvent celles des temps odieux de Pétain, s'en sont donné à cœur joie. Souvent, ce furent seuls les bulletins des comités de salut public qui furent présentés sur la liste officielle aux électeurs. Etonnez-vous, après cela, des résultats... Surtout qu'à Bône, la ville principale, la voiture-radio de l'armée circulait aux environs de 17 heures, un peu avant l'issue du scrutin, pour indiquer qu'il fallait voter, bien sûr, mais qu'il fallait voter pour le Président Charles de Gaulle. Dans l'esprit des populations, évidemment, cela veut dire qu'il faut voter comme le veut l'armée, comme aux beaux jours du référendum, pour la liste officielle : la liste du comité de salut public.

Eh bien, on peut le dire : la mariée est trop belle ! Les résultats auxquels vous avez assisté dépassent l'imagination, c'est un peu les élections comme les font les démocraties populaires. Le Parti doit faire siennes nos réserves. Solennellement, il doit déclarer que ces élections prématurées, truquées, ne sauraient dégager des interlocuteurs valables avec qui on puisse faire le reste dans cette Algérie crucifiée, déchirée, qu'une ardente volonté de paix anime ainsi que l'amour d'une démocratie véritable.

Nous n'avons pas perdu notre temps ; nous avons réveillé une opinion publique tombée en léthargie ; nous avons réveillé les masses musulmanes qu'aucune propagande n'avait encore touchées ; nous avons mérité la confiance de jeunes musulmans qui débuteront notre influence en Algérie. Après quatre ans de la plus atroce des guerres, une manière de guerre civile, en tout cas une explosion de nationalisme, on n'assistera pas à cette aberration des ultras, eux seuls parlant au nom de l'Algérie. Nous incarnons les véritables aspirations de l'Algérie nouvelle, enfantée dans la souffrance et c'est pourquoi, en dépit des incertitudes des temps et des manœuvres liberticides, nous ferons triompher notre idéal de paix et de justice sociale ! L'élection qui vient de se terminer n'est qu'un épisode : le combat continue pour l'émancipation du peuple d'Algérie sous l'égide de la République française !

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Camarades, la fédération du Nord n'a pu, à cause de la campagne électorale dans laquelle tous ses militants étaient engagés, tenir un Congrès fédéral en vue du Congrès national qui se tient aujourd'hui. Notre Commission administrative fédérale, tout en regrettant que cette assemblée ne soit pas un Conseil national, mais hélas, un Congrès national, a donné mandat à sa délégation de se déterminer face aux quelques questions qui sont à résoudre en fonction des informations qu'elle recueillera au cours de ce Congrès.

A dire vrai, il n'y a pas là une situation tellement extraordinaire, car les Congrès, si je ne m'abuse, sont faits pour nous informer mutuellement. J'ai encore en mémoire une phrase de notre vénéré et regretté Braque, lorsqu'il s'insurgeait contre les mandats impératifs. Il disait :

"Après tout, si on va au Congrès avec des idées bien arrêtées d'avance, il suffirait d'envoyer une carte postale au Secrétariat du Parti pour faire connaître la décision de sa fédération."

Je n'ai donc que quelques remarques à faire et je les fais en mon nom personnel.

Ou je me trompe fort, ou je n'ai pas perçu de divergences fondamentales dans les interventions qui se sont produites depuis ce matin. Je vais même jusqu'à dire que je n'aperçois pas de divergences fondamentales - je reprends l'expression car elle est valable en l'occurrence - entre l'exposé de notre camarade Albert Gazier et celui de notre camarade Guy Mollet.

Albert Gazier, bien sûr, a dit et je le reconnais, dans cette partie de son intervention qui est importante : "Un Congrès national me paraît indispensable, me paraît nécessaire". J'estime, moi aussi, que ce Congrès national est nécessaire, non pas comme l'a très justement souligné notre camarade Guy Mollet, pour remanier notre programme, mais pour l'adapter à certaines circonstances et nous sommes quelques-uns, au cours de cette campagne électorale, qui avons bien senti qu'il y avait des porte-à-faux ou quelques imperfections dans la présentation de nos positions, dans le contenu de certaines parties de notre programme.

J'espère - et je le dis en passant - que nous n'enterrerons pas l'idée qui a été émise dans un Congrès précédent, selon laquelle on estimait indispensable de faire autre chose qu'un Congrès national qui discute sur des motions. C'est très utile, je ne dis pas que cela a toujours été très sain, que cela a toujours été profitable pour le Parti, mais enfin, il est bien entendu nécessaire, à un moment donné, de déterminer une orientation de notre politique. Mais je voulais dire qu'il ne fallait pas, à mon avis, oublier ce que nous avions l'autre jour admis, j'en suis sûr, tous ensemble, la nécessité de nous réunir en une sorte de séminaire, - je ne sais pas si le mot est juste - ou en une sorte de semaine d'études, afin de revoir même des points de notre doctrine ou en tous cas la manière de la présenter, la manière de l'adapter aussi aux circonstances.

(Applaudissements)

Mais, camarades, ce que j'ai entendu aujourd'hui m'amène à faire quelques

remarques. Je sais bien que les feux sont braqués sur les résultats du second tour. Nous aussi, nous enregistrons avec amertume, avec douleur, l'échec de certains de nos amis parmi lesquels il s'en trouve qui ont rendu d'éminents services et qui en rendront encore, j'en suis convaincu, au Parti, à différents postes de responsabilités, mais je n'aime pas beaucoup entendre dire que le Parti Socialiste a subi une défaite.

Dans les Congrès nationaux précédents, au lendemain d'élections générales, eh bien, c'est sur le résultat du premier tour que nous nous basions d'habitude pour apprécier dans quelles conditions le corps électoral avait répondu à nos appels. Je crois que nous avons le devoir, camarades, de nous emparer des résultats du premier tour pour démontrer que le Parti Socialiste a fait mieux que maintenir ses positions. Il les a améliorées. Je n'aurai pas l'outrecuidance d'appeler cela une victoire, mais je demande aussi qu'on ne pratique pas le masochisme et qu'on n'appelle pas ce résultat, qui augmente le pourcentage de nos voix dans des circonstances extrêmement difficiles, une défaite.

(Applaudissements)

Des échecs, camarades, est-ce que nous n'en avons pas subis dans le passé, des échecs très sévères ? Est-ce que nous avons oublié que des hommes comme Léon Blum, comme Le Bail, et tant d'autres ont été battus en 1928 ?

J'ai gardé le souvenir de nos Congrès nationaux de l'époque et du Congrès qui a suivi les élections législatives de 1928 qui n'avaient pas été très favorables pour le Parti, n'est-ce pas, Marcel Naegelen, à Toulouse. Eh bien, il n'y avait tout de même pas de courant de rancœur, d'amertume, il n'y avait pas cette volonté d'essayer de faire croire aux uns et aux autres que le Parti avait été écrasé. Pourquoi ? Parce que, justement, au premier tour, nous avions enregistré des résultats que nous estimions satisfaisants.

Je sais bien, camarades, que nous n'avons pas le droit de nous contenter, de nous gargariser des chiffres de voix que nous avons obtenus. Je sais bien que quelque chose nous est commandé dès maintenant, en fonction, bien sûr, du résultat du second tour. Je sais bien que c'est sur le résultat du second tour qu'il va falloir donner un mandat à votre nouveau groupe parlementaire, en vue des événements qui vont se dérouler dans l'installation des nouvelles institutions, dans le cadre de la nouvelle Constitution. Je le sais. Et je suis d'accord, camarades, avec les camarades qui ont pris tout à l'heure la parole et j'en suis sûr - je n'ai pas besoin même de le souligner - avec Guy Mollet, lorsque je dis : Le moment est venu d'affirmer de plus en plus notre personnalité Socialiste et en faisant cela, nous ne prenons position contre qui que ce soit, contre des personnes j'entends. Je dis qu'il faut - eh bien sûr, on a déploré ce matin l'ignorance en matière de civisme, en matière de connaissance de droit civique de notre corps électoral, bien sûr il faut en prendre acte et quelquefois en tenir compte pour déterminer certaines positions tactiques - mais je dis qu'il faut tout de même que nous essayions de l'instruire, ce corps électoral, même dans sa partie nouvelle, même dans la partie où il y a des nouvelles générations qui ne s'intéressaient pas à la politique.

Alors que nous nous affirmons maintenant, au lendemain des élections législatives avec les deux tours, alors qu'il y a eu cette répartition des sièges à

l'Assemblée Nationale que nous connaissons, est-ce qu'il n'est pas normal, est-ce qu'il n'est pas sain que nous apportions notre contribution à l'organisation de la démocratie dans ce Parti, en disant : Maintenant, notre place dans l'intérêt même du fonctionnement de notre démocratie, est d'être dans l'opposition.
Alors, camarades, je crois que ce sont des points qu'il faut retenir et je ne vois pas où nous pourrions ne pas être d'accord sur des considérations comme celles que je suis en train de développer.
Pour faire face aux événements qui ont été ce matin développés, envisagés, dans l'exposé de notre camarade Guy Mollet, pour faire face aux nouvelles tâches qui incombent à ce Parti qui doit prendre aussi rapidement que possible sa place là où il faut qu'il soit pour être le rassemblement de la Gauche dans ce pays, pour faire cela, nous avons besoin de toutes nos forces, de tous nos moyens et je demande à tous les camarades de ne pas se laisser aller à ces discussions rétrospectives, à ces controverses où chacun essaie de justifier la position qu'il avait hier. Je préférerais de beaucoup que nous ouvrions les yeux tout grands sur les perspectives d'avenir qui restent sinon sombres, du moins très préoccupantes. Je préférerais que nous soyons tous compréhensifs des tâches qui attendent un parti comme le nôtre.
Je voudrais en terminant, dire à notre ami Tanguy-Prigent, sans aucun esprit de polémique, c'est tout simplement un passage de son intervention qui me donne l'occasion de lui dire ceci : Si, Tanguy, il y a un point sur lequel nos fédérations ont le droit, que dis-je, ont le devoir d'être unanimes sans tricher, c'est quand il faut mettre tout en œuvre pour préserver, pour maintenir et rétablir l'unité profonde du Socialisme français.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lamousse, ensuite à Humberdot. Lamousse, pour dix minutes.

Lamousse (Haute-Vienne)

Mes chers camarades,
Je viens à cette tribune au nom de la fédération de la Haute-Vienne, - qui n'a pas eu la possibilité, comme la fédération du nord et pour les mêmes raisons, de réunir son Congrès fédéral - non pas, croyez-le bien, pour donner des leçons à ceux qui ont eu dans la lutte dont nous venons de sortir moins de chance que nous, mais pour vous dire très simplement comment une fédération qui a été victorieuse, a pu mériter sa victoire et ce qu'elle vous conseille de faire pour que le Parti Socialiste qui n'a peut-être pas eu dans cette consultation tout le succès qu'il méritait et qu'il était en droit d'espérer, puisse très vite retrouver sa place et puisse être le grand vainqueur de demain.
Le 23 novembre, nos candidats, dans la Haute-Vienne, ont gagné 35 000 voix sur le 2 janvier 1956 et sur ces 35 000 voix, il y avait 10 000 voix qui ont été enlevées au Parti Communiste, et qui sont venues se porter sur nos candidats.
(Applaudissements)
Ce que je puis vous assurer, c'est que la fédération de la Haute-Vienne est

beaucoup plus fière d'avoir enlevé 10 000 voix au Parti Communiste que d'en avoir enlevé 25 000 à la Droite, parce que les voix de droite sont peut-être des voix de hasard, mais les voix que nous avons enlevées au Parti Communiste représentent pour nous la véritable route de l'unité celle que nous avons toujours défendue, non pas l'unité à la sauce moscovite, mais la véritable unité Socialiste, celle qui est digne de nos traditions et qui ne peut se faire que lorsque tous les électeurs Communistes qui ont été abusés par une propagande mensongère, retrouveront la route de la vieille maison, reviendront avec nous et feront avec nous la véritable unité ouvrière.
(Applaudissements)
Nous sommes fiers dans la Haute-Vienne d'avoir largement amorcé ce mouvement qui, malheureusement, n'a pas été amorcé partout avec la même netteté, mais on se tromperait en pensant que ce succès est dû au hasard ou à je ne sais quelle conjonction miraculeuse d'événements. Je crois que le succès de la Haute-Vienne est dû à deux raisons principales. La première, c'est que nous avons eu, dès le départ, une attitude extrêmement claire, extrêmement nette, et la seconde, c'est que nous avons su prendre conscience à temps du courant d'opinion, du courant historique qui se dessinait dans la nation.
Nous avons été dans la Haute-Vienne, malgré l'opposition que nous respectons de quelques camarades, nous avons été partisans du "oui" et non des partisans honteux, des partisans décidés qui n'ont pas eu peur d'exposer leurs opinions, qui n'ont pas eu peur de les expliquer et de les justifier. C'est pour cela que la population nous a suivis. Elle nous a suivis parce que, nous-mêmes, nous avons suivi le Parti, et parce que nous avons suivi Guy Mollet qui était, qui est encore dans ce pays l'homme politique le plus écouté, le plus estimé et le plus respecté !
(Applaudissements)
Et ainsi, la victoire que nous avons remportée le 28 septembre est la même que celle que nous avons remportée le 23 et le 30 novembre. Ce ne sont pas les autres qui l'ont remportée chez nous, c'est nous. Pourquoi ? Parce que le renouveau, c'était nous, parce que l'unité de la 5ème République, c'était nous, parce que cette union qu'on prônait dans d'autres appartements autour de je ne sais quels groupements nouveaux style, dans la Haute-Vienne, il a été fait autour de nous, il a été fait comme il aurait dû l'être partout, autour des candidats du Parti Socialiste.
Ce que j'ai dit est vrai non seulement pour notre département, mais aussi pour nos camarades de la Creuse et de la Corrèze. C'est ainsi que, pour les trois départements de la région, nous avons doublé le chiffre de notre représentation à l'Assemblée Nationale.
Au dernier Congrès, notre camarade Albert Gazier nous disait avec raison que notre Parti ne doit pas subir passivement le flux et le reflux des courants d'opinion publique, mais la doctrine Socialiste nous enseigne que, pour agir efficacement, que pour faire le Socialisme, il faut d'abord prendre conscience des événements historiques et je crois que, dans un certain nombre de départements, cette prise de conscience n'a pas été peut-être faite avec tout le

Fondation Jean Jaurès

sérieux que nous aurions dû lui apporter.
Cette prise de conscience, certains camarades nous l'ont parfois reprochée, nous la reprocheront peut-être encore, comme je ne sais quelle hérésie, comme je ne sais quel abandon, mais ce n'est pas, camarades, un abandon, c'est ce qu'on nous a appris depuis toujours. On nous a appris depuis toujours que la doctrine Socialiste devait profiter, que le programme Socialiste devait profiter des contradictions du monde capitaliste et que ces contradictions du monde capitaliste, elle devait les étudier sérieusement, non pas par une étude à fleur de pensée, mais par une étude profonde, une étude scientifique, et que ces contradictions, elle devait les utiliser, les dominer, les tourner au profit du Socialisme.
C'est bien ce que nous avons fait dans la Haute-Vienne. Nous l'avons fait sans polémique, sans tractations, sans compromissions, et c'est pour cela que nous avons été victorieux.
Cette prise de conscience des événements, je crois que, parfois, dans le pays, on ne l'a pas faite suffisamment. Certains de nos camarades, en effet, pensaient que les événements du 13 mai, que cette constitution de comités de salut public en Algérie, étaient un phénomène artificiel et un phénomène local. Malheureusement, les événements ont montré que ce n'était pas vrai. Les événements ont montré que ce courant existait également dans la métropole. Il fallait, en effet, fermer les yeux pour ne pas comprendre que dans la métropole, c'était la population tout entière, toutes questions de partis cessantes, qui en avait assez des cascades de ministères, qui en avait assez de l'instabilité politique, qui en avait assez de cette pagaille à laquelle nous avons assisté.
Eh bien, prendre conscience de cette lassitude qui a vite dégénéré en colère, je crois que ce n'était pas trahir l'idéal Socialiste. Je crois que ce n'était pas une politique d'abandon, au contraire c'était la fidélité même à notre idéal, et c'était la condition même du succès. Demain, le Parti, s'il le veut, peut être au premier rang de ceux qui construiront l'avenir du pays. Il peut, s'il le veut, amener à lui la masse des voix Communistes et également cette masse, ces millions de voix flottantes qui se retrouvent à chaque consultation en face des formules de nouveau style et qui, au bout de quelques mois, se retrouvent régulièrement déçues et sont prêtes à se jeter dans une nouvelle aventure.
Cette vue d'avenir, camarades, n'est nullement chimérique, il n'est pas besoin d'un grand génie pour l'appliquer ; il suffit de bon sens, et surtout - et c'est sur ces deux points que je voudrais insister maintenant - il faut, dans l'immédiat, éviter des erreurs qui seraient, à mon avis, pour le Parti Socialiste, des erreurs mortelles.
La première consisterait à présenter un candidat Socialiste à l'Elysée, car, en effet, ce candidat, d'une part, serait écrasé et ridiculiserait en même temps le Parti, et d'autre part cela aurait pour effet de donner un sens particulier à l'élection à l'Elysée, de faire du Président un élu de la Droite, ce qui lui rendrait très difficile le rôle d'arbitre qui doit être le sien.
Il faut qu'on puisse dire demain : "l'homme qui est à l'Elysée est là-bas avec notre accord, il n'y a pas été porté contre nous, il y a été porté avec nous, avec

nos voix."
La seconde erreur serait de nous confiner dans une opposition dépitée, hargneuse et systématique ; une telle attitude, en effet, nous conduirait inévitablement à l'une des deux conséquences suivantes :
Ou bien le gouvernement privé de notre participation serait engagé dans une politique d'extrême droite, ce qui le conduirait vers un régime de néo-fascisme, qui reconstituerait inévitablement à gauche un front populaire qui serait organisé, animé, eh bientôt dominé par les bolchevicks, ou bien le gouvernement ferait sans nous une politique sociale de gauche, il reprendrait à son compte une bonne partie des projets que nous avons nous mêmes présentés, et dans ce cas la preuve serait faite devant l'opinion et devant la classe ouvrière de notre inutilité totale ; dans ce cas nous n'aurions plus qu'à disparaître et disparaître sans gloire.
Je n'ai fait qu'esquisser ce problème qui sera celui du prochain Congrès ; mais je tenais à vous mettre en garde, dès maintenant, contre une tentation mauvaise qui risque de conduire le Parti à sa perte.
Il ne s'agit pas pour nous de faire la part du feu, pas davantage de prendre une attitude de chien battu ou d'enfant boudeur. Le Parti Socialiste n'est pas battu, il ne sort pas affaibli de cette consultation, il garde sa force, il garde son rayonnement, il garde ses hommes, il reste l'espoir des travailleurs de ce pays. Il peut, demain, revendiquer sa place et la revendiquer fièrement, non pas une place qui serait celle d'un otage ou d'une caution, mais la place d'un animateur dans la France nouvelle, une place de premier ordre.
Et voyez-vous, camarades, je terminerai par ce vers que citait Jaurès, en Belgique, je crois, quelques jours avant d'être abattu, et qui, je pense, peut s'appliquer également à l'état actuel du Parti Socialiste.
Jaurès disait ce jour-là, rappelant le vers de Corneille :
"Ne veuillez point vous perdre et vous serez sauvé ! "
Eh bien, je suis persuadé que le Parti Socialiste ne veut pas se perdre, ne peut pas se perdre s'il a la volonté d'être sauvé, parce qu'il reste l'espoir de la classe ouvrière, l'espoir de l'unité et l'espoir de la France nouvelle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Humberdot, ensuite à Leenhardt.

Humberdot

Mes chers camarades, les combats sans espoir, nous disait, tout à l'heure, notre camarade (?), je ne crois pas qu'il y ait des Socialistes qui l'admettent.
Peut-être des combats sans élus, oui ! Mais des combats sans espoir, jamais !
C'est parce que nous n'en menons jamais que nous sommes arrivés au résultat qui a été constaté au premier tour de scrutin.
Hier soir, nous avions un Congrès de la fédération de la Seine, on nous a proposé, un peu à l'impromptu, une motion que nous n'attendions pas ; je me suis trouvé dans la minorité ; pourquoi ?
Parce que cette motion me semblait un peu inspirée par un certain esprit qui s'était manifesté à notre Conseil de Clichy.

Pour répondre un peu à Tanguy-Prigent qui déplorait la politique suivie par nos amis et par le Parti, après le 13 mai, de ce Conseil de Clichy il est sorti une décision, celle de la non participation mais encore celle de la non acceptation de former un gouvernement à direction Socialiste ce qui a peut-être été, par la formation du gouvernement Pflimlin, une des causes du 13 mai.
Je voudrais bien qu'aujourd'hui nous réfléchissions avant de nous prononcer d'une façon quasi décisive, comme le voulait ma fédération, sur ce que devra être la politique du Parti demain, alors qu'il nous manque tant d'éléments pour la déterminer.
Je sais bien que Gazier et Tanguy nous ont dit : Il est préférable d'attendre un prochain Conseil national.
Je me rallie volontiers à cette opinion.
Seulement, il y a une chose sur laquelle nous devons être d'accord, nous, Socialistes, c'est l'opposition constructive ou intelligente.
Mais, attention ! Ne recommençons pas le coup de l'interdépendance.
L'opposition constructive, il faut la définir, que l'on sache exactement ce que cela veut dire.
Je voudrais essayer, non pas de la définir, mais de voir avec vous des lignes qui nous permettent de comprendre.
Pour faire de l'opposition constructive il nous faut un programme court, clair, défini dans l'immédiat ; car c'est dans l'immédiat que nous allons la faire.
A chacun de nos Congrès nous aurons la possibilité de définir le futur.
Notre programme, sur lequel nous nous sommes battus pendant les élections, est toujours valable ; il est un programme à court et à long terme.
C'est le court terme qu'il nous faut définir maintenant.
Sur l'Algérie je demanderai à nos camarades, sur la question de l'intégration, d'être modestes dan leurs affirmations. Bien sûr, nous ne sommes pas pour l'intégration telle que la conçoivent les gens du 13 mai, mais n'oublions pas que c'est tout de même nous qui avons été les premiers à proposer l'intégration avant la guerre.
(Applaudissements)
Sur le plan économique, il nous faut immédiatement penser à la récession et à la déconcentration ; c'est ce qui m'a semblé toucher le plus les masses électorales pendant cette campagne.
Sur le plan social, l'assurance chômage et la loi Gazier les intéressaient.
Sur le plan laïc, ce n'est pas seulement la loi Baranger, qui n'en était qu'une partie, mais la défense vraiment de la liberté totale de pensée pour les hommes.
Pour l'Europe, notre intégration dans le Marché Commun, la défense de l'Euratom.
Pour l'Atlantique, l'OTAN et notre position à l'ONU.
La deuxième partie de l'opposition constructive, c'est l'action permanente de notre Parti, qui ne doit jamais être au repos, sur les masses.
C'en est assez de ces parlottes académiques au sein des sections qu'on a entendues pendant des années, durant lesquelles on se divisait entre nous, au lieu d'aller porter notre effort sur les masses nous le portions sur nous-mêmes ; il

Fondation Jean Jaurès

faut que ce soit fini et que nous comprenions que nous avons à nous battre.
Alors, voyez-vous, dans cette action permanente se trouve comprise celle des groupes, de ce qui va être demain l'organisation parlementaire, l'action des groupes à l'Assemblée, au Sénat, au Conseil économique et social.
C'est là où ces groupes, en accord avec les organismes permanents du Parti, doivent déposer des projets et des contre-projets Socialistes à tous ceux qui sont déposés par les autres, et que nous ne voulons pas voter.
Cette activité des groupes doit être portée justement par cette action permanente du Parti, à la connaissance du public, d'une façon constante, de façon à ce qu'on sache ce que nous faisons, ce que nous ne disons jamais.
On nous a dit aussi : la Constitution sera ce que les hommes la feront.
Camarades, mais cela a été une des bases de toute notre campagne électorale.
Alors, cette Constitution qui n'est, pour l'instant, qu'un morceau de papier, sera faite au sein des assemblées et au gouvernement, car c'est lui qui doit mettre en place les institutions Républicaines, c'est lui qui va élaborer les ordonnances transitoires et qui légiférera jusqu'au dernier mardi d'avril.
Ensuite, de par la Constitution, c'est le gouvernement qui élaborera les textes de prescription et d'application de tout le domaine, disons réglementaire, que lui confère la Constitution.
Quels projets, quels contre-projets constructifs pourrons-nous proposer si nous n'y sommes pas représentés ?
C'est là où je suis en désaccord avec nos camarades.
Il faut y être !
Il faut y proposer nos projets. S'ils ne sont pas acceptés, chaque fois qu'ils ne le seront pas il faut que notre Parti, dans son action permanente, dise : Voilà ce que nous avons essayé de faire et voilà ce à quoi nous n'avons pas réussi.
C'est cela l'opposition constructive complète.
Oh ! je sais, on nous parle des règles de la démocratie, de la majorité au gouvernement et de la minorité dans l'opposition.
Permettez-moi de m'étonner ! Nous ne serions pas un parti démocratique ?
Dans nos Comités directeurs est-ce que les minorités ne sont pas représentées et ne se battent pas pour défendre leur point de vue ?
Evidemment, il faut examiner pour essayer de comprendre ce que je veux dire, ce que va être le gouvernement de demain.
Hier, qui faisait le gouvernement ?
L'assemblée.
C'était bien les groupes politiques de l'assemblée qui déterminaient la composition du gouvernement, ce qui nous a amené tant de chutes.
Mais aujourd'hui, ce qui va déterminer le Chef de l'État pour choisir son Premier Ministre, et celui-ci pour établir son programme, c'est non pas l'importance des groupes de l'assemblée, qui ne sera jamais pendant bien longtemps qu'une assemblée d'entérinement et de censure, ce qui va déterminer la composition politique et le programme politique du futur gouvernement c'est l'importance des masses politiques dans le pays.
Il y aura un gouvernement des hommes de Partis et d'autres, sur un programme.

Fondation Jean Jaurès

C’est tout de même ce programme qui, seul, permettra de savoir qui sera le Centre, la Droite ou la Gauche.
On peut ne pas vouloir du Chef, c’est notre droit ; on peut ne pas vouloir des hommes, c’est notre droit ; on peut ne pas vouloir des programmes. Mais avant de se prononcer, il faut au moins les connaître.
Pour les connaître, il faut qu’ils se soient manifestés.
On vient nous dire que dans ce pays la Droite domine ! Mais, voyons, camarades, reprenez les chiffres !
Au premier tour, les Indépendants et l’UNR conjoints, représentent à peine 38% des voix.
Les pertes Communistes ont été de 1 650 000 électeurs.
Les Radicaux et les Gauches diverses ont perdu 650 000 électeurs, c’est-à-dire, en tout 2 300 000.
En admettant même que tous les abstentionnistes soient dans ces chiffres, il y a tout de même 1 500 000 électeurs, en France, qui, sortant de ce qu’on appelle traditionnellement la Gauche, se sont portés sur l’UNR.
Pourquoi ?
Ils se sont portés sur l’UNR parce que l’UNR n’avait pas de programme, parce que se reporter sur l’UNR c’était rechercher ce qu’ils avaient toujours cherché : quelqu’un qui les commande, et ils cherchaient de Gaulle.
Nous n’avons pas le droit, aujourd’hui de nous prononcer avant de savoir ce que seront les programmes, ce que seront les hommes.
C’est pourquoi, m’étant élevé, hier soir, contre la motion déposée par ma fédération, dans la minorité, je demande au Congrès si elle est présentée de ne pas suivre la majorité fédérale.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Francis Leenhardt, puis à Marcel David.

Francis Leenhardt

Je voudrais faire le point de la situation à Marseille, et indiquer l’état d’esprit de la fédération des Bouches-du-Rhône.
Nous avons fait toute la campagne sur le problème algérien, en montrant que par sa lettre au général Salan, comme par sa conférence de presse du 23 octobre le général de Gaulle avait donné raison à ceux qui avaient voté "Oui", au référendum, pour appuyer son orientation libérale.
Le deuxième thème de notre propagande a été le fléchissement de l’activité économique et la nécessité de prendre des initiatives pour relancer cette activité.
Nous avons gagné beaucoup de voix à Marseille, 20 000 entre le premier tour de février, élection partielle de février dernier, et le premier tour de novembre.
Entre le premier et le deuxième tours de novembre, nous avons gagné encore 20 000 voix, soit au total 40% d’amélioration.
Après le premier tour nous pouvions espérer, à Marseille même, six sièges.
Au deuxième tour, dans deux circonscriptions, la 4ème et la 7ème, la Droite a maintenu un candidat qui n’avait aucune chance, elle l’a maintenu parce qu’elle

Fondation Jean Jaurès

préférait nettement voir passer un Communiste plutôt qu'un Socialiste.
C'est ainsi que Billoux et Cermolacce ont été réélus.
En contrepartie le Parti Communiste a facilité l'élection du réactionnaire Fressinet.
Dans deux autres circonscriptions la 3 et la 5, nos candidats ont été battus de très peu par un blocage inhabituel de toutes les voix MRP, Radicales, sur le candidat de Droite.
Enfin, dans la 8ème circonscription, nos amis Gaston Defferre et Jean Masse, ont fait une très belle campagne, mais là encore le blocage inhabituel de toutes les voix Radicales et MRP a joué en faveur du candidat de Droite, et notre ami Defferre a été finalement victime d'un coup de barre des Communistes qui, à quelques centaines, ont apporté leurs voix, de façon notable, au candidat de l'UNR, au moment même où certains de nos amis, trompés par l'avance extraordinaire qu'avait Gaston Defferre au premier tour, puisqu'il avait plus de 10 000 voix d'avance, ont négligé de retourner aux urnes.
Nos amis Privas et Batovani (?) ont été élus très brillamment dans le département ; c'est ainsi que finalement nous restons trois.
Mais à l'heure du reflux de la vague de droite, dans notre département, nous pourrions avoir au moins 6 ou 7 sièges au lieu de 3 cette fois-ci.
J'aborde la politique générale, et je voudrais dire que notre fédération s'est réunie mardi, et que l'échange de vues qui s'est produit a dégagé une très grande unité.
D'abord, nous avons considéré que si de Gaulle est candidat à la présidence de la République, il n'y a pas de question, il doit être notre candidat.
Deuxièmement, nous considérons que si de Gaulle voulait former un gouvernement au lieu d'être candidat à la présidence de la République, et nous demandait notre participation, étant donné son orientation sur la politique algérienne, et la primauté de ce problème, nous devrions accepter de participer.
Il en découle que notre fédération est hostile à un retrait éventuel des ministres, comme certains l'ont envisagé.
Par contre, notre fédération est hostile à la participation si de Gaulle devient Président de la République, à tout autre qui formerait le nouveau gouvernement, il n'y a pas lieu d'en décider aujourd'hui, nous en sommes d'accord.
Mais beaucoup d'entre nous ont le souci de retrouver des notions simples et saines de majorité et de minorité, qu'on a perdues un peu de vue depuis 13 ans, avec la représentation proportionnelle.
Nous avons suffisamment souffert du système de coalition, des contradictions internes, qui condamnaient à l'immobilisme et aussi de la confusion des responsabilités ; finalement, tous les groupes ont été confondus par le suffrage universel dans la même réprobation.
Nous pensons que le régime parlementaire ce n'est pas cela, c'est la majorité qui gouverne, la compromission.
Malgré la netteté de cette position, nous disons qu'il faut se garder de positions prématurées simplistes ou systématiques inspirées par l'amertume.
Certes, nous avons enregistré une haine véritablement hystérique contre les

Socialistes au cours de cette campagne électorale, mais nous ne devons pas être vindicatifs, notamment pour les MRP et pour les Radicaux qui, cette fois, ont été entraînés dans le courant de droite et qu'il nous appartient de récupérer patiemment pour qu'une autre fois, ils soient entraînés dans le courant de gauche, d'autant que vous savez bien que, sur le problème algérien, dans les derniers mois de la législature, il s'était fait un grand rapprochement entre les partis du Centre et le Parti Socialiste quant aux solutions politiques à apporter là-bas.

Je voudrais souligner aussi que nous avons un effort tout particulier à faire auprès des commerçants et des artisans… (applaudissements)… qui, pour la plupart, sont d'anciens salariés et dont les intérêts sont liés à ceux des salariés, car leur chiffre d'affaires est fonction du pouvoir d'achat des travailleurs. A cet égard, vous savez bien que les casses moyennes ont toujours été l'appoint du fascisme dans tous les pays. C'est une vérité historique, mais ne perdons pas de vue -et nos camarades Socialistes en Angleterre ne l'ont jamais perdu de vue - que ces classes moyennes sont aussi l'appoint indispensable du Socialisme.

Par ailleurs, je voudrais répondre à notre ami Gazier qui a combattu l'idée d'une opposition constructive. Je voudrais lui dire - mais probablement n'est-ce plus très nécessaire après l'intervention d'Augustin Laurent - que nous devons nous garder de tout ce qui pourrait ressembler à une opposition démagogique. Camarades, la démagogie, c'est l'ennemi numéro 1 de la démocratie. Nous ne devons pas faire de négativisme. Nous ne devons pas faire la politique du pire d'autant que - vous le savez tous - la législature sera dominée par le problème algérien, et sur ce plan, nous souhaitons faciliter les efforts que le général de Gaulle fera peut-être à travers l'UNR.

Sur l'UNR, nous devons nous garder des jugements globaux. Nous pensons qu'il faut inventorier soigneusement sa composition. Il semble qu'il y ait au moins trois groupes d'hommes : un groupe fasciste, intégriste, néo-poujadiste, comité de salut public. Un autre groupe formé de libéraux, sur les problèmes d'Afrique, formé aussi d'interventionnistes en matière économique, de gauchisants. Enfin, un troisième groupe qu'on pourrait appeler "les gaullistes inconditionnels" qui ne cherchent pas à comprendre et qui chercheront à être fidèles à ce qui leur paraîtra être le souhait du général de Gaulle.

Je sais bien que le premier groupe que je viens de citer, c'est le plus fort, le plus agissant, mais est-ce que nous devons, par des attaques globales, créer entre des hommes et des groupes si différents, des liens de solidarité défensive ? C'est le problème que je pose.

Je crois que nous avons un grand effort à faire pour consolider la République qui reste extrêmement fragile à notre avis. Sur le plan parlementaire, nous ne devons pas faire le gros ; nous devons faire du détail, dans la ligne générale que je disais tout à l'heure.

Dans le même temps, nous devons, sur le plan de la propagande, penser que les élections triangulaires seront probablement la règle dans l'avenir et qu'il faut nous y préparer. Il faut développer notre effort d'éducation des masses et surtout donner un contenu très précis, très concret, très adapté aux jeunes et aux

préoccupations économiques, à notre propagande.
Je pense que notre devoir est de faire un grand effort pour donner une image 1959 au Socialisme, pour réaliser un effort de modernisation de nos méthodes, de nos thèmes, en vue des élections qui, à notre avis, ne sont pas tellement lointaines.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marcel David, puis à Boulanger.
On me dit que Boulanger renonce à la parole. Après Marcel David, ce sera donc Christian Pineau.

Marcel David

Camarades, je n'avais pas l'intention de prendre la parole au Congrès. Par conséquent, c'est en mon nom personnel que je vais le faire, puisque je n'ai pas pu avoir l'investiture de la CAP qui s'est réunie avant-hier.
J'avoue que je n'ai pas compris grand-chose sur un certain point et je voudrais, à ce sujet, poser une question à Guy Mollet, pour qu'il veuille bien me rassurer.
Nous avons eu des élections, avec le résultat que vous savez. Nous n'avons pas perdu de voix ; nous en avons même gagné. Sur ce point, un parti comme le nôtre doit être rassuré et je m'en félicite personnellement, mais je crois qu'on ne met pas assez l'accent sur le sens parlementaire des élections. Nous sommes en démocratie parlementaire et qu'on le veuille ou non, aux yeux du public, c'est le nombre de sièges au Parlement qui compte. Au Parlement, nous n'avons que 40 élus. Nous avons donc subi une défaite qu'il faut enregistrer, défaite due à toutes les causes qu'on a parfaitement analysées ce matin, je n'y reviendrai pas, mais il y a une défaite sur le plan parlementaire. Notre influence parlementaire va donc diminuer.
Nous avons fait, les uns et les autres, une campagne électorale axée sur la politique suivie par le gouvernement à direction Socialiste. Nous avons justifié ce fait comme le disait Leenhardt. Nous avons soutenu le gouvernement Guy Mollet, nous avons soutenu la politique de Guy Mollet, nous avons mis notre ami Guy Mollet constamment en cause, en faisant valoir les raisons qu'il avait de soutenir la candidature de de Gaulle, au cours de cette campagne électorale et le public nous a répondu en donnant un démenti à ce que nous soutenions, non par le chiffre des voix, mais par le résultat concernant les élus.
Notre position parlementaire est diminuée et je me demande s'il serait judicieux d'envisager pour demain une participation à ce gouvernement qui doit refléter la majorité de l'assemblée.
Je vous avoue que cette question me trouble. Personnellement, je pense que nous ne pouvons pas participer, justement du fait de ce démenti qui nous a été infligé par le corps électoral, du fait de cette campagne antisocialiste, violemment antisocialiste. L'attitude courageuse que nous avons eue, les résultats que nous avons obtenus, tout cela, le corps électoral n'a pas voulu en prendre conscience ; il n'a pas voulu nous accorder la moindre part de sympathie ou de reconnaissance, malgré les voix obtenues.

Fondation Jean-Jaurès

Tout à l'heure, un de mes amis me disait que je raisonnais en 4ème République ; c'est possible, mais je tire les conséquences logiques de la diminution du nombre de nos députés au Parlement. Vu sous cet aspect, nous avons reçu du pays un démenti. Dans ces conditions, il faut enregistrer avec loyauté ce démenti et observer la règle parlementaire en disant : "Nous ne pouvons pas participer".
Une autre chose m'inquiète. Guy Mollet disait ce matin que le départ des ministres Socialistes du gouvernement actuel, aujourd'hui ou même demain, serait une grosse faute politique. Je me demande si ce n'est pas une grosse faute psychologique que de penser cela. Ce que le public voit, ce ne sont pas les voix obtenues. Il constate qu'il y a 40 Socialistes au Parlement au lieu des 94 qui y étaient. Il ne voit que l'échec subi. Si nous restons, même sur l'invitation du général de Gaulle -et je comprends les raisons qui ont fait agir nos ministres et les raisons qui ont probablement fait agir de Gaulle - le public dira : "Mais que font les Socialistes ? Ils viennent de recevoir un échec sur le plan électoral ; pourquoi veulent-ils s'accrocher ?"
C'est la question que je voulais poser à cette tribune. Soyons logiques. Je parle sans aucune amertume. Les amis qui m'ont précédé n'ont pas manifesté non plus d'amertume. Je tire simplement les conséquences des faits. Nous avons eu sur le plan parlementaire une défaite. Nous devons en tirer les conclusions qui s'imposent et dire au pays : "Nous ne pouvons plus participer." Je serais heureux que nos ministres, revenant sur la décision qu'ils ont prise à l'invitation du général de Gaulle, déclarent : "Puis que nous avons reçu ce désaveu du pays, nous quittons le gouvernement dès aujourd'hui".

Le président - La parole est à Christian Pineau, et ensuite à Jules Moch.

Christian Pineau

Mes chers camarades, je suis heureux qu'à peu d'exceptions près, nous n'ayons pas perdu notre temps à des récriminations et à essayer de rejeter les responsabilités de ce qui vient de se passer sur les uns ou sur les autres. Il est d'ailleurs très facile à chacun de prétendre que la position qu'il a adoptée dans le passé est la meilleure. Je crois que ce serait une position absolument vaine.
Ce que nous devons faire aujourd'hui, c'est essayer de tirer des conclusions en vue de l'action que nous allons entreprendre en commun.
Je crois qu'il faut laisser pour le moment de côté - et c'est le point sur lequel je ne suis pas tout à fait d'accord avec Albert Gazier - je crois qu'il faut pour le moment laisser de côté la question de la réforme du mode de scrutin. Le mode de scrutin, il serait trop facile qu'on nous réponde : vous l'avez voulu ; il ne vous a pas réussi et, par conséquent, vous voulez le changer. Je crois, en effet, qu'il faudra le changer, mais il serait peut-être plus élégant et plus habile d'attendre un peu avant de poser une telle question. En tous cas, elle devrait être débattue dans un Congrès spécial.
On a dit tout à l'heure - et c'est l'argument qui a été employé d'ailleurs à juste titre pour le Parti - que le Parti n'avait pas perdu de voix au cours du premier

Fondation Jean Jaurès

tour de scrutin. C'est vrai, mais il faut noter parce que c'est important pour l'avenir, que la Gauche a perdu des voix.
La gauche a perdu des voix et je vais - peut-être vous surprendre en disant que je fais entrer pour ma démonstration dans la Gauche les électeurs Communistes, les différenciant de manière totale en ce qui les concerne des chefs Communistes qui, eux, sont comme nous l'avons toujours dit, les agents de Moscou, car il est tout de même important, lorsque vous faites le total des voix des travailleurs, de savoir que des gens qui votaient autrefois ou qui croyaient autrefois voter à gauche, ont voté maintenant à droite, et notamment pour l'UNR.
Dans mon département, nous avons constaté avec beaucoup de surprise le nombre considérable des ouvriers de chez Renault qui ont voté à droite et c'est une leçon que nous devons tirer de ces élections, car lorsqu'il y aura les déceptions dues à la crise économique - déceptions qui ne peuvent manquer de venir -le retournement du balancier peut être très fort et c'est là qu'il nous appartiendra de savoir quels sont ceux des partis de gauche qui peuvent bénéficier de ce retour.
D'autre part - et cela a déjà été souligné – dans un scrutin majoritaire, un parti isolé ne peut pas gagner la bataille. Le scrutin majoritaire est le scrutin des coalitions du deuxième tour. Or, pratiquement, nous n'avons pas pu faire de coalitions, du fait que nous avons été l'objet des attaques communes de presque tous les partis politiques, alors que la Droite, au contraire, a pu bénéficier de coalitions très étendues allant du MRP aux Indépendants et à l'UNR et atteignant souvent les Radicaux. Tant que nous serons un parti isolé - et dans ma conclusion, je reviendrai sur ce point - il sera impossible de nous livrer avec confiance à un scrutin majoritaire.
Mais il y a un problème qui a été peu souligné et je voudrais le faire avec la discrétion et si possible le tact nécessaires, c'est le problème personnel que pose en ce moment le général de Gaulle.
Je suis d'accord avec Guy Mollet sur une double appréciation. Je suis convaincu que le général n'a jamais voulu et ne veut absolument pas détruire la forme républicaine de l'Etat.
Je suis également d'accord avec Guy Mollet pour croire qu'il est, au fond de lui-même, profondément désireux de régler dans un sens libéral le problème algérien.
Malheureusement, ce n'est pas ainsi que l'opinion publique le juge, car pour l'opinion publique, le général de Gaulle est prisonnier de deux faits. Tout d'abord, la création du RPF, avec tout ce qu'elle a comporté à l'époque de retour à un esprit réactionnaire, pour ne pas dire vichyssois - et soyez bien sûrs que, dans nos départements, où on lit chaque jour dans les petits quotidiens locaux les articles des anciens élus RPF, ceux-ci se sont bien gardé de dire que le général de Gaulle les avait, à un moment donné, démentis.
D'autre part, le fait que le général de Gaulle a été appelé, au mois de mai, dans les circonstances que vous savez, et qu'il s'est créé dans l'opinion publique, qu'on le veuille ou non, une confusion entre son action et celle des hommes du 13 mai.

Il n'y a aucun doute sur ce point : l'opinion publique n'a pas fait réellement la différence entre ce que veut de Gaulle et ce que veulent les hommes qui l'ont amené au pouvoir.
J'ai entendu scander, dans des réunions, l'un après l'autre : "De Gaulle au Pouvoir", "Soustelle au Pouvoir", car pour les gens qui étaient là, Soustelle et de Gaulle, c'était la même chose, alors que nous savons, nous, que c'est pas du tout la même chose, quand ce n'est pas le contraire !
Or, et c'est là que je voudrais presque faire un appel au général de Gaulle, si ce n'était pas un peu ridicule de la part d'un militant modeste. Je voudrais lui dire qu'il ne peut pas continuer à laisser planer sur ce pays un certain nombre d'équivoques. Il a bien dit, avant les élections, qu'il ne permettait à personne de faire usage de son nom, qu'aucun parti ne pouvait affirmer avoir, sous quelque forme que ce soit, son investiture, mais cela n'a pas empêché un certain nombre de partis d'user de son nom, sans qu'il fasse rien au cours de la campagne électorale pour les en empêcher !
(Applaudissements)
Nous avons tous eu des candidats contre nous dont le journal portait en première page la seule photographie du général de Gaulle, en pages 2 et 3 des discours du général de Gaulle, généralement soigneusement expurgés des passages qu'on ne tenait pas tellement à faire connaître aux électeurs. Il n'y avait, en fait, rien d'autre. Et lorsque nous disions que le général de Gaulle était, au fond, beaucoup plus d'accord avec Guy Mollet qu'avec Jacques Soustelle, il faut le reconnaître, nous n'avons pas été crus.
L'attitude de la radio, non seulement de la radio nationale, mais peut-être plus encore des postes dits périphériques, a contribué très largement à entretenir cette équivoque. Je vous assure que ce qui s'est passé le soir du premier tour de scrutin a été proprement scandaleux. Des interviews comme celle de M. Chaban-Delmas, par exemple, sont de celles qui, jamais, n'auraient dû passer à la radio sans donner alors à l'opinion publique le sens qu'il y avait une pression officielle dans un sens déterminé.
J'ajoute que ce n'est pas seulement la question des hommes nouveaux qui a joué au cours de ces dernières élections, puisque beaucoup d'anciens RPF, qui avaient été momentanément écartés du pouvoir ou qui avaient perdu beaucoup de voix en 1956, ont retrouvé cette fois-ci un grand nombre de voix et je crois que c'est vraiment sur de Gaulle que les gens se sont prononcés.
Je crois que, pour l'avenir, il serait impossible, - si nous voulions prendre une position quelconque à l'égard du général de Gaulle ou à l'égard d'un gouvernement s'il devait demain ne pas être Président de la République et former un gouvernement - de prendre une position honnête si le général de Gaulle n'avait pas préalablement levé un certain nombre d'équivoques.
Nous lui demandons - et je crois que nous pouvons être presque unanimes à le faire - de dire très clairement et sans aucune des petites équivoques qui subsistent encore dans certains de ses discours et certaines de ses phrases, quelle est vraiment sa position sur l'Algérie. Si ce n'est pas celle des Comités de salut public, si ce n'est pas celle de Soustelle comme nous en sommes certains au

fond de nous-mêmes, alors, il faut qu'il le dise avec une clarté telle qu'il ne puisse plus y avoir maintenant sur ce point de doute dans le pays.
(Applaudissements)
Car demain, ne vous faites pas d'illusions, l'UNR va continuer à employer le nom de de Gaulle et si celui-ci est Président de la République, qu'il désigne un Président du Conseil qui sera peut-être membre de l'UNR mais qui, en tous cas, pour son investiture - car il y a encore l'investiture de la IVème République - devra avoir les voix de la majorité de l'Assemblée Nationale, à ce moment-là, ce Président du Conseil viendra défendre un programme, de Gaulle ne sera pas derrière lui pour dire : "Ce programme, il le défend ou il ne le défend pas en mon nom", et vous verrez que l'opinion publique comprendra que le programme du Premier Ministre sera encore et toujours le programme de de Gaulle. C'est une nouvelle équivoque que nous ne voulons pas laisser entretenir.
J'avoue que je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce qui a été dit par certains camarades sur l'UNR. Bien sûr, il y a dans un mouvement de ce genre des hommes de toutes appartenances, de toutes origines, mais il y a à la tête de ce mouvement des hommes qui savent très bien ce qu'ils veulent, qui sont parfaitement organisés et qui pensent déjà avec beaucoup de sérieux à ce qu'ils auront à faire lorsque le général de Gaulle ne sera plus là pour les en empêcher. C'est là un aspect de la question particulièrement inquiétant pour la démocratie et je crains pour ma part, après l'expérience de 1946, que si le général de Gaulle, dégoûté de la politique voulait une nouvelle fois l'abandonner, ces hommes seraient absolument prêts à se substituer à lui et trouveraient encore le moyen de dire qu'ils traduisent sa pensée !
C'est pourquoi je crois que le choix du Président de la République est une question nécessairement secondaire. Il est bien évident - personne ne le proposera ici - que nous n'allons pas présenter un candidat contre le général de Gaulle, mais le choix du Premier Ministre aura, lui, beaucoup d'importance et je crains pour ma part qu'en fait, le général de Gaulle n'ait pas de très larges possibilités d'action.
Alors, comment pourrions-nous, dans ces conditions, envisager une participation à un gouvernement qui, sur le plan de l'Algérie comme sur le plan social, sera nécessairement dominé par des influences de droite et d'extrême-droite ?
Bien sûr, certains camarades ont pu dire que même au sein de ce gouvernement - j'entendais Humberdot le dire tout à l'heure - nous pourrions avoir une influence et empêcher certaines choses, mais ceci, comment le ferons-nous croire à l'opinion publique ? Voyez-vous, c'est de la politique pure, et la politique pure, c'est un peu comme l'amour pur, c'est celle qu'on ne fait pas !
(Rires)
Je crois que nous sommes devant un certain nombre de réalisations concrètes, que l'opinion publique juge peut-être beaucoup plus simplement et plus sommairement que nous, mais c'est en fait de cette opinion publique dont nous avons souffert et dont nous allons, au cours des prochains mois, rester tributaires.
Je crois que les événements vont aller maintenant assez vite et que si l'affaire

d'Algérie n'est pas réglée dans un certain nombre de mois, l'opinion publique va être profondément déçue, car elle est convaincue que nous sommes à la veille de ce règlement.
La crise économique se développant, nous allons avoir du chômage, sinon un chômage total, du moins un chômage partiel dans certaines usines - nous en connaissons tous dans nos départements respectifs des exemples - et je crois que l'opinion publique va beaucoup évoluer et qu'alors, elle verra ceux qui ont été au gouvernement et ceux qui ont été dans l'opposition.
Voyez-vous, ce qu'on a reproché aux militants Socialistes qui ont été éliminés, c'est au fond d'avoir fait partie du système. Eh bien ! la Vème République sera aussi un système demain pour d'autres et il faut peut-être faire attention à ne pas nous y accrocher trop tôt. Si nous sommes dans l'opposition, il restera une opposition démocratique ; si nous n'y sommes pas, le Parti Communiste sera nécessairement le seul bénéficiaire des rancunes de la classe ouvrière. Et c'est là peut-être le pire danger que nous puissions connaître !
(Applaudissements)
Je crois donc que notre action doit être double :
- d'une part, organiser notre opposition et peu importe l'adjectif que l'on accole au mot opposition, je suis d'accord avec tous ceux que l'on voudra.
- d'autre part, essayer de regrouper toutes les forces de gauche non Communistes qui nous ont plus ou moins abandonnés et qui errent un peu à la dérive dans tous les coins de l'horizon politique.
Il faut peut-être aussi, dans une certaine mesure non pas modifier notre programme - et je crois qu'il n'y a pas tant de différence entre ce qu'a dit Albert Gazier et ce qu'a dit Guy Mollet - mais peut-être l'adapter davantage aux circonstances. Cela ne suffit peut-être plus de dire que nous sommes partisans de la construction de l'Europe, alors qu'il y a maintenant un débat qui vient provisoirement de se clore à propos de la zone de libre échange et du Marché Commun, alors que tous les problèmes de l'adaptation de l'industrie et de l'agriculture françaises au Marché Commun ont été encore très peu étudiés par nos soins. Je crois qu'il ne suffit pas de dire que nous sommes partisans d'une solution libérale en Algérie. Il faudra peut-être adapter chacune de nos solutions à l'actualité qui se présentera. Il sera plus nécessaire encore dans l'opposition qu'au gouvernement, de rester toujours en liaison directe avec l'actualité, de manière à pouvoir répondre à toutes les objections que l'on pourra faire à la politique du futur gouvernement.
Puisque nous sommes tous d'accord, nous pourrions peut-être envisager dans un Congrès spécial non pas de définir une nouvelle politique, mais de voir dans quelle mesure notre politique peut s'adapter à des circonstances particulières et comment, tous ensemble, dans une unité totale - et je suis d'accord sur ce point avec Augustin Laurent - nous allons pouvoir préparer et organiser notre revanche.
(Applaudissements)

Le président - Jules Moch a la parole. Ensuite, Minjoz. On me dit que Minjoz

renonce à son temps de parole.

Jules Moch

Mes chers camarades, je voudrais avant tout que nous ne nous décidions pas par dépit, par rancœur ou dans un esprit de revanche interne. Ni dépit, ni rancœur quand il y a eu gain de voix, quand le résultat d'un mauvais scrutin - mais que le Parti contre l'avis d'un certain nombre de ses membres avait fait sien - a permis que 8 millions d'électeurs votant pour l'UNR et pour le Centre national des indépendants obtiennent 330 élus, tandis que 11 millions d'électeurs votant pour toutes les autres formations n'en ont que 115.

Pas de répit, pas de rancœur, lorsque nous avons maintenu nos voix et en de nombreux départements, sommes passés devant le Parti Communiste.

Pas d'esprit de revanche non plus. Il serait trop facile de transformer l'histoire en une science physique et d'examiner ce qui se serait passé si nous avions fait autrement avant.

On pourrait soutenir que si nous avions pris position pour le "non" dans le référendum, nous n'aurions pas aidé au développement du mythe de Gaulle dans le pays, mais on peut dire avec autant de vraisemblance que nous eussions été encore plus écrasés.

Alors, ne perdons pas notre temps à des récriminations sur le passé et essayons de fonder notre décision sur les faits, et les faits, ce sont les suivants : une Chambre invivable, sans rapport avec le pays, mais qui, du fait même de la Constitution - car nous sommes dans la Vème République et non pas dans la IVème ! - n'aura de pouvoirs que limités et des pouvoirs commençant pratiquement seulement à la fin du mois d'avril.

Une assemblée dominée par cette UNR, que je ne veux pas analyser à mon tour, mais où je vois au moins six groupes différents :

- des fascistes purs, tel cet impétueux avocat parisien, que je ne veux pas nommer à cette tribune.

(Rires)

- des hommes du 13 mai, élus triomphalement en France, mais qui ne sont pas très différents d'autres hommes du 13 mai qui ont été confirmés dans leurs attributions depuis quelques mois
- des fonctionnaires révoqués, trois préfets ou sous-préfets au moins, à ma connaissance, pour activités contre le régime
- à côté de tout cela, des modérés, des hommes de gauche et surtout des dirigeants énigmatiques, qui ont oscillé entre les opinions les plus variées et qui savent très bien ce qu'ils veulent, comme le disait Christian Pineau : ils veulent le pouvoir pour eux et pour eux seuls. Pas besoin de les nommer ou d'en nommer les deux prototypes !

(Rires)

Je voudrais que nous discutions sur la base des faits. Je suis sur, moi, que de Gaulle n'a pas voulu cela, que de Gaulle, s'il n'a pas désavoué les hommes qui se servaient de son nom, aurait souhaité qu'ils ne le fassent pas, et qu'il est probablement plus ennuyé encore que nous du résultat des dernières élections !

Fondation Jean-Jaurès

Je suis sûr que l'UNR, hétérogène, comme je viens de le dire, se disloquera au contact des faits, mais je crains aussi, parmi les éventualités, qu'un 13 mai parisien ne puisse pas absolument être exclu si de Gaulle est tourné sur la Droite par ceux qui se réclament de lui, et qu'il n'a pas mérité de voir appeler "gaullistes".
Mais, inversement, je n'exclus pas non plus une dissolution de l'UNR, permettant un changement de majorité dans cette Chambre, car les difficultés - je ne veux pas y revenir en fin de débat - vont être énormes, on les a citées, je les énumère simplement :
Afrique noire, position vis-à-vis de la Guinée qui semble démentir tout ce qu'il y a de grand et de noble dans les possibilités offertes par le référendum.
Algérie, où une solution s'imposera, plus hardie que tout ce qu'on a imaginé, et je ne veux pas revenir sur celle que je crois actuellement possible.
Investissements à la veille du Marché Commun, quand on voit les experts financiers d'ancien régime - au sens 18ème siècle du mot - les Ruesse (?), Baumgartner et autres proposer la débudgétisation... (applaudissements)... des investissements, c'est-à-dire le recours à l'épargne privée, à l'intérêt privé pour des dépenses non immédiatement rentables, mais qui commandent la situation de la France dans le Marché commun.
Il y a de quoi être effrayé !
Mais, inversement, nous voyons à l'UNR un homme comme M. Chalendon (?) envisager une espèce de début minimum d'inflation pour maintenir le plein emploi, ou tout au moins mettre la notion de plein emploi au premier plan, alors que les économistes classiques se seraient résignés parfaitement, pour équilibrer le budget, à avoir un demi-million ou un million de chômeurs dans le pays.
Il y a la réforme de l'enseignement ; les investissements culturels dans une France du Marché Commun sont au moins aussi importants que les investissements matériels, et quand on sait le retard effroyable de notre recherche scientifique, notre pénurie en ingénieurs, en techniciens, en laboratoires, même en amphithéâtres, on se demande ce que nous attendons pour procéder à cette réforme, surtout quand on sait que l'enseignement obligatoire est plus court en France maintenant que dans la plupart des pays d'Europe !
En face de tout cela, le problème financier… Oui, économie possible par le désarmement... ce n'est pas pour demain ; par la paix en Algérie... ce n'est hélas pas pour demain non plus. Or, les seules économies possibles dans le budget seraient celles qui résulteraient de la paix en Algérie ou du désarmement. Comme nous n'aurons ni l'un ni l'autre dans le temps où il faudra réduire l'impasse à un niveau acceptable, alors qu'elle est presque double maintenant, il faudra bien que cette Chambre vote des impôts, et là encore, le problème se posera des impôts démocratiques ou des impôts capitalistes.
Eh bien, nous devons, dans tout cela, être les animateurs des Républicains, en liaison avec tout ce qu'on pourra entraîner de forces de gauche disloquées, sans idéal, et beaucoup plus que nous, vaincues par l'adversité. D'où la position qu'a prise notre fédération, que je résume brièvement : elle s'est efforcée de voir les choses sous l'angle de la Vème République et non pas de la IVème, puisque le

Fondation Jean Jaurès

fait que nous sommes dans la Vème.
Nous voulons éviter le retour du balancier qui amènerait la démocratie populaire en France, C'est Guy Mollet qui a pris cette image ce matin, et pour éviter le retour trop brutal du balancier, nous voulons tout faire qui dépendra de nous, pour éviter un premier mouvement trop ample du balancier à droite, car ces mouvements du balancier vers la Droite le projetteraient ensuite beaucoup plus loin que nous ne voulons.
Pour cela, nous pensons qu'il faut prendre les décisions suivantes :
Présidence de la République : pas de difficultés... si, une : je souhaiterais personnellement beaucoup que le général de Gaulle eût le sens politique profond de tirer la conclusion de ces élections qu'il n'a pas voulu, c'est-à-dire différer son entrée à l'Elysée de quelques mois... (applaudissements)... avant un accord avec le Président Coty, auquel on pourrait demander de prolonger son septennat, interrompu de la IVème République, pendant quelques mois de la Verne, le temps de voir clair.
Si c'est de Gaulle qui est candidat à la Présidence de la République, ou si c'est Coty, nous ne devons pas leur opposer de candidats, ce serait la faute à ne pas commettre.
Si c'est un tiers, oui, nous sommes libres, et, par conséquent, ne sachant pas ce qui se passera, demandant à Guy Mollet de faire une ultime démarche, si peu de chances qu'il y ait qu'elle réussisse, pour obtenir que de Gaulle reste actuellement... (applaudissements)... à la présidence du Conseil, nous devons laisser à un organisme rassemblé au dernier moment, Conseil national ou même Comité directeur et groupe parlementaire, le soin de décider, en fonction des directives générales, s'il y aura ou non un candidat.
Participation : personne, à ma connaissance, n'a demandé le départ immédiat des ministres Socialistes...

Dans la salle - Si

Jules Moch – Si ? Alors excusez-moi, mais je dis que c'est aussi la faute à ne pas commettre… (applaudissements)…, je dis que si, ce soir, à la suite d'un vote de ce Congrès, Guy Mollet va porter au général de Gaulle la démission des 4 ministres Socialistes, alors, c'est ouvrir nous-mêmes la voie à une présidence Soustelle ou Debré pour demain !… (applaudissements)... ou même pire, c'est peut-être dégoûter de Gaulle du régime qu'il aura lui-même fait, et le faire renouveler son geste de février 1946.
Reste alors l'hypothèse d'un autre gouvernement, d'un gouvernement qui naîtrait au début de l'année, en janvier, si nous sommes d'accord dans notre grande majorité pour ne rien changer d'ici là ; eh bien, là aussi, je vais soutenir une thèse qui étonnera quelques camarades. Elle est semblable, à quelques nuances près - elle est un peu plus idiomatique, ou peut-être moins mathématiquement présentée - à celle de Guy Mollet... (rires)... ce matin : je ne sais pas s'il y a 1 pour cent ou 1 pour mille de chances que nous participions ! Moi, je ne voudrais pas que nous nous fixions à des limites fractionnaires. Je ne

crois pas, au fond de moi-même, qu'il y ait ni chance, ni intérêt à ce que nous participions ; je pense même que, sous une forme relativement enveloppée, nous pouvons dire qu'il y a peu de chances, mais je ne pense pas que nous devions fermer complètement la porte à cette hypothèse, et je vais vous dire pourquoi,

D'abord, nous avons commis une erreur que nous avons atténuée au dernier moment, à notre Conseil national du 1er mai.

Le 1er mai, très franchement, très énergiquement, aux applaudissements unanimes de tout le monde, nous avons décidé qu'on ne participerait plus, jusqu'à la fin de la législature... Et puis, quelques camarades, un peu prudents, à la Commission des résolutions - j'en étais - ont demandé qu'on intercale une petite expression : "dans les circonstances actuelles ". Et le texte, heureusement, a comporté ces mots sauveurs : "Le Parti décide de ne pas participer dans les circonstances actuelles, car les circonstances du 17 mai n'étaient plus celles du 1er mai, et la décision que nous avions prise unanimement le 1er mai, nous la révoquions à une forte majorité dix-sept jours plus tard !

Or, je ne sais pas du tout, moi, ce qui va se passer dans cette passation de régime à la Vème République. Je n'écarte nullement les hypothèses de très grosses difficultés. Je n'écarte pas l'hypothèse de de Gaulle tourné par ceux -là même qui se réclament de lui en termes souvent grossiers, lorsqu'ils parlent du "vieux" et même avec quelques épithètes de plus que je n'ajouterai pas ; je n'élimine pas du tout l'hypothèse de difficultés où de Gaulle n'aura d'autre défenseurs de ce régime-là, contre un mouvement genre 13 mai, que les hommes de gauche.

Par conséquent, disons qu'effectivement, il y a peu de chances que nous participions. N'en disons pas plus pour l'instant et renvoyons la décision au moment où nous connaîtrons le nom du Premier Ministre et le programme qu'il cherchera à réaliser, ce Premier Ministre, en vertu des règles de la 5ème République, pouvant parfaitement n'être ni membre du Parlement, ni même de la majorité gouvernementale formée par l'UNR, car je n'exclus pas non plus l'hypothèse d'un ministère de techniciens ou d'un ministère composé d'hommes non parlementaires. Nous sommes en 5ème République et non en 4ème, et j'attire votre attention sur ce mot de Soustelle lui-même, qui, quand on lui disait : "Vous allez prendre les responsabilités parce que vous êtes la majorité maintenant", répondait : "Mais vous raisonnez en hommes de la 4ème République !"

Donc, gardons-nous, ce soir, de décisions définitives et renvoyons-les à un Conseil national mieux informé. Je voudrais aborder maintenant en quelques minutes un problème qui me paraît beaucoup plus grave pour notre avenir que ceux que je viens de traiter.

Il faut, je l'ai déjà dit - je m'excuse de me répéter - repenser le Socialisme en fonction des faits d'aujourd'hui. Il y a des problèmes à des échelles différentes. On a parlé tout à l'heure de programme immédiat ; je ne sais pas s'il faut le mettre au point, le réadapter, le transformer... peu importe le mot, mais il y a un problème du programme immédiat qui est un problème qui se situe sur le plan des groupes d'étude de Gazier, des groupes d'étude du Comité directeur, qui se situe sur le plan de l'immédiat, et je suis d'accord que ce programme immédiat,

c'est-à-dire l'adaptation de nos revendications algériennes à la situation actuelle, le problème financier, etc., doit être réétudié très vite, parce que nous en avons besoin tout de suite, mais il y a un autre problème beaucoup plus vaste encore, et qui, lui, nécessitera des mois ou peut-être même des années, c'est le problème de repenser la doctrine non pas pour la transformer, mais pour la réviser, mais de la repenser en fonction de l'évolution même de la technique. Toutes les notions fondamentales sont à réétudier.
Je vous ai dit que je souhaitais que nous créions un petit groupe d'étude. Il a eu sa première réunion avant les élections, avec l'accord du Secrétariat général ; nous allons avoir le deuxième samedi, dans l'après-midi, et nous allons travailler. Nous allons travailler, voir ce qu'il faut faire d'abord, faire le point, mais nous avons besoin de liaisons avec le Parti. Ces liaisons, nous ne pouvons pas les avoir par de grandes réunions, le travail de réétude du bilan des nationalisations, de réétude de la prolétarisation des masses, tout cela peut se faire en petit comité de chercheurs, avec la documentation nécessaire, cela ne peut pas se faire en grande masse,
Comment arriver à avoir ce contact ? Non pas en reconstituant une UTS, Union des techniciens Socialistes, comme en 1934… elle avait un but restreint : celui de préparer l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement à direction Socialiste. A mon avis, nous ne pouvons le faire que si le Parti accepte de rénover sa vieille revue Socialiste, qui est un peu un fouillis d'articles contradictoires, que peu de militants, trop peu de militants lisent, qui traverse actuellement une crise et qui pourrait devenir l'organe de liaison entre les groupements d'étude et la masse des militants, en y développant des thèses sur des sujets de doctrine pris dans le tout qu'il faut étudier, ceci sous deux conditions :
- qu'il y ait l'aide du Secrétariat général ou du bureau du Parti pour se lancer dans cette voie d'une part, et, d'autre part, qu'il y ait l'aide des fédérations acceptant de s'abonner pour être, par la revue Socialiste, tenues au courant des travaux de ce petit comité d'étude théorique que j'espère que nous arriverons à mettre sur pied dans les semaines qui viennent.
(Applaudissements)
Alors, mes chers camarades, si le Parti met au point, avec les hommes qui ont travaillé déjà ces questions, un programme de réalisation immédiate si le Parti mène dans les masses une action de défense de ces masses contre le capitalisme, de défense de l'Europe et de la paix contre le nationalisme, de défense de l'organisation économique contre le libéralisme, s'il possède plus tard une doctrine rajeunie, repensée en fonction de l'ère atomique qui commence, si, enfin, il prend la tête de l'action nécessaire de défense de la République, sans numéro, de la République républicaine, comme on disait jadis, ou de la République démocratique, alors, je crois que malgré tout, les plus grands espoirs nous sont permis !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet, dernier orateur inscrit.

Guy Mollet

Camarades, j'interviendrai donc dans ces débats deux fois ; faites-moi confiance, ce n'est pas avec l'intention de me répéter.

L'analyse que j'ai faite ce matin, les conséquences que je prévoyais à l'attitude de nos adversaires, mes conclusions quant à notre attitude à nous, Parti, ne sont pas modifiées, en ce qui me concerne, par ce que j'ai entendu au cours des débats.

En fait, qu'il s'agisse des éventuelles candidatures à la Présidence de la République, dans les cas divers que j'ai envisagés, rien n'a modifié mon point de vue... pas davantage qu'en ce qui concerne le retrait des ministres Socialistes de l'actuel gouvernement.

Sur le fait que demain, lorsqu'un Premier Ministre sera désigné, il y aura telle ou telle chance de nous voir prendre des responsabilités, c'est par un simple souci de ne pas me voir contredire par Jules Moch sur un terrain qui est le sien plus que le mien, que je renonce aux fractions et que je dis simplement qu'il faut que nos adversaires sachent d'une manière très claire, dès aujourd'hui, qu'il y a fort peu de chances - et il vaut mieux qu'ils le sachent dès maintenant - que, sous quelque forme permanente que ce soit, participation ou soutien, nous soyons demain associés à ce gouvernement.

(Applaudissements)

D'ailleurs, il faudra que le Parti soit consulté quand nous serons saisis.

Si j'interviens de nouveau, c'est parce que je crois utile de répondre à quelques questions qui m'ont été pratiquement personnellement posées.

D'abord à Guibert, et je m'excuse auprès de lui, car j'ai été un instant absent pendant son intervention, mais j'en ai lu le compte rendu. Il m'a demandé ce que j'avais vraiment dit ou voulu dire au cours d'une conférence de presse à Arras, sur le problème de la laïcité, sur le problème de l'école.

Camarades, je ne voudrais pas vous imposer la lecture d'un papier paru dès le lendemain dans le Populaire, ce serait désobligeant, ce serait laisser entendre que trop nombreux sont les camarades du Parti qui ne lisent pas le Populaire !

(Applaudissements)

Je veux donc adopter a priori cette hypothèse que vous avez tous lu cette nécessaire mise au point.

Ceci dit, je reviens quand même peu sur l'idée.

Ai-je innové ?

Non.

Je dis "non", et je suis tout prêt à demander au président de séance le droit d'être interrompu si un camarade pense que j'ai innové…

…

Je vous remercie de votre silence.

J'ai réaffirmé la position permanente du Parti Socialiste qui différencie d'une manière très nette la position anticléricale de la position antireligieuse. Nous sommes des anticléricaux, lorsque les églises veulent s'occuper de ce qui ne les regarde pas.

Dans la salle - Très bien.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Nous ne sommes pas, nous ne devons pas être antireligieux. Ce problème relève de la conscience de chacun ; je ne dirai pas que j'envie ceux qui l'ont réglé en ce qui les concerne, je dirai négativement que j'ai beaucoup de mépris pour ceux qui, prétendant l'avoir réglé, sont de faux croyants ou de faux laïques… (applaudissements)... et qui n'utilisent ce problème que comme un ferment de discorde entre les Républicains chaque fois que d'autres problèmes plus graves sont posés à la nation.
Vous me dites qu'il en est qui ont de cela une autre opinion que nous et qui pensent déjà à une étape de revanche supplémentaire.
On nous oppose dans certains milieux l'attitude adoptée par nos camarades Socialistes belges. Je ne me permettrai pas de les juger, je connais leurs combats, je suis un homme du Nord ; je souhaite que quelquefois, nous soyons tous capables de nous battre comme ils le font chez eux.
(Applaudissements)
Je ne les approuve pas dans leurs conclusions, mais je dis que je les comprends. Pour moi, ce n'est pas un problème de circonstances comme il vient de l'être pour eux, c'est un problème de fond.
Si nos adversaires, demain, dans ce domaine, devaient prétendre diviser les enfants dès la naissance, en fonction du choix de leurs parents, je dis qu'ils commettraient une faute grave contre leurs propres enfants, contre la République.
S'il nous fallait demain de nouveau, connaître cette forme de ségrégation extraordinaire, qui diviserait dès l'âge de la scolarité, des gosses, en catholiques, protestants, juifs, musulmans, penseurs libres, en fonction de ce que les parents auraient dit, ce serait grave.
Cette ségrégation en fonction de la foi peut être aussi dangereuse que la ségrégation en fonction de la race.
Personnellement, je n'ai jamais changé d'avis. Je pense à l'union, à l'unité des enfants, mais à une condition que nous devons faire comprendre et partager aux faux laïcs qui quelquefois nous l'opposent, c'est que l'on respecte pour chaque enfant la liberté du choix pour demain, c'est-à-dire que nous respections chez lui, que nous créions chez lui l'esprit critique, cet esprit critique qui suppose tout à la fois la connaissance des options, la connaissance des hypothèses et, dans le même temps, la possibilité pour chacun de faire respecter sa liberté.
J'ai dit qu'il est des solutions à ce problème. J'en suis sûr, sûr non pas seulement par conviction, plus encore que cela : par expérience. Mais tout dépend de l'esprit dans lequel on les aborde. Si nous avons en face de nous des fous, alors, la partie est perdue, pour eux comme pour nous. Nous, nous avons l'esprit ouvert dans ce domaine, largement ouvert vers l'avenir.
Si, au contraire, ils ont, eux, un esprit de revanche et de retour au passé, qu'ils ne se fassent pas d'illusions : demain comme hier, nous nous battrons et ils perdront les batailles définitives. Ce que je crains, c'est que nous les perdions

Collection Jean Baylot

tous ensemble, dans ce cas-là, pour la liberté de chacun.
Autre problème, soulevé par Borra - mais là, il n'y a pas de contradiction - j'ai relevé une ou deux phrases. Notre camarade Borra peut ne pas avoir été compris à cette tribune ; il a dit des choses que j'approuve toutes. Il n'y a pas un mot de contradiction dans ce que j'aborde comme complément.
Ce matin, c'est Georges Brutelle qui, devant un Congrès encore incomplet, faisait applaudir les extraordinaires et merveilleux combats menés là-bas par les camarades qui se sont battus pour nos idées.
Si je relève une ou deux phrases, c'est parce que Borra a dit : "Le Parti doit faire siennes nos réserves à nous, ceux d'Algérie, quant au résultat des élections."
Je corrige seulement et je sais que Borra me donnera raison car il sait, lui, que le Parti n'a pas attendu cet appel et que le Parti a déjà fait siennes leurs réserves quant au résultat des élections.
Si nous avons, dans ce domaine, une petite victoire, mais tout de même que j'apprécie, c'est celle-ci : ce n'est pas, en quelque sorte, d'avoir empêché des élections insuffisamment libres, d'avoir permis qu'elles soient plus libres, pas encore, non, c'est d'avoir permis que des hommes comme Borra et quelques autres puissent, sur place, dire librement que ces élections n'étaient pas assez libres. C'est la première étape de la victoire, c'est déjà la liberté pour eux de protester contre une insuffisante liberté dans leur expression. Que des pas supplémentaires restent à faire, c'est certain, mais cela, c'est une étape supplémentaire.
Je me suis arrêté à ce qu'a dit Tanguy Prigent, surtout sur une phrase. Tanguy Prigent a, entre autres, dit avec beaucoup de modération aujourd'hui - et je l'en remercie - qu'une des causes graves de l'échec de la démocratie, c'est que depuis le 13 mai, le Parti Socialiste a tourné le dos à son devoir, à sa mission et qu'il a fait la courte échelle aux fascistes.
Je ne crois pas avoir déformé la phrase. Si je l'avais fait, il faut me le dire dès maintenant et pas me permettre d'aller plus loin.

François Tanguy-Prigent - à la plupart des fascistes.

Guy Mollet - Une des causes graves de l'échec de la démocratie c'est que, depuis le 13 mai, le Parti Socialiste a tourné le dos à son devoir, à sa mission et fait la courte échelle aux fascistes.
Je dis : Non, Tanguy, non, et en tout cas, pas toi. Vois-tu, avec une amitié qui n'a pas, pendant des années, été une seconde mise en cause, j'ai le devoir aujourd'hui, et sans passion, de te dire, après Augustin Laurent, et avec une amitié, je le répète, qui est devenue aujourd'hui douloureuse, que tu n'as pas le droit de dire cela.
Le Parti t'a laissé faire depuis des semaines et des semaines ce qu'il n'a permis à aucun autre. Tu as parlé, dans ta fédération et dans la fédération voisine, sur la même tribune que les députés Communistes, pour le non, ce que même un homme ayant quitté le Parti comme Mazier ne faisait pas dans son propre département. Tu as accepté, sans dire un mot, le désistement en ta faveur du

Parti Communiste et aujourd'hui, tu viens nous dire que le Parti a tourné le dos à son devoir, à sa mission, pour faire la courte échelle aux fascistes ! Tu ne dois pas dire cela, Tanguy, je le dis avec émotion, car toi, tu as agi contre le Parti, contre sa volonté, et c'est là l'erreur. Tout à l'heure, je suppose que tu as dû souffrir en entendant l'appel d'Augustin Laurent.
Si l'on veut, demain, pouvoir remporter d'autres victoires, c'est en maintenant l'unité du Parti... (applaudissements)… c'est en faisant que nulle part on ne puisse s'opposer les uns aux autres, que l'on y parviendra. Je n'insisterai pas.
Un mot à Christian Pineau qui a fait deux observations essentielles.
La première : la Gauche a perdu des voix. Et je suis tout à fait d'accord avec son analyse, quand il a différencié l'électeur de gauche, celui que l'on trompe, l'électeur Communiste d'hier, qui a été trompé, et le bolchevick qui le trompe.
C'est vrai que la Gauche a perdu des voix. Je veux compléter ce que disait Christian en donnant mon appréciation sur les raisons pour lesquelles la Gauche a perdu des voix.
A mon avis, la grande faute de la Gauche française, c'est de ne pas avoir su, en mai et en juin, faire la même analyse que la majorité du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Faute de quoi il faut tout changer.
Deuxième observation qu'a faite Christian Pineau : c'est que le général de Gaulle n'a pas désavoué le mouvement utilisant son nom. Par ailleurs, Christian Pineau a dit beaucoup d'autres choses sur lesquelles je ne reviens pas, car je me sens d'accord.
Sur ce point, il a dit : le général de Gaulle n'a pas désavoué le mouvement utilisant son nom. Il me faut avouer que je suis très près de partager ce regret de Christian Pineau que, en ce qui me concerne, et croyant parler dans ce domaine en connaissance de cause, j'appelle un excessif scrupule.
Je suis absolument convaincu qu'effectivement, ces résultats ne conviennent pas plus au général de Gaulle qu'à nous, quant à l'abus qui a été fait de son nom.
Je dois dire que je me sens d'ailleurs aussi près de Jules Moch quand, sous une formule que je voudrais que l'on retienne, il a dénoncé cette supercherie qui a amené à de Gaulle des supporters dont, a dit Jules Moch, de Gaulle n'a pas mérité qu'on les appelle "gaullistes".
J'en aurai terminé, camarades, en vous disant simplement que les conclusions que j'ai faites ce matin, je souhaite de tout cœur que le Parti les fasse siennes, non pas parce qu'elles sont miennes, mais parce que je les ai formulées après avoir beaucoup essayé de connaître ce que pensaient vos camarades du Parti, parce que j'étais parfaitement conscient qu'en les formulant, je n'étais au fond que votre interprète et s'il est une conclusion - la seule - supplémentaire que je veuille ajouter à celles que je formulais ce matin, c'est que notre Parti, à la condition simple, et je dis presque à la condition unique, mais nécessaire, qu'il soit uni, va être avec certitude, demain, le pôle d'attraction de toute la Gauche, je dis bien la Gauche française.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le président - La parole est à Georges Brutelle.

Georges Brutelle

Camarades, je vous propose, pour conclure le débat, la constitution d'une Commission des résolutions :
Auban, Haute-Garonne
Bazerque, Haute-Garonne
Begarra, Oran
Bidet, Tunisie
Borra, Bône
Boutbien, Indre
Cassagne, Gironde
Deixonne, Tarn
Delabre, Pas-de-Calais
Dubois, Nord
Faraud, Charente-Maritime
Fuzier, Seine
Garat, Basses-Pyrénées
Gazier, Seine
Giraud, Seine
Guille, Aude
Le Floch, Gironde
Jaquet, Seine
Charles Lamarque Cando, Landes
Lamousse, Haute-Vienne
Augustin Laurent, Nord
Leenhardt, Bouches-du-Rhône
Loo, Bouches-du-Rhône
Loustau, Loir-et-Cher
Minjoz, Doubs
Jules Moch, Hérault
Muller, Haut-Rhin
Pineau, Sarthe
Maurice Pic, Drôme
Schmitt, Manche
François Tanguy Prigent, Finistère.

Le président - Y a-t-il des observations ?

Dans la salle - Il n'y a personne du Nord. Je demande à être représenté à la Commission des résolutions, car je pense que le Nord n'est pas complet !

Un membre - La Seine-et-Oise !

Georges Brutelle - Qui proposez-vous pour le Nord et la Seine-et-Oise ?

Fondation Jean-Jaurès

Dans la salle - Notebart pour le Nord.

Dans la salle - Métayer pour la Seine-et-Oise.

Georges Brutelle - Donc, Notebart pour le Nord et Métayer pour la Seine-et-Oise.
Afin d'éviter des retraits de camarades, je propose au Congrès de porter de 31 à 33 le nombre des camarades composant la Commission des résolutions, contrairement à l'habitude, et d'enregistrer les noms des camarades Notebart et Métayer.

Le président - Pas d'observations ?... La Commission des résolutions est constituée. Elle va se réunir immédiatement.
La séance sera reprise à 19 heures 30.

Le président - La séance est reprise.
Notre camarade Borra a la parole pour rapporter devant vous un texte de la Commission des résolutions sur les élections d'Algérie.

Borra

Camarades, la Commission a adopté à l'unanimité la motion suivante :
"Le Congrès regrette que les instructions libérales du Président du Conseil aient été trop souvent ignorées en Algérie, que des pressions graves et des irrégularités aient été constatées et qu'ainsi, cette consultation électorale n'ait pas eu pour le rétablissement de la paix et l'édification de l'Algérie nouvelle, les heureux effets qu'on pouvait en espérer.
Il fait confiance au comité constitutionnel pour annuler toutes les élections entachées de fraude.
Le Congrès salue le courage des militants qui, malgré les dangers et les manœuvres, ont défendu l'idéal du Parti.
Il note comme un signe des temps, d'une part la présence sur des listes Socialistes d'authentiques militants ouvriers musulmans et de femmes musulmanes qui ont eu à honneur de se battre à nos côtés, d'autre part, la confiance que nous a manifestée la grande majorité des démocrates d'Algérie. Cette action commune justifie notre espoir de voir bientôt l'Algérie réconciliée avec elle-même".
(Applaudissements)

Le président - Pas d'observations ?
La motion est adoptée à l'unanimité.
La parole est à Jules Moch.

Fondation Jean-Jaurès

Jules Moch

Camarades, sur la question double de la candidature à la Présidence de la République et de l'attitude à suivre en face du gouvernement de demain, la Commission des résolutions s'est livrée à une discussion cordiale et approfondie.

Comme il n'y avait pas eu de vote indicatif antérieurement et qu'elle n'avait, de ce fait, pu être constituée proportionnellement au résultat de ce vote, lorsque nous avons eu à voter, nous n'en avons tenu compte que pour notre texte et je ne vous indiquerai pas les votes, à moins que tout à l'heure, on demande des précisions.

Par ailleurs, le texte me paraît suffisamment clair pour qu'il me suffise de le lire afin de gagner du temps.

Il se compose de trois parties.

"1- Le Congrès se félicite de la qualité de la campagne menée par ses candidats et ses militants et du nombre de suffrages obtenus.

Le Parti a conscience d'être l'élément fondamental du nécessaire regroupement de la Gauche démocratique, et appelle tous ses militants à se consacrer à cette œuvre de propagande.

2- Congrès décide qu'en raison des circonstances, il appuiera la candidature à la Présidence de la République soit du Président de Gaulle, soit du Président Coty, et que dans toutes les autres hypothèses, il donne à titre exceptionnel délégation à la réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire de désigner un candidat Socialiste.

3- Le Congrès constate qu'étant donné les résultats des élections et la possibilité qui existe désormais d'une majorité assumant les responsabilités de l'action et d'une minorité qui contrôle cette action, le Parti est actuellement hostile à tout engagement de caractère permanent, participation ou soutien, à l'égard du gouvernement de demain.

Il décide qu'un Conseil national ayant pouvoir de Congrès sera spécialement réuni dès la nomination du Premier Ministre pour fixer définitivement la position du Parti à l'égard du gouvernement."

Le président - Quelqu'un demande-t-il la parole pour déposer un amendement ?
Personne.

Est-ce que le vote par mandats est demandé ?

Que ceux qui sont pour le vote par mandats lèvent la main, avec la carte rose ?

Il faut le dixième des délégués. Le dixième n'est pas atteint. Par conséquent, c'est un vote à mains levées qui va avoir lieu.

Dans la salle - Non, non ! par mandats !

Le président - Je veux bien remettre aux voix une seconde fois. Il ne doit pas subsister à cet égard le moindre doute dans le Congrès.

Ceux qui désirent un vote par mandats doivent le manifester en levant la main avec la carte rose.

Fondation Jean Jaurès

8 délégués.
Cela ne fait pas le dixième. Par conséquent, nous mettons aux voix à mains levées.

Dans la salle - Par division ! Voulez-vous relire le premier texte ?

Jules Moch - Le premier texte se félicite du résultat des élections. Voulez-vous que je le relise aussi ?

Dans la Salle - Non, non !

Le président - Pas d'opposition ?
Le premier texte est donc adopté à l'unanimité.

Jules Moch - (Deuxième lecture du paragraphe 2 de la motion).

Le président - Vous avez entendu la lecture de ce texte. Y a-t-il un amendement ou des observations quant au vote ?

Dans la salle - Aux voix !

Le président - Ceux qui sont partisans de ce texte vont lever la main et la carte.
Baissez les mains. Avis contraires ?
9 avis contraires.

Jules Moch - (Deuxième lecture du paragraphe 3 de la motion).

Le président - Je mets ce texte aux voix. Ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main et la carte.
Baissez les mains. Avis contraires ?
1 avis contraire.
Abstentions ? Il n'y en a pas.
La motion entière est donc adoptée par le Congrès.
Camarades, nous sommes au terme d'un Congrès extraordinaire dont l'excellente tenue honore le Parti, nous pouvons bien le dire.
J'ai le devoir, en ma qualité de président, de remercier la municipalité d'Issy-les-Moulineaux qui a bien voulu mettre à notre disposition sa magnifique Salle des Fêtes.
Je remercie également les camarades de la fédération de Seine-et-Oise qui ont assuré le service d'ordre.
Camarades, le Parti continue !
La séance est levée.

Fondation Jean-Jaurès